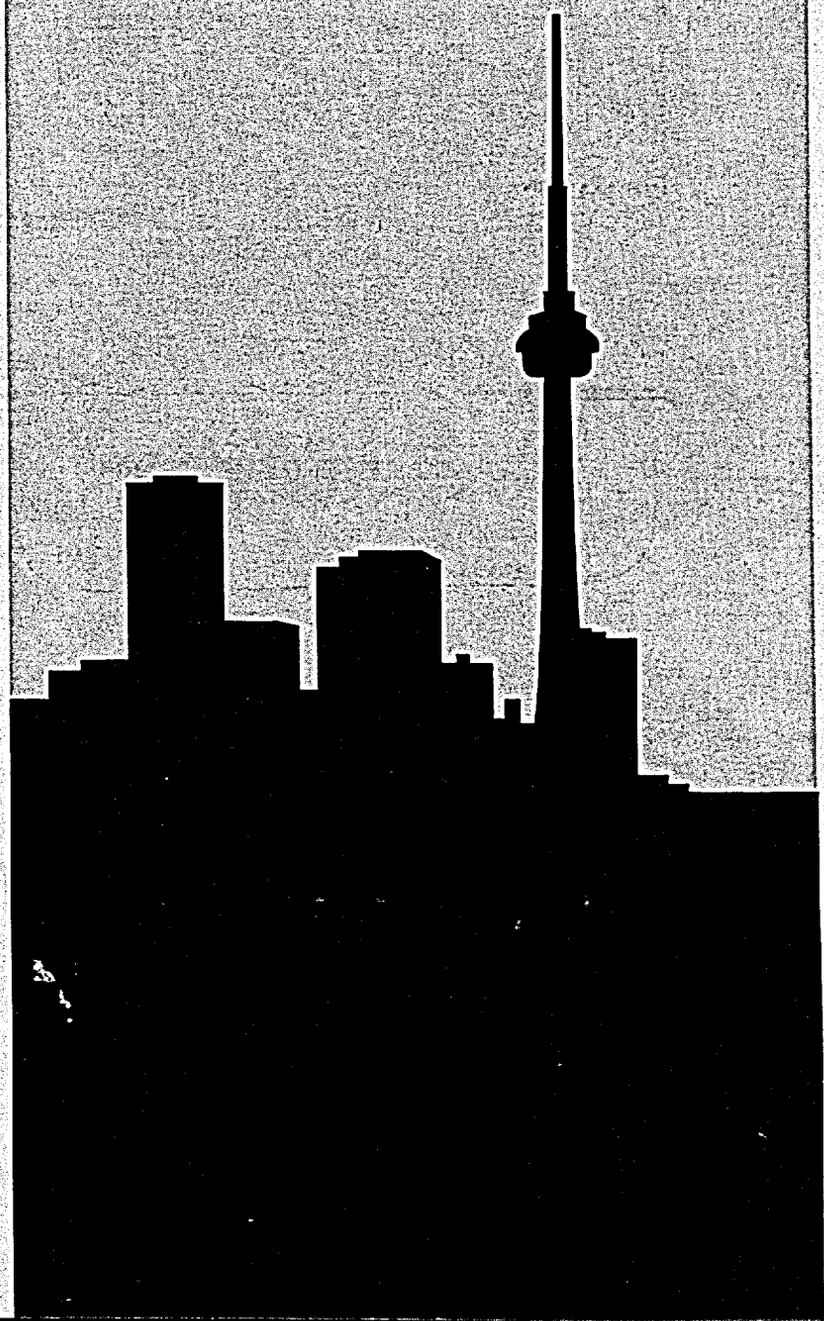
Sommet économique de Toronto

du 19 au 21 juin 1988

SOMMET·**TORONTO**·SUMMIT

Sommet économique de Toronto

du 19 au 21 juin 1988



43.249-640

Table des matières

Le Premier ministre du Canada, Brian Mulroney	1
Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Joe Clark	2
Le ministre des Finances, Michael Wilson	3
Le Sommet économique	4
—Historique des Sommets économiques	4
—Toile de fond du Sommet de Toronto	6
La coordination économique internationale	9
Les négociations commerciales multilatérales	11
Le commerce des produits agricoles	13
Dette internationale — L'endettement des pays à revenu moyen	15
Les pays en développement et les problèmes spéciaux de l'Afrique	17
Les relations avec les économies nouvellement industrialisées d'Asie	19
Les questions politiques	20
Autres questions	21
La performance économique du Canada	22
Tableaux comparatifs	24
Profils	
— États-Unis	29
— France	32
— Royaume-Uni	34
— République fédérale d'Allemagne	36
— Japon	38
— Italie	40
— Les Communautés européennes	42
Glossaire de termes économiques	44
Institutions et organismes économiques internationaux	46
Déclarations faites au Sommet de Venise	48
Statistiques nationales (1975-1987)	57

Le Premier ministre du Canada

Brian Mulroney

Canada

M. Mulroney est né à Baie-Comeau (Québec) le 20 mars 1939. Il est avocat et a été dirigeant d'entreprise.

Il détient un baccalauréat spécialisé en sciences politiques de l'Université Saint-François-Xavier d'Antigonish (Nouvelle-Écosse), et une licence en droit de l'Université Laval de Québec.

Le 11 juin 1983, M. Mulroney a été élu Chef du Parti progressiste-conservateur.

Il est ensuite entré à la Chambre des communes en remportant une élection partielle tenue le 29 août 1983 dans la circonscription de Central Nova (Nouvelle-Écosse).

Lors des élections générales de 1984, il a été élu député de la circonscription de Manicouagan (Québec). Son parti a alors remporté le plus grand nombre de sièges de toute l'histoire parlementaire du Canada.

M. Mulroney joue un rôle actif sur la scène publique et au sein de la collectivité depuis bon nombre d'années. En mai 1974, il a été nommé à la Commission Cliche, chargée d'enquêter sur la violence dans l'industrie de la construction au Québec. En 1976, il a été candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur du Canada.

Plus tard cette année-là, il est entré au service de la Compagnie Iron Ore du Canada, en tant que vice-président exécutif; un an plus tard, il est devenu président de la compagnie.

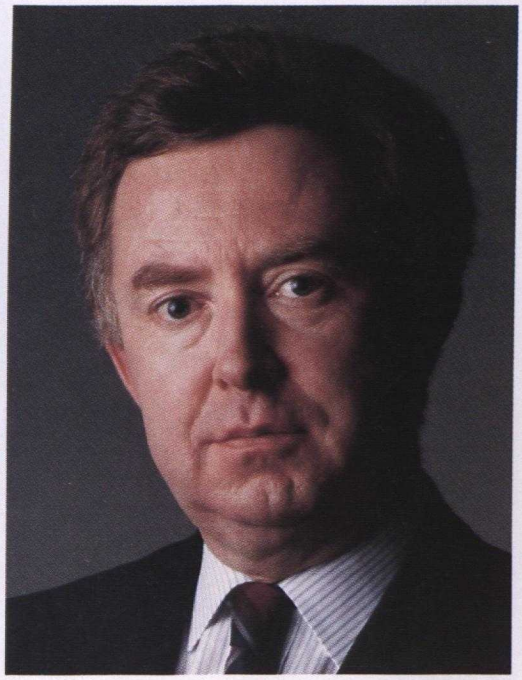
Il a oeuvré dans de nombreux organismes de charité tels que Centraide de Montréal, l'Association des Grands frères du Canada, l'Association du Québec pour les déficients mentaux, la *Canadian Juvenile Diabetes Foundation* et la Fondation des maladies du coeur de Montréal.

M. Mulroney a épousé Mila Pivnicki, avec qui il a eu quatre enfants.

Canada

Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures

Joe Clark



M. Clark est né à High River (Alberta) le 5 juin 1939. Il détient un baccalauréat en histoire et une maîtrise en sciences politiques de l'Université de l'Alberta ainsi qu'un doctorat honorifique en droit de l'Université du Nouveau-Brunswick.

M. Clark, qui a été journaliste et conseiller politique a été élu pour la première fois à la Chambre des communes aux élections de 1972. Il y a été réélu en 1974, 1979, 1980 et 1984. Il est devenu Chef du Parti progressiste-conservateur le 22 février 1976 et a mené son parti à la victoire aux élections du 22 mai 1979. Il a été assermenté comme Premier ministre le 4 juin. Son gouvernement a été défait aux élections du 18 février 1980.

Le 17 septembre 1984, M. Clark a été nommé secrétaire d'État aux Affaires extérieures dans le nouveau gouvernement progressiste-conservateur majoritaire. Il est président du Comité du Cabinet chargé de la politique étrangère et de la défense et vice-président du Sous-comité du Cabinet chargé du commerce.

Depuis 1984, M. Clark s'est consacré à redonner au Canada son rôle traditionnel dans un internationalisme constructif et conséquent.

Le ministre des Finances

Michael Wilson

M. Wilson est né à Toronto en 1937. Il a étudié au Upper Canada College et est diplômé en commerce de l'Université de Toronto. Il a été vice-président de la firme canadienne de courtiers en placements Dominion Securities.

Élu pour la première fois à la Chambre des communes en mai 1979, il est nommé, le 4 juin suivant, ministre d'État chargé du Commerce international. Réélu le 18 février 1980, il sera le porte-parole de son parti dans divers secteurs, dont ceux de l'Industrie et du Commerce, de l'Énergie, des Finances et de l'Expansion industrielle régionale. En 1983, il est candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur du Canada.

Au sein de son parti, M. Wilson a été membre du Comité des priorités et de la planification du Caucus, président du Comité du Caucus chargé du développement économique et de la création d'emplois, et membre du Comité des conseillers économiques de M. Mulroney.

M. Wilson en sera à sa quatrième participation à un sommet économique.

Le Sommet économique

Le Sommet économique annuel est le volet le plus visible d'un vaste processus de consultation et de coopération internationales. Les discussions qui s'y déroulent sont étroitement liées aux travaux effectués dans d'autres instances internationales, dont le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le Groupe des Sept ministres des Finances (G-7).

Ces instances sont autant d'instruments avec lesquels les gouvernements s'efforcent de gérer une économie mondiale de plus en plus interdépendante. Depuis le Sommet de l'an dernier à Venise, l'évolution des grands dossiers a été largement influencée par d'importantes réunions d'organisations internationales, notamment les suivantes :

- La réunion des ministres des Finances du Commonwealth à Bridgetown les 23 et 24 septembre 1987;
- Les assises annuelles du FMI et de la Banque mondiale à Washington du 29 septembre au 1er octobre 1987;
- La session annuelle des Parties Contractantes du GATT à Genève du 1er au 3 décembre 1987;
- La réunion des ministres de l'Agriculture du Groupe de Cairns à Bariloche (Argentine) du 24 au 26 février 1988;
- La réunion des ministres des Finances du Groupe des Sept (G-7) à Washington le 13 avril 1988;
- La réunion quadrilatérale des ministres du Commerce à April Point (Colombie-Britannique) du 15 au 17 avril 1988;
- La réunion ministérielle de l'OCDE à Paris les 18 et 19 mai 1988;

Les questions inscrites à l'ordre du jour du Sommet sont également examinées lors de plusieurs rencontres préalables des représentants personnels des dirigeants des pays du Sommet (les «sherpas»). Ceux-ci s'efforcent de délimiter des terrains d'entente susceptibles de servir de base à la recherche d'un consensus sur les grandes questions débattues pendant le Sommet. Le représentant personnel du Premier ministre Mulroney est Mme Sylvia Ostry, qui est aussi Ambassadrice du Canada aux Négociations commerciales multilatérales.

Historique des Sommets économiques

Le premier Sommet économique s'est tenu en 1975, à Rambouillet, à l'invitation du Président de la France. L'idée initiale était de permettre aux leaders participants de discuter de sujets économiques dans un cadre informel, à la manière du groupe de ministre des Finances (appelé ultérieurement «Groupe des Cinq») qui était réuni pour la première fois dans la bibliothèque de la Maison-Blanche. Plusieurs des leaders qui ont participé au premier Sommet étaient de ce groupe.

Cette première rencontre des leaders occidentaux a été motivée par leur souci commun d'apporter des solutions à des problèmes économiques pressants. L'effondrement du système de fixité des taux de change établi à Bretton Woods avait affaibli le mécanisme existant de coopération économique internationale et le choc pétrolier de 1973-1974 avait provoqué une récession caractérisée par une forte augmentation du chômage, une flambée de l'inflation dans les pays industrialisés et un ralentissement du commerce international.

Les premiers Sommets économiques furent axés sur le redressement de l'économie. Les leaders participants s'y mirent d'accord sur des mesures visant à soutenir une expansion économique stable et à réduire le chômage sans accroître les pressions inflationnistes. On y reconnut qu'il fallait apporter d'importantes modifications structurelles aux économies nationales pour faire face à l'augmentation des prix du pétrole et aux nouvelles réalités économiques.

Au Sommet de Bonn, en 1978, les participants entérinèrent le programme d'action concertée mis au point par les ministres de l'OCDE en vue de favoriser une croissance soutenue et non inflationniste. Ce programme prévoyait une augmentation de la demande intérieure, une plus grande coopération avec les pays en développement et une action commune en vue de réduire la dépendance à l'égard du pétrole importé.

Les Sommets de 1979 et de 1980, tenus respectivement à Tokyo et à Venise, furent surtout consacrés à la recherche de solutions aux problèmes engendrés par le second choc pétrolier. À Tokyo, on créa un groupe d'experts chargé de surveiller l'évolution des prix du pétrole et les tendances de la consommation d'hydrocarbures dans les pays industrialisés. À Venise, en 1980, les leaders adoptèrent une stratégie décennale visant à rompre le lien entre la croissance économique et la consommation de pétrole.

Au début des années 80, l'économie mondiale connut une récession caractérisée par une inflation persistante, un ralentissement de la croissance, une augmentation du chômage, une détérioration des soldes des comptes courants et une forte hausse des taux d'intérêt. La lutte contre l'inflation devint une préoccupation primordiale, et aux Sommets subséquents, les leaders convinrent de la nécessité de restreindre les emprunts publics et la croissance de la masse monétaire.

Au Sommet d'Ottawa/Montebello en 1981, les leaders accordèrent une attention particulière à la question des relations entre pays développés et en développement, et leurs délibérations contribuèrent à la préparation du Sommet Nord-Sud qui eut lieu quelques mois plus tard à Cancun.

L'économie mondiale s'étant redressée après la grave récession des années 1981-1982, les leaders s'efforcèrent, lors des Sommets ultérieurs, d'harmoniser leurs politiques de façon à élargir et soutenir cette relance.

Au Sommet de Williamsburg en 1983, les participants convinrent d'adopter des politiques axées sur la réduction de l'inflation, des taux d'intérêt et des déficits budgétaires et l'amélioration des possibilités d'emploi. Ils s'engagèrent également à mettre fin au protectionnisme et à démanteler les barrières commerciales et s'entendirent pour traiter individuellement les problèmes de dette extérieure.

À Bonn en 1985, les leaders s'entendirent pour appliquer une série de mesures économiques coordonnées et convinrent d'intensifier leurs efforts en vue du lancement d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales. Ils créèrent également un groupe d'experts qui, à l'automne, présenta aux ministres des Affaires étrangères, un rapport sur la crise en Afrique subsaharienne.

Au Sommet de Tokyo en 1986, les leaders élargirent le Groupe des Cinq en y admettant le Canada et l'Italie et demandèrent aux ministres des Finances de renforcer la coordination des politiques économiques internationales en examinant périodiquement les politiques et les performances économiques, y compris les tendances des taux de change. Ce processus mena à l'Accord du Louvre, conclu le 22 février 1987 en vue de favoriser une croissance mondiale plus équilibrée et la réduction des déséquilibres commerciaux. À l'initiative du Canada (vigoureusement appuyé par les États-Unis) les leaders exprimèrent pour la première fois leur inquiétude au sujet des effets perturbateurs des pratiques de subventionnement et des mesures de politiques protectionnistes sur les marchés mondiaux des produits agricoles. Ils parvinrent également à un consensus sur la nécessité d'une nouvelle série de négociations commerciales, qui fut lancée officiellement à Punta del Este, en Uruguay, en septembre de la même année.

Toujours au Sommet de Tokyo, encouragés par le resserrement de la collaboration entre les institutions financières internationales, les leaders adoptèrent une stratégie de coopération en vue du règlement du problème de l'endettement. Ils y réaffirmèrent également l'importance de reconstituer rapidement et largement les réserves de l'Association internationale de développement (filiale de la Banque mondiale qui consent des prêts à des conditions de faveur) afin de répondre aux besoins croissants des pays en développement.

À Venise en 1987, encouragés par l'augmentation soutenue (quoique moins rapide) de la croissance économique, par le maintien de l'inflation à des niveaux raisonnables et par la baisse générale des taux d'intérêt, les leaders ont entériné la stratégie adoptée par le Groupe des Sept ministres des Finances en février 1987 (l'Accord du Louvre). Ils ont en outre réaffirmé leur soutien au système commercial multilatéral et à l'Uruguay Round, et préconisé la tenue d'une Conférence d'examen ministériel à mi-parcours des NCM. Ils ont aussi souscrit à l'accord ministériel sur l'agriculture intervenu à l'OCDE, lequel reconnaissait que les politiques nationales de soutien faussent le commerce mondial des produits agricoles. Enfin, ils ont demandé qu'un traitement spécial soit accordé aux pays les plus pauvres du monde et réclamé avec insistance la conclusion d'un accord sur des mesures précises (élargissement de la Facilité d'ajustement structurel du FMI).

Dans ces rencontres, les discussions portent souvent sur des questions politiques d'intérêt mondial. Le Sommet tenu à Tokyo en 1979 a attiré l'attention du monde sur la situation précaire des réfugiés indochinois. L'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique et ses effets sur les relations Est-Ouest ont occupé une place importante au Sommet de Venise en 1980. À Versailles en 1982, les leaders se sont mis d'accord sur une approche générale des relations économiques Est-Ouest qui s'est traduite, cette année-là, par la formulation de politiques plus précises à l'OTAN et à l'OCDE. Le terrorisme a fait l'objet de déclarations distinctes à divers Sommets, le Canada jouant un rôle majeur dans l'adoption de la Déclaration sur la piraterie aérienne internationale à Bonn en 1978 et de la Déclaration sur le terrorisme international à Tokyo en 1986. À Tokyo également, les leaders se sont penchés sur les répercussions particulières de l'accident nucléaire de Tchernobyl. À Venise en 1987, ils ont débattu la situation politique en Afrique du Sud. Les leaders ont également pris de nouvelles mesures pour renforcer la Déclaration de Bonn sur la piraterie aérienne internationale.

Toile de fond du Sommet de Toronto

Depuis le Sommet de juin 1987 à Venise, d'importants progrès ont été réalisés dans divers grands dossiers économiques internationaux :

- Dans leur communiqué du 22 décembre 1987, et à nouveau à leur réunion tenue le 13 avril dernier à Washington, les ministres des Finances du Groupe des Sept (G-7) ont convenu de renforcer davantage le processus de coordination des politiques économiques et d'examiner les moyens d'améliorer le système monétaire international.
- Afin d'aider les pays les plus pauvres, le FMI a établi un nouveau mécanisme de prêt à des conditions de faveur, la Facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR), fournissent ainsi de nouvelles ressources dont le montant total s'élève à 8,4 milliards $US.

— La Banque mondiale a obtenu auprès des fournisseurs d'aide bilatérale des engagements financiers de 6,7 milliards $US qui serviront à financer ses programmes d'ajustement dans les pays les plus pauvres de l'Afrique subsaharienne durant les trois prochaines années. En outre, certains pays ont allégé la dette de ceux à qui ils avaient antérieurement consenti des prêts au titre de l'aide publique au développement. Au dernier Sommet de la Francophonie et à la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, le Canada a annoncé qu'il effacerait la dette qu'avaient ainsi contractée envers lui 13 pays d'Afrique subsaharienne.

— Les délégations nationales ont présenté leurs propositions concernant les NCM, ce qui accroît les chances de résultats rapides aux négociations commerciales de l'Uruguay Round. Les pays membres du GATT s'attaquent au problème de la détérioration du commerce mondial des produits agricoles et s'efforcent de définir des moyens de renforcer le système du GATT.

À Toronto, les leaders seront à nouveau confrontés à une situation économique mondiale complexe et ils devront se pencher sur de nombreuses questions difficiles. Néanmoins, en dépit des secousses qu'ont subies les marchés boursiers en octobre dernier, la croissance des économies des pays du Sommet reste supérieure aux prévisions. Les pays du Sommet connaissent leur sixième année consécutive d'expansion économique. Les taux de chômage ont enregistré une baisse marquée en Amérique du Nord et au Royaume-Uni et l'inflation a été relativement bien maîtrisée. On a aussi marqué des progrès dans la correction des déséquilibres extérieurs. L'important réalignement des taux de change survenu au cours des trois dernières années, les mesures de stimulation de la demande intérieure en RFA et au Japon (qui affichent une balance commerciale excédentaire) et celles visant à la réduire dans les pays enregistrant d'importants déficits sont autant d'éléments qui ont concouru au processus d'ajustement. Malgré ces progrès, les marchés financiers restent préoccupés à la fois par les déficits budgétaires et des comptes courants et par les déséquilibres commerciaux. Ces déséquilibres ont suscité la réclamation de mesures protectionnistes.

Vu l'importance économique croissante des économies nouvellement industrialisées d'Asie — la République de Corée, Taïwan, Singapour et Hong Kong — on s'interroge sur les moyens de les faire participer plus directement au processus de consultation sur les questions économiques d'intérêt mondial. À Venise l'an dernier, on les a vivement invitées à contribuer plus activement à préserver l'ouverture du système commercial mondial en réduisant les barrières commerciales et en faisant correspondre la valeur de leur monnaie à leur puissance économique réelle. Cette question demeure importante. Les leaders l'examineront à nouveau à Toronto, ainsi que le rôle que ces économies sont appelées à jouer dans le système international de coopération économique.

Il est probable qu'ils discuteront aussi des relations Est-Ouest, comme ils l'ont fait lors de Sommets précédents. Cette question revêtira un intérêt particulier au lendemain du sommet entre le président Reagan et le secrétaire général Gorbatchev, qui a eu lieu à Moscou du 29 mai au 2 juin. Parallèlement, les ministres des Affaires étrangères des pays participants échangeront leurs vues sur une large gamme de questions politiques. Outre les relations Est-Ouest et Nord-Sud, ils ont généralement discuté dans le passé de conflits régionaux comme ceux du Moyen-Orient, de l'Afrique du Sud, de l'Amérique centrale, de l'Afghanistan, du Kampuchea et de la guerre Iran-Irak et rendu compte de leurs discussions aux leaders.

Les discussions peuvent également porter sur d'autres importants sujets comme la protection de l'environnement, la coopération scientifique et technique et l'abus des stupéfiants.

Le Canada cherchera à obtenir de ses partenaires qu'ils maintiennent leur engagement d'appliquer des politiques axées sur une croissance économique soutenue et non inflationniste et adaptées à la période de transition actuelle en vue du redressement des déséquilibres du commerce extérieur et des comptes courants.

Les leaders devraient réaffirmer leur engagement de résister au protectionnisme et de renforcer le système commercial multilatéral axé sur le GATT et tenter d'imprimer un nouvel élan à la Conférence d'examen à mi-parcours de l'Uruguay Round des NCM, qui se tiendra à Montréal en décembre.

L'agriculture sera un des principaux sujets de discussion. Des progrès considérables ont été accomplis sur le plan de la réforme du commerce des produits agricoles depuis que, à l'instigation du Canada et des États-Unis, les participants au Sommet tenu à Tokyo en 1986 ont exprimé pour la première fois leur préoccupation commune à cet égard. Ils ont alors reconnu la nécessité d'aborder les questions liées à la réforme des pratiques relatives aux subventions nationales et aux produits agricoles. À Toronto, les leaders examineront les progrès accomplis dans le cadre des NCM depuis leur rencontre de l'an dernier à Venise et discuteront des tâches qui restent à accomplir.

Les problèmes des pays endettés retiendront également l'attention. Les leaders se pencheront sur les situations difficiles auxquelles font face les pays débiteurs à revenu moyen, et ils examineront en particulier les modalités d'application de la démarche de gestion au cas par cas des problèmes d'endettement. Parmi les propositions avancées, notons celle d'examiner la possibilité d'élargir le «menu d'options» de façon à inciter plus efficacement les banques commerciales à fournir des fonds aux pays débiteurs qui mettent en oeuvre des programmes d'ajustement appropriés.

Le développement des pays les moins avancés, notamment ceux de l'Afrique subsaharienne, est un processus à long terme qui comporte de grandes difficultés. La dette extérieure de ces pays pose un certain nombre de problèmes spécifiques qui demandent une attention toute particulière. Le Canada oeuvrera en vue de la réalisation de nouveaux progrès dans ce domaine, en s'appuyant sur le récent renforcement de la Facilité d'ajustement structurel du FMI et sur l'accroissement des ressources que la Banque mondiale affecte à des prêts consentis à des conditions de faveur.

La coordination économique internationale

L'objectif permanent des Sommets est de chercher à établir des politiques économiques compatibles qui favoriseront une croissance équilibrée et non-inflationniste. Les Sommets ne sont pas des mécanismes de prise de décisions, mais ils ont permis aux dirigeants des grandes démocraties industrialisées de rechercher une réaction plus concertée et efficace aux problèmes économiques et de mettre en oeuvre des politiques susceptibles de maintenir la confiance.

Au Sommet de Tokyo en 1986, reconnaissant la nécessité d'une coordination étroite et continue des politiques économiques, les leaders du Sommet ont créé le Groupe des Sept ministres des Finances (G-7) à qui ils ont confié la responsabilité d'améliorer la coordination des politiques de promotion d'une croissance économique non inflationniste, de renforcer les mesures commerciales incitatives favorisant l'emploi et l'investissement, et d'assurer une plus grande stabilité des taux de change.

Réunis à Paris en février 1987, les ministres des Finances du Groupe des Sept ont convenu qu'il était nécessaire de promouvoir une croissance globale plus équilibrée et de réduire les déséquilibres budgétaires et commerciaux. Chaque pays a alors pris des engagements précis à cet égard. L'Accord du Louvre comprenait des mesures destinées à stimuler la demande intérieure au Japon et en RFA ainsi qu'à réduire le déficit budgétaire américain.

Le Canada s'est alors engagé à réduire le déficit du budget fédéral, à réformer son régime fiscal et sa réglementation et à mener des initiatives de libéralisation des échanges sur les plans bilatéral (avec les États-Unis) et multilatéral (dans le cadre de l'Uruguay Round). La politique monétaire canadienne devait avoir comme objectif de réduire l'inflation en assurant le fonctionnement harmonieux du marché des changes.

Le Sommet de Venise de juin 1987 a été dominé par un esprit de coopération et de cohésion entre les leaders. Ceux-ci se sont dit encouragés par une croissance économique soutenue, bien que plus faible, par le maintien de faibles taux d'inflation et par une baisse générale des taux d'intérêt. La stratégie adoptée par le Groupe des Sept (Accord du Louvre) a été entérinée par le Sommet puis dans le communiqué de décembre 1987 du Groupe des Sept. Facteur particulièrement important pour le Canada, les leaders du Sommet ont convenu de renforcer davantage le rôle du Groupe des Sept ministres des Finances.

Le 19 octobre 1987, le brusque fléchissement du marché boursier a propagé une onde de choc sur tous les marchés financiers du monde. Les déséquilibres déstabilisateurs observés entre les États-Unis, le Japon, la République fédérale d'Allemagne et les économies nouvellement industrialisées (ENI) d'Asie résultent de la divergence des politiques du début et du milieu des années 80, période où les États-Unis suivaient des politiques budgétaires expansionnistes tandis que d'autres pays, particulièrement l'Allemagne de l'Ouest et le Japon, appliquaient des politiques économiques rigoureuses.

Du côté positif, il est clair maintenant que l'économie internationale s'est mieux remise du choc d'octobre qu'on ne l'avait prévu. La plupart des analystes sont d'avis que les pays industriels peuvent jouir d'une sixième année de croissance modérée et de faible inflation. Il semble maintenant que, grâce au réaménagement des taux de change, les principaux déséquilibres extérieurs commencent lentement à se redresser. Le Japon et, à un moindre degré, l'Allemagne de l'Ouest ont pris des mesures pour stimuler leur demande intérieure, tandis que les États-Unis ont poursuivi des politiques plus rigoureuses, notamment en réduisant les dépenses publiques fédérales.

Le gouvernement canadien s'est bien acquitté de ses engagements aux termes de l'Accord du Louvre. Au plan macro-économique, le Canada a progressivement réduit le déficit budgétaire fédéral et lancé un important programme de réforme fiscale. Au plan micro-économique, le Canada a suivi une politique active de réforme de la réglementation dans les secteurs des finances, des transports et des télécommunications, ainsi qu'une politique de privatisation des sociétés d'État et de leurs avoirs. En outre, le Canada participe activement aux négociations commerciales multilatérales, et il a négocié l'Accord de libre-échange avec les États-Unis.

Alors que les déséquilibres économiques mondiaux sont réduits, les décideurs des pays du Sommet ont pour défi de s'engager à mettre en oeuvre une juste combinaison de mesures macro- et micro-économiques pour gérer efficacement la transition, sans compromettre les perspectives de croissance économique non inflationniste soutenue. Le Sommet de Toronto fournira aux leaders du Sommet l'occasion de contribuer à rétablir la confiance en faisant preuve d'un leadership crédible en ce sens.

Les négociations commerciales multilatérales

Les questions du protectionnisme et du commerce mondial ont figuré en bonne place à l'ordre du jour de tous les Sommets. À la fin des années 70, les leaders ont appuyé et dynamisé le Tokyo Round des négociations commerciales multilatérales (NCM), qui ont été conclues avec succès en 1979. À la suite d'un engagement pris au Sommet de Tokyo de 1986, les ministres des pays signataires du GATT, y compris le secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, M. Joe Clark, se sont réunis en septembre de cette même année à Punta del Este, en Uruguay, afin de lancer une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales (NCM). Les négociations de l'Uruguay Round seront les plus vastes et les plus ambitieuses qui aient jamais été entreprises; elles permettront de fixer la structure des relations commerciales internationales jusqu'à la fin du siècle et au-delà.

Pour le Canada, les NCM représentent à la fois un défi et une occasion d'aider à identifier des solutions à long terme aux problèmes actuels et naissants du système commercial international. Conscient que le temps presse, le Canada aborde les négociations de l'Uruguay Round avec la volonté arrêtée de lutter contre les menaces protectionnistes, d'assujettir davantage le commerce international à la règle du droit et de relancer les efforts de libéralisation du commerce.

La Déclaration ministérielle de Punta del Este témoigne de l'intérêt que portent les pays participants à ce processus et montre à quel point l'ordre du jour des négociations est chargé. Cette déclaration:

- renforce considérablement l'engagement de mettre un frein à l'introduction de nouvelles mesures protectionnistes et de promouvoir des politiques qui élimineront les barrières commerciales (statu quo et démantèlement);
- fixe pour la première fois des objectifs précis en vue de négociations de portée générale sur l'agriculture, qui portent non seulement sur l'amélioration de l'accès aux marchés, mais également sur l'application de règles de discipline multilatérales concernant l'utilisation de toutes les subventions directes et indirectes et des autres mesures qui faussent les échanges;
- vise à réduire ou à éliminer les barrières tarifaires et non tarifaires afin d'améliorer les conditions d'accès aux marchés;
- inclut de nouveaux thèmes comme le commerce des services, la propriété intellectuelle et les mesures concernant les investissements liés au commerce;
- précise un ensemble de mesures relatives à la création d'institutions et à l'établissement de règles afin de renforcer et d'élargir le mandat du GATT.

À Venise, en 1987, les leaders ont renouvelé leur appui au système commercial multilatéral et à l'Uruguay Round. Ils ont reconnu que les pratiques commerciales abusives et protectionnistes ne peuvent être maintenues, et que les négociations de l'Uruguay Round doivent progresser rapidement. Ils se sont engagés à déposer des propositions détaillées pour les négociations et ont appuyé la demande d'un examen ministériel à mi-parcours des résultats des NCM. Les dirigeants ont convenu que l'un des objectifs des NCM devrait être d'obtenir des résultats rapides et, dans leur communiqué, ils ont rappelé l'engagement contenu dans la déclaration de Punta del Este, à savoir que les accords conclus dans les premières phases du processus pourraient être mis en oeuvre avant la conclusion des négociations.

Au lancement de l'Uruguay Round en 1986, il avait été convenu que l'exercice durerait quatre ans. La Conférence d'examen à mi-parcours des NCM au niveau ministériel, qui doit avoir lieu à Montréal la semaine du 5 décembre 1988, offrira l'occasion de revoir et de consolider les réalisations des deux premières années de pourparlers et de donner un nouvel élan à la phase finale décisive.

Le Canada, qui tire 46 % de son produit intérieur brut (PIB) du commerce extérieur, joue un rôle constructif dans les NCM afin d'obtenir une réduction des barrières commerciales globales et l'établissement de règles commerciales plus claires et plus efficaces. Il importe pour le Canada que le GATT soit fort et qu'il ait de la crédibilité auprès des nations commerçantes et des gens d'affaires. À cette fin, le Canada travaille avec ses partenaires du Sommet à établir des moyens de renforcer le système du GATT et d'accroître son efficacité.

Le Canada estime que tous les pays profiteront de la croissance économique mondiale qu'engendrera la libéralisation des échanges. Le gouvernement canadien, qui juge la participation des pays en développement indispensable à la réussite de l'Uruguay Round, les a vivement encouragés à prendre une part entière à ces négociations. Il a cherché à les aider en ce sens grâce à des projets financés par l'Agence canadienne de développement international. Par exemple, des projets à caractère éducatif sont mis sur pied dans le but de rendre les responsables de la politique commerciale davantage en mesure d'élaborer leurs positions et de défendre leurs intérêts dans ces négociations.

Au Sommet de Toronto, les dirigeants discuteront des moyens de renforcer le système commercial international et des perspectives de la Conférence d'examen à mi-parcours.

Le commerce des produits agricoles

Ces dernières années, les politiques agricoles ont mené à une croissance excessive de la production agricole dans les pays développés. La production agricole mondiale n'a cessé de dépasser la demande, ce qui a entraîné le gonflement des stocks et une chute brutale des cours internationaux des produits agricoles. Bien qu'au cours des derniers mois, les stocks aient été réduits quelque peu et que les prix de certains produits se soient légèrement redressés, la nécessité d'un réforme qui porte sur les causes profondes du problème demeure pressante.

Les agriculteurs exposés à cette baisse des cours mondiaux ont vu leur situation financière se détériorer. La progression très rapide des coûts des programmes de soutien agricole a modifié considérablement la trésorerie des pays concernés.

La communauté internationale a reconnu que les problèmes du commerce des produits agricoles ne seront pas résolus tant que leur cause fondamentale — les mesures nationales qui accordent une protection et un soutien excessif — ne sera pas traitée. L'OCDE a déterminé que le soutien gouvernemental à l'agriculture a plus que doublé entre les années 1980 et 1986 pour dépasser les 300 milliards $.

La situation a été aggravée au cours des dix dernières années par un ralentissement de la demande lié à la situation économique mondiale et à une nouvelle augmentation des stocks attribuable aux progrès technologiques dans les pays développés, et par l'accroissement de la production dans certains pays en développement.

Certaines politiques sont particulièrement dommageables à l'économie agricole internationale. En 1977, la Communauté européenne (CE) enregistrait un déficit céréalier de 24 millions de tonnes métriques. Des prix de soutien agricole élevés ont transformé ce déficit en un excédent de 14 millions de tonnes en 1986; c'est là un changement de 38 millions de tonnes en moins d'une décennie. La CE a eu recours à des subventions à l'exportation pour se défaire de ses surplus, ce qui a touché tous les exportateurs traditionnels et a amené les États-Unis à réagir en instituant leurs propres subventions à l'exportation, à l'aide du Programme de valorisation des exportations. Cette concurrence des subventions à l'exportation a eu pour effet de ramener les cours mondiaux à des niveaux bien inférieurs aux prix pratiqués sur le marché américain. Bien que des décisions prises récemment par la CE soient censées restreindre les dépenses de soutien à l'agriculture, l'incidence de ces mesures sur la production et le commerce ne sera probablement pas considérable, de l'avis du Canada.

C'est le Premier ministre Mulroney qui a porté l'agriculture pour la première fois à l'ordre du jour des Sommets, à Tokyo en 1986. Les leaders ont alors pris note avec inquiétude de l'excédent de la production agricole, dû en grande partie aux politiques nationales de subventions et de protection. Ils se sont mis d'accord sur la nécessité de mesures visant à réorienter les politiques et à réglementer la production agricole en fonction de la demande mondiale réelle.

La même année, le Canada a contribué à la création, par l'Australie, du Groupe de Cairns des pays exportateurs de produits agricoles. Ce groupe tres diversifié, réunissant 13 pays, a établi des objectifs de vaste portée pour la réforme du commerce des produits agricoles, question qui occupait une place importante à l'ordre du jour de l'Uruguay Round. Les problèmes que pose le commerce des produits agricoles ont aussi été une grande priorité du Canada au Sommet de Venise en 1987. La Déclaration économique de Venise appuyait énergiquement et sans réserve le communiqué ministériel de 1987 de l'OCDE sur l'agriculture, document qui réitérait le besoin d'une réforme concertée des politiques agricoles, et établissait à cette fin un ensemble de principes directeurs.

Lors de leur dernière réunion, les ministres du groupe de Cairns sont convenus de la nécessité d'élaborer les éléments d'un programme de réforme d'ici le milieu de l'année. Ainsi, le Groupe cherche à créer les conditions d'un engagement collectif à l'établissement du cadre d'une réforme de l'agriculture en vue de la Conférence d'examen à mi-parcours des NCM, qui aura lieu à Montréal au mois de décembre. Le Canada est d'avis que ce cadre devrait inclure des éléments pour le court et le long terme. Il s'agirait notamment dans ce dernier cas d'améliorations aux règles du GATT et d'une réduction des mesures de soutien qui faussent le commerce et la production. À court terme, le Canada préconise un gel concerté de toute nouvelle mesure préjudiciable au commerce, ainsi que des mesures pour atténuer rapidement les problèmes actuels.

À Toronto, les leaders réunis au Sommet examineront les progrès accomplis vers une réforme du commerce des produits agricoles et discuteront des tâches qu'il reste à entreprendre, particulièrement en ce qui concerne les négociations commerciales multilatérales.

Dette internationale – L'endettement des pays à revenu moyen

Le fardeau de la dette de nombreux pays en développement, qui a atteint au total plus de 1 billion $US, a été l'une des grandes questions à l'ordre du jour des dernières rencontres au Sommet. L'endettement des pays à revenu moyen, principalement ceux de l'Amérique latine, représente près de la moitié de ce montant.

Depuis que la question de la dette des pays en développement est apparue pour la première fois comme un problème grave en 1982, la communauté internationale a adopté, pour y remédier, une stratégie fondée sur une extension des périodes d'amortissement et sur l'octroi de nouveaux prêts visant à permettre aux pays débiteurs de croître et de s'adapter.

En 1985, le secrétaire au Trésor américain James Baker a lancé une initiative pour renforcer la stratégie de la dette en demandant que 20 milliards $US de nouveaux fonds soient obtenus des banques commerciales et 9 milliards $US, des institutions financières internationales. Fondée sur l'approche au cas par cas du problème de la dette adoptée au Sommet de Williamsburg de 1983, la principale caractéristique de cette stratégie est d'établir pour principe que l'ajustement intérieur doit aussi permettre un taux de croissance économique adéquat dans les pays débiteurs. Plus précisément, le Plan Baker mettait l'accent sur certains besoins essentiels, à savoir : la mise en oeuvre par les pays débiteurs de réformes de leurs politiques économiques, un rôle central continu pour le FMI et un rôle accru pour les banques de développement multilatéral, particulièrement la Banque mondiale, et une augmentation des prêts des banques commerciales.

À Tokyo en 1986 et à Venise en 1987, les leaders réunis au sommet ont approuvé la stratégie de coopération concernant la dette, et ont demandé une collaboration plus étroite entre les institutions financières internationales.

D'importants progrès ont été faits en ce qui concerne le règlement du problème de la dette des pays en développement dans le cadre de cette stratégie. Des crises financières potentielles ont pu être évitées et, bien qu'elle soit encore présente, la menace qui pèse sur le système financier mondial a été considérablement réduite. Plusieurs des pays les plus lourdement endettés ont mis sur pied de rigoureux programmes d'ajustement, condition essentielle au rétablissement de leur capacité d'emprunt.

La Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont joué un rôle clé dans l'aide aux pays débiteurs, en offrant des consultations et des avis et, naturellement, en appuyant les réformes économiques. On s'attend à ce que soit signé sous peu un accord officiel sur une augmentation de 74,8 milliards $US du capital général de la Banque, ce qui permettra d'accroître les niveaux de financement. Les banques commerciales et les créanciers officiels du Club de Paris ont aidé les pays débiteurs à appliquer leurs programmes d'ajustement en leur accordant, au besoin, des rééchelonnements de dettes et un nouveau financement.

En dépit de ces facteurs positifs, la mise en oeuvre de la stratégie de la dette a donné des résultats inégaux. Si un certain nombre de pays en développement ont réussi à réduire leur fardeau de la dette, d'autres continuent d'éprouver de sérieuses difficultés économiques. Ces difficultés ont été exacerbées par un climat international généralement défavorable, y compris, en particulier, une croissance économique insuffisante et la faiblesse du cours prix des matières premières. Dans les circonstances, de nouveaux efforts sont actuellement déployés pour renforcer la stratégie.

La plupart des débiteurs et des créanciers, dont le Canada, continuent de souscrire à l'approche concertée au cas par cas pour la gestion du problème de la dette. Pour que les pays en développement «sortent de leur endettement», il faudra s'attacher davantage à améliorer l'application de la stratégie. Comment les institutions financières internationales et les gouvernements prêteurs peuvent-ils jouer un rôle plus actif dans l'apport de ressources financières pour la croissance et l'ajustement? Comment élargir le menu d'options pour amener les banques commerciales à être plus actives dans le financement des pays débiteurs qui adoptent des programmes d'ajustement appropriés? Comment concilier la nécessité d'un financement additionnel et l'émergence récente «d'options» qui réduisent dans les faits l'encours de la dette, les banques absorbant les pertes connexes? Et comment inciter davantage les pays débiteurs à renforcer leurs programmes d'ajustement économique? Les leaders du Sommet se pencheront sur ces questions à Toronto.

Pour le Canada, la croissance des pays en développement repose sur un apport substantiel et accru de ressources extérieures. Le programme canadien d'aide au développement est considérable. La nouvelle stratégie gouvernementale en matière d'aide prévoit d'ailleurs qu'il prendra de l'ampleur pour atteindre 0,6 % du PNB en 1995-1996 et 0,7 % en l'an 2000. Le Canada appuie le fait que les institutions financières internationales, notamment le FMI et la Banque mondiale, jouent un rôle énergique pour faciliter cet apport de ressources vers les pays en développement. Il encourage une plus grande coopération et coordination entre les institutions de Bretton Woods, ainsi qu'entre ces dernières et les pays qui offrent une aide bilatérale. Cela permettrait d'optimiser l'acheminement des ressources vers les pays en développement et de donner à ceux-ci les meilleurs avis possibles en matière de politiques. Le Canada estime en outre que la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales offre un moyen d'assurer la croissance mondiale grâce à la libéralisation des échanges et que tous les pays, y compris les pays en développement, en profiteront.

Le développement des pays les plus pauvres, particulièrement ceux de l'Afrique subsaharienne, reste un processus à long terme particulièrement difficile. On s'accorde d'ailleurs à reconnaître que le dynamisme et l'imagination sont des éléments essentiels à la mise en place et au maintien d'un niveau acceptable d'infrastructure pour le développement. Dans bien des cas, l'ajustement, base de la croissance, nécessitera une importante réforme des politiques économiques. Certains gouvernements africains ont déjà pris des mesures courageuses et difficiles dans le sens de cette réforme. Les gouvernements donateurs ont accepté d'aider l'Afrique dans ce processus, en augmentant les apports de ressources et en prenant d'autres mesures.

Les pays en développement et les problèmes spéciaux de l'Afrique

Dans ce contexte, la dette extérieure des pays les plus pauvres de l'Afrique subsaharienne pose des problèmes uniques qui exigent une attention spéciale. Bien que cette dette soit relativement faible en termes absolus (environ 85 milliards $US) et qu'elle crée moins de risques pour le système financier mondial que les difficultés des grands pays débiteurs, elle n'en demeure pas moins un fardeau très lourd pour les petites économies fragiles en cause. Dans la plupart des cas, une baisse des termes de l'échange est venue exacerber le problème du service de la dette extérieure à court terme. La majeure partie de la dette des pays les plus pauvres a été contractée envers des gouvernements et des institutions financières internationales. Les pays donateurs ont donc la possibilité de contribuer directement à corriger le problème.

Depuis le Sommet de Venise de 1987, les gouvernements ont obtenu des résultats importants. À Venise, une grande priorité a été accordée aux problèmes particuliers rencontrés par les pays les plus pauvres. Les leaders réunis au Sommet ont demandé l'extension de la Facilité d'ajustement structurel (FAS) du Fonds monétaire international, qui permet d'octroyer à des conditions de faveur une aide financière aux pays les plus pauvres qui mettent en oeuvre des réformes économiques. Cet objectif a été atteint en décembre dernier, lorsqu'un accord a été conclu pour tripler les ressources de la FAS avec un complément de 8 milliards $US. Les leaders ont également examiné la possibilité d'apporter des innovations au Club de Paris, où la dette publique est rééchelonnée. Sur ce point, on s'est entendu pour accorder des délais de grâce et des périodes d'amortissement plus généreux aux débiteurs les plus pauvres. Pour sa part, la Banque mondiale a pu mobiliser des engagements de 6,7 milliards $US auprès de donateurs bilatéraux afin de financer conjointement les programmes de réforme économique soutenus par les banques qui seront entrepris dans les pays les plus pauvres de l'Afrique sub-saharienne au cours des trois prochaines années. Enfin, certains pays ont consenti à annuler une partie des emprunts contractés au titre de l'aide publique au développement.

Au Sommet de la Francophonie et lors de la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth tenus l'automne dernier, le Canada a annoncé qu'il annulerait la dette d'aide au développement de 13 pays de l'Afrique sub-saharienne. Cette mesure fait suite à l'engagement pris en 1986 par le Canada lors d'une session spéciale des Nations Unies sur l'Afrique, de contribuer à atténuer le fardeau de la dette dans cette région. En dépit de ces récentes initiatives, un groupe consultatif spécial des Nations Unies estime qu'un montant additionnel de 2 milliards $US par an est nécessaire au cours des prochaines années pour rétablir les possibilités de développement et de croissance des pays les plus pauvres de l'Afrique sub-saharienne.

À Toronto, le Canada cherchera à s'assurer, comme il l'a toujours fait lors des précédents Sommets, qu'il est dûment tenu compte des intérêts et des perspectives des pays en développement, en raison notamment du rôle joué par le Canada en tant qu'hôte du Sommet de la Francophonie et de la Réunion du Commonwealth en 1987.

Les relations avec les économies nouvellement industrialisées d'Asie

Le taux de croissance économique des économies nouvellement industrialisées (ENI) (République de Corée, Taïwan, Singapour et Hong Kong) est actuellement presque trois fois supérieur à celui de l'économie mondiale. Compte tenu de leur puissance économique grandissante, on doit maintenant trouver le moyen d'amener ces économies, et d'autres dont l'économie se développe, à participer plus étroitement au processus de consultation sur les questions économiques internationales, et de les convaincre d'assumer de nouvelles responsabilités de façon à contribuer à la croissance et à la stabilité de l'économie mondiale.

Les ENI d'Asie ont développé leur économie rapidement en mettant l'accent sur la croissance des exportations de biens manufacturés à une époque où l'économie mondiale était en pleine expansion. En 1985, la valeur totale de leurs exportations de produits manufacturés a dépassé celle des exportations de tous les pays à l'exception du Japon, de l'Allemagne de l'Ouest et des États-Unis.

Depuis un an, les ENI d'Asie jouent un rôle de plus en plus important dans l'économie mondiale en raison de deux facteurs économiques clés. Premièrement, leur part des exportations mondiales de biens manufacturés est passée de 4 % en 1975 à environ 10 % en 1988. Deuxièmement, leurs excédents commerciaux ont augmenté de façon régulière (au premier plan ceux de la Corée et de Taïwan) pour passer de 11 milliards $US en 1980 à 27 milliards $US en 1987. Malgré ce surplus commercial croissant, la monnaie de ces économies est sous- évaluée, volontairement semble-t-il, depuis le début des années 80, surtout par rapport au dollar américain.

Au cours des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay round, les pays industrialisés entendent amener les ENI à assumer graduellement, en vertu du GATT, des obligations correspondant à leur niveau de développement et à leur part du commerce mondial. Cela signifie surtout que les ENI seraient tenues d'appliquer plus rigoureusement les dispositions relatives à la balance des paiements, qui régissent la capacité des pays en développement d'imposer des restrictions à l'importation en cas de difficultés au niveau de la balance des paiements.

L'adhésion des ENI d'Asie aux organismes d'établissement des politiques varie d'un pays à l'autre. La Corée et Singapour sont membres du FMI et de la Banque mondiale, tandis que Hong Kong, qui est encore une colonie, et Taïwan n'en font pas partie. Tous sont membres du GATT, à l'exception de Taïwan.

En 1986, les quatre ENI d'Asie formaient le cinquième fournisseur du Canada, après les États-Unis, le Japon, le Royaume-Uni et l'Allemagne de l'Ouest, et son quatrième marché d'exportation après les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni.

Le Canada reconnaît l'influence économique croissante des ENI d'Asie et se préoccupe de la façon dont elles pourraient être associées plus étroitement aux discussions internationales sur la politique économique mondiale.

Au Sommet de Venise en 1987, les leaders ont reconnu l'importance grandissante des ENI et ont engagé ces dernières à faire davantage pour maintenir un système commercial mondial ouvert, et ce en réduisant les barrières commerciales et en appliquant des politiques qui permettraient à leur monnaie de refléter pleinement leur force économique.

Les questions politiques

Les relations Est-Ouest dominent souvent les discussions politiques au cours des Sommets. Par exemple, les leaders réunis à Versailles en 1982 et à Londres en 1984 se sont mis d'accord sur une approche générale en matière de relations économiques entre l'Est et l'Ouest. Au Sommet de Williamsburg en 1983, le Japon fut associé à une déclaration sur l'indivisibilité de la sécurité des pays du Sommet. Le Sommet de Bonn de 1985, par sa «Déclaration politique faite à l'occasion du 40e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale«, faisait état des valeurs démocratiques que les pays du Sommet ont en commun, et il en a été de même de la Déclaration de Tokyo, en 1986, «Pour un avenir meilleur». Les participants aux Sommets ont souvent traité d'aspects précis des relations Est-Ouest, comme le contrôle des armements et l'Afghanistan. La «Déclaration sur les relations Est-Ouest« faite au Sommet de Venise en 1987 traduisait en fait une approche commune à l'égard de l'Union soviétique du Secrétaire général Gorbatchev, en ce qui concerne le contrôle des armements, l'Afghanistan et d'autres questions comme les droits de la personne.

D'année en année, les Sommets ont aussi traité de la question du terrorisme. La Déclaration de Bonn de 1978 a constitué une étape marquante dans la lutte contre la piraterie aérienne. À Venise, l'an dernier, les leaders ont réaffirmé leur adhésion aux déclarations des Sommets précédents sur le terrorisme, et ont pris des décisions visant à compléter la Déclaration de Bonn.

Les entretiens des leaders portent souvent sur les crises qui surviennent à l'époque du Sommet. Par exemple, l'accident nucléaire de Tchernobyl et la liberté de navigation dans le Golfe persique ont été traités lors des deux derniers Sommets.

Les ministres des Affaires étrangères qui participent aux Sommets échangent leur point de vue sur un grand nombre de questions politiques. En plus des relations Est-Ouest et Nord-Sud, ils discutent généralement des conflits régionaux comme ceux du Moyen-Orient, de l'Afrique du Sud, de l'Amérique centrale, de l'Afghanistan, du Kampuchea, ainsi que de la guerre Iran-Irak. Ils font rapport aux leaders de leurs discussions et les aident à mettre au point le texte final des déclarations politiques.

À Toronto, les leaders devraient discuter, comme lors des précédents Sommets, des relations Est-Ouest. Cette question présentera un intérêt particulier après la rencontre au sommet du Président Reagan et du Secrétaire général Gorbatchev à Moscou, qui a eu lieu du 29 mai au 2 juin.

Autres questions

Les leaders réunis au Sommet se sont également penchés sur des sujets divers tels que la protection de l'environnement, les sciences et la technologie, le trafic des stupéfiants, le SIDA et l'éducation. Étant donné l'intention des leaders de se consacrer à Toronto aux grandes questions économiques, il est encore difficile de savoir si ces sujets seront abordés et de quelle manière. Les questions suivantes pourraient intéresser particulièrement les leaders cette année.

L'environnement — Les leaders présents au Sommet de Venise en 1987 ont réaffirmé qu'ils avaient la responsabilité commune de protéger l'environnement. Les pays du Sommet ont donné suite à cet engagement en participant aux activités d'organismes multilatéraux et de l'ONU touchant des problèmes tels que le contrôle des substances nocives, la destruction de la couche d'ozone, le transport sur de grandes distances de la pollution atmosphérique (pluies acides) et d'autres problèmes de pollution de l'air et de l'eau. En septembre 1987 a été signé le Protocole de Montréal sur la protection de la couche d'ozone.

Le rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (Rapport Brundtland) a été publié en avril 1987, et les organismes multilatéraux et les institutions de l'ONU étudient comment l'on peut donner suite à ses recommandations dans les forums appropriés. On y retrouve toute une gamme de recommandations portant plus particulièrement sur la réalisation de progrès durables par l'intégration des préoccupations environnementales dans les décisions économiques et sociales, et sur la protection du patrimoine environnemental commun pour le bénéfice des générations à venir.

Les sciences et la technologie — Les sciences et la technologie se sont inscrites de diverses manières à l'ordre du jour des cinq derniers Sommets économiques. L'étude de cette question traduit à la fois l'importante croissance de la technologie dans les affaires économiques et l'internationalisation plus poussée des sciences et de la technologie.

Au Sommet de 1983, le Japon a proposé la tenue d'une conférence annuelle d'«hommes sages» indépendants sur les incidences éthiques des progrès des sciences de la vie. La cinquième conférence sur la bioéthique s'est tenue en avril 1988 en Italie, la précédente ayant eu lieu à Ottawa en avril 1987.

Les questions de santé publique — Les leaders se sont déjà penchés également sur des questions de santé publique comme le cancer (1985) et le SIDA (1987). En général, l'étude de ces questions dans le cadre du Sommet vise à favoriser la coopération multilatérale en ce domaine, notamment au sein de l'Organisation mondiale de la santé.

La performance économique du Canada

La performance de l'économie canadienne a été remarquable en 1987, enregistrant sa sixième année consécutive d'expansion. Le taux de croissance réelle de 3,9 % du PIB a été parmi les plus élevés des pays du Sommet. Pendant le dernier trimestre, la croissance en valeur réelle, menée par la vigueur de la demande intérieure, a été de 5,7 % supérieure à celle de 1986. Les investissements dans les secteurs autres que celui de la construction domiciliaire ont dominé la demande, notamment pendant le deuxième semestre. Les dépenses de consommation et la construction domiciliaire ont également poursuivi leur forte croissance. Le dynamisme de la demande intérieure a contribué à une diminution de l'excédent du commerce des marchandises en 1987; les importations augmentant plus que les exportations, le déficit de la balance des comptes courants s'est quelque peu accru, mais ne pose pas de problèmes majeurs.

Une forte croissance de la production en 1987 a créé de nouvelles possibilités d'emploi, comparativement à d'autres pays participant au Sommet. Le nombre d'emplois a augmenté de 486 000, ce qui représente la plus forte augmentation annuelle au cours de la présente décennie. En dépit d'un accroissement très net de la population active, le taux de chômage a baissé pendant toute l'année pour s'établir à 8,2 % au dernier trimestre de 1987. Cette tendance s'est poursuivie au début de l'année 1988. Au moment où le niveau d'emploi continue de progresser solidement, le taux de chômage, en avril, a été ramené à 7,7 %, soit le niveau le plus bas depuis 1981.

En ces premiers mois de 1988, la croissance des dépenses des consommateurs donne des signes de ralentissement par rapport à son rythme rapide des derniers temps. Les stocks d'automobiles et d'autres produits durables se rapprochent du niveau normal et le taux d'épargne des particuliers est redevenu acceptable, les dépenses des consommateurs étant plus modérées. Toutefois, le rythme élevé de la construction domiciliaire se maintient et on s'attend à ce que les investissements réels des entreprises atteignent leur plus haut niveau en neuf ans. On prévoit que la croissance de l'investissement continuera de s'étendre à un plus grand nombre de secteurs et de régions. Les entreprises sont maintenant moins vulnérables aux fluctuations des taux d'intérêt et de la demande, et sont, sur le plan financier, en mesure d'effectuer des investissements en faisant appel, dans une large mesure, à leurs propres ressources.

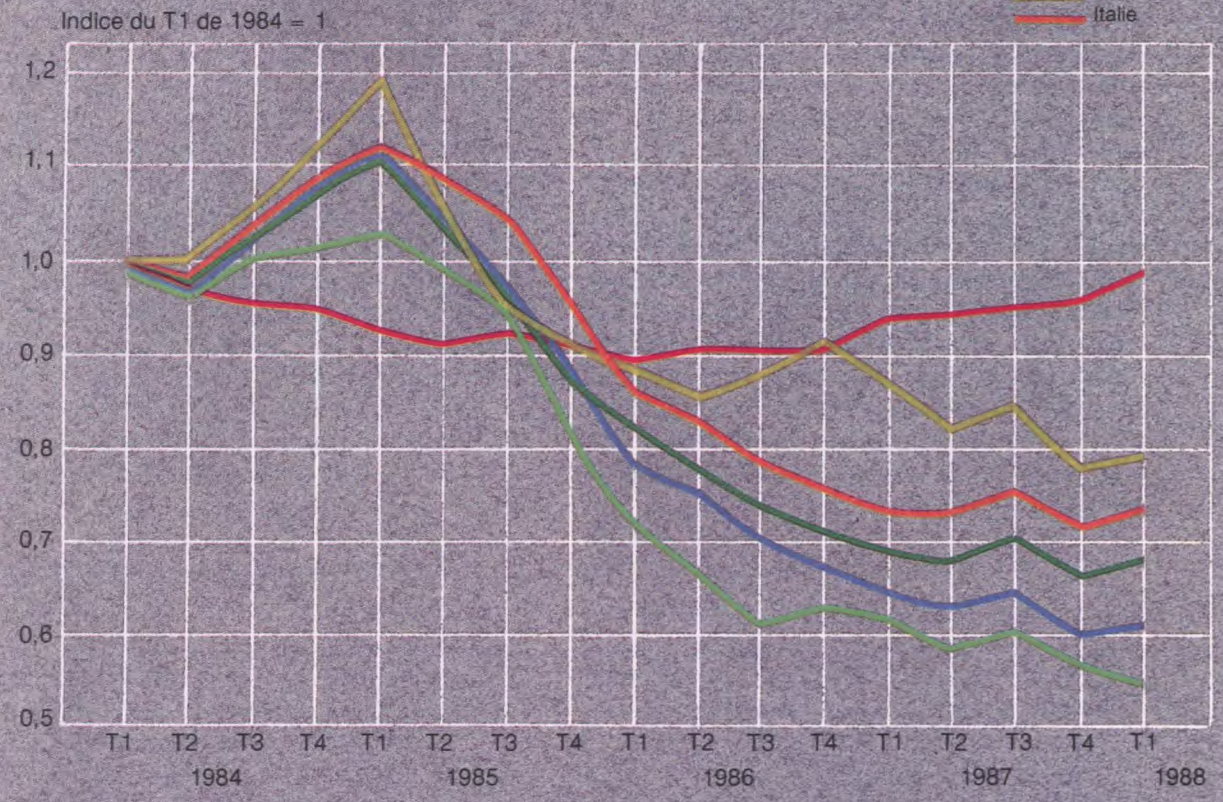
En dépit d'un accroissement tant de la production que du nombre d'emplois, l'inflation est restée modérée en 1987. L'Indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 4,4 %, soit légèrement plus qu'au cours des trois années précédentes. Les gains de productivité, le ralentissement de la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires ainsi que la remontée du dollar canadien ont concouru à refréner les pressions inflationnistes. Malgré les tensions perçues sur le marché du travail, les hausses de salaire sont restées modérées, de l'ordre de 4 %, dans les secteurs privé aussi bien que public. L'augmentation des prix se poursuit à un rythme voisin de 4 % en 1988.

Comme dans les autres pays industrialisés, les marchés financiers canadiens, et en particulier ceux des valeurs mobilières, ont beaucoup fluctué en 1987. À la suite du brusque fléchissement des marchés en octobre les gouvernements sont intervenus rapidement en injectant des liquidités. Les taux d'intérêt à court terme ont baissé, mouvement qui s'est poursuivi pendant le premier trimestre de 1988. Depuis mars, ces taux ont une tendance à la hausse, tant aux États-Unis qu'au Canada. Le dollar canadien a repris 4,5 cents par rapport à la devise américaine en 1987, et il s'est maintenu à la hausse au début de 1988 en regard du dollar américain et d'autres importantes devises. Cette reprise du dollar ne compromet pas la compétitivité des entreprises canadiennes, notamment face aux grands pays industrialisés.

Tableaux comparatifs

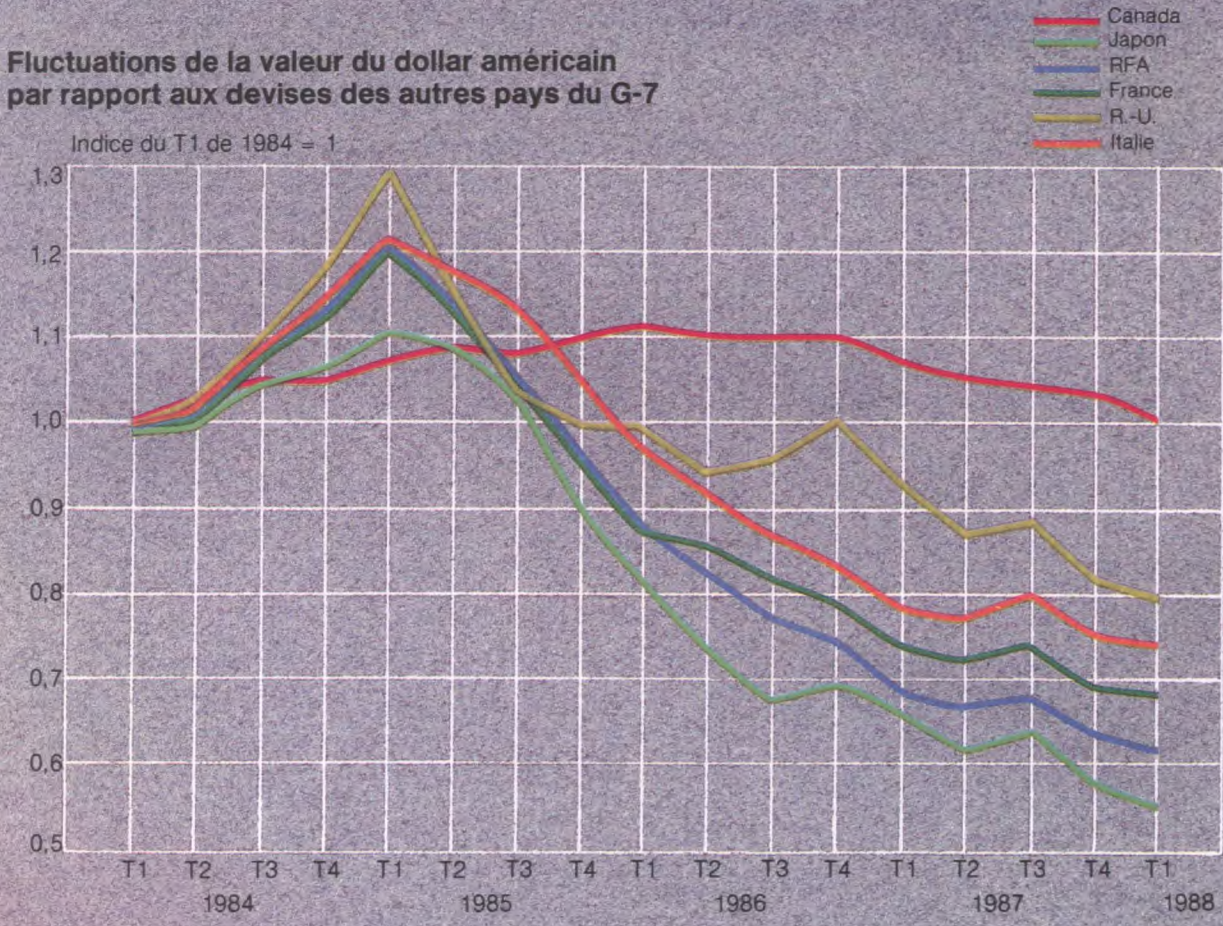
Entre 1984 et 1986, la valeur du dollar canadien par rapport aux principales devises d'outre-mer a eu tendance à suivre la direction prise par le dollar américain. En 1987, cependant, le dollar canadien s'est considérablement apprécié par rapport au dollar américain et a donc perdu beaucoup moins de terrain que lui par rapport à ces devises. Après pondération en fonction des échanges commerciaux, on constate que le dollar canadien s'est apprécié en 1987 par suite de sa vigueur par rapport au dollar américain. Pendant le premier trimestre de 1988, la valeur pondérée en fonction des échanges du dollar canadien s'est accrue encore davantage, celui-ci gagnant du terrain sur toutes les devises du G-7 sauf le yen.

Fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport aux devises des autres pays du G-7

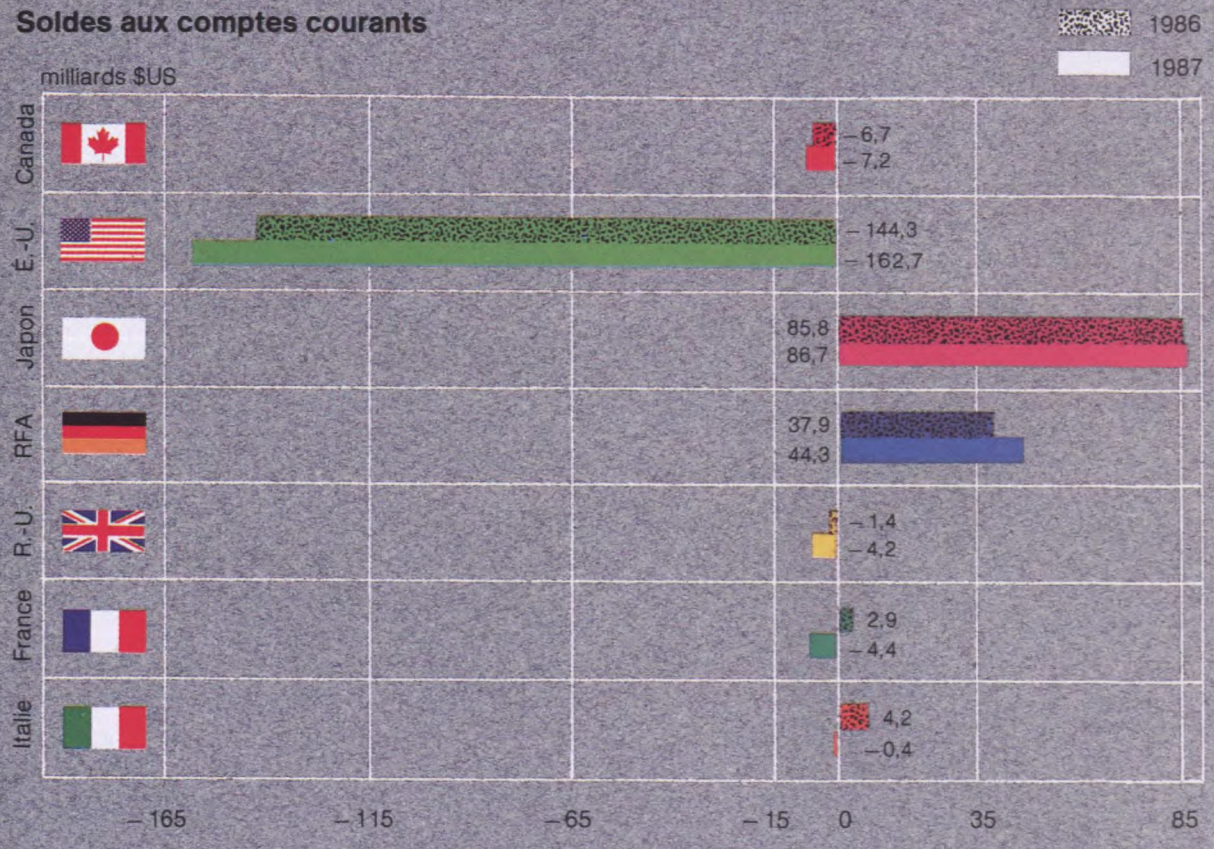


Après avoir montré une certaine vigueur par rapport à la plupart des devises au milieu de 1987, le dollar américain a repris sa tendance à la baisse à un rythme accéléré après la crise boursière d'octobre. Les devises les plus fortes pendant cette dernière période ont été celles du Japon, du Royaume-Uni et de la RFA. Le dollar américain a continué de perdre du terrain par rapport aux devises canadienne, française et italienne pendant le premier trimestre de 1988.

Fluctuations de la valeur du dollar américain par rapport aux devises des autres pays du G-7

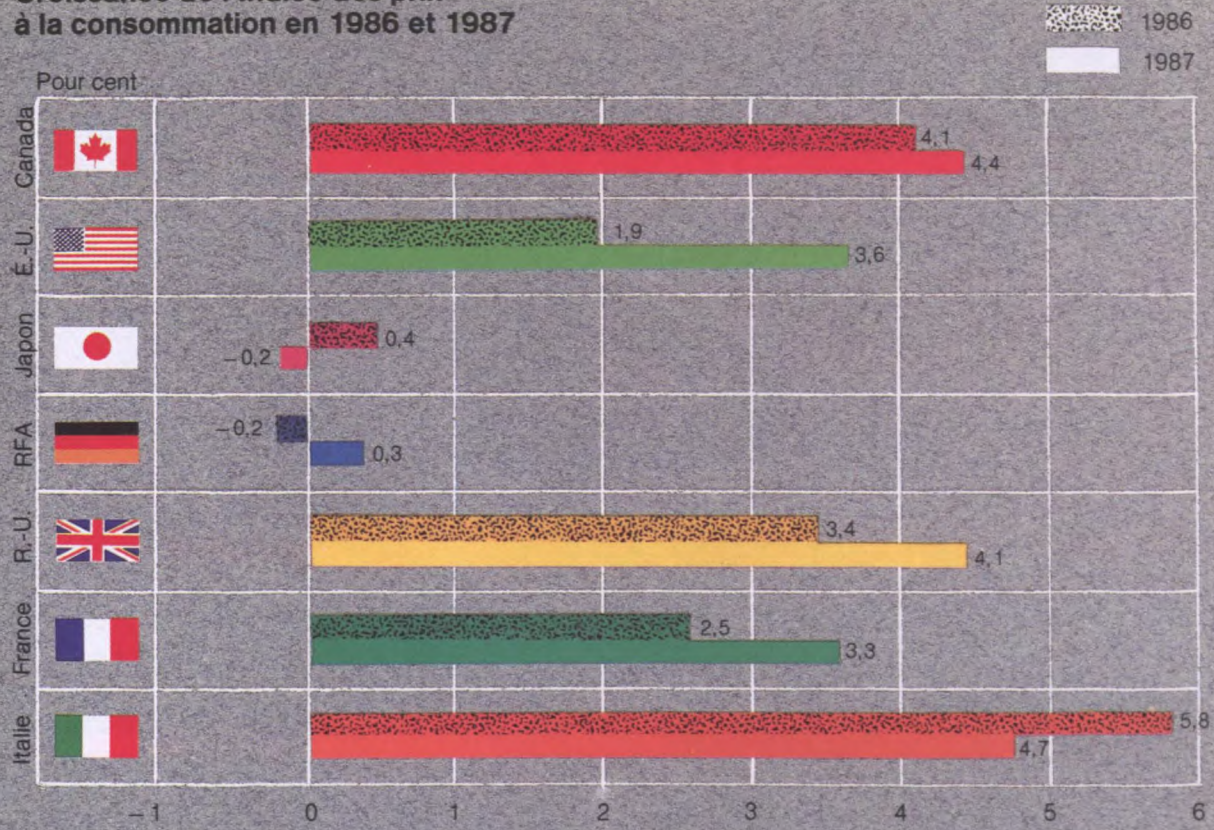


Soldes aux comptes courants



Les taux d'augmentation du déficit américain et des excédents du Japon et de l'Allemagne de l'Ouest (RFA) ont montré des signes de ralentissement en 1987. Bien que ça ne se voie pas dans les chiffres annuels, les déséquilibres nominaux semblent avoir culminé au milieu de l'année et les données pour le quatrième trimestre laissent envisager une diminution graduelle du déficit du compte courant nominal des États-Unis. En outre, l'augmentation des déséquilibres nominaux en 1987 doit être considérée dans le contexte des importantes variations qu'ont connues les valeurs des monnaies et les termes de l'échange pendant l'année.

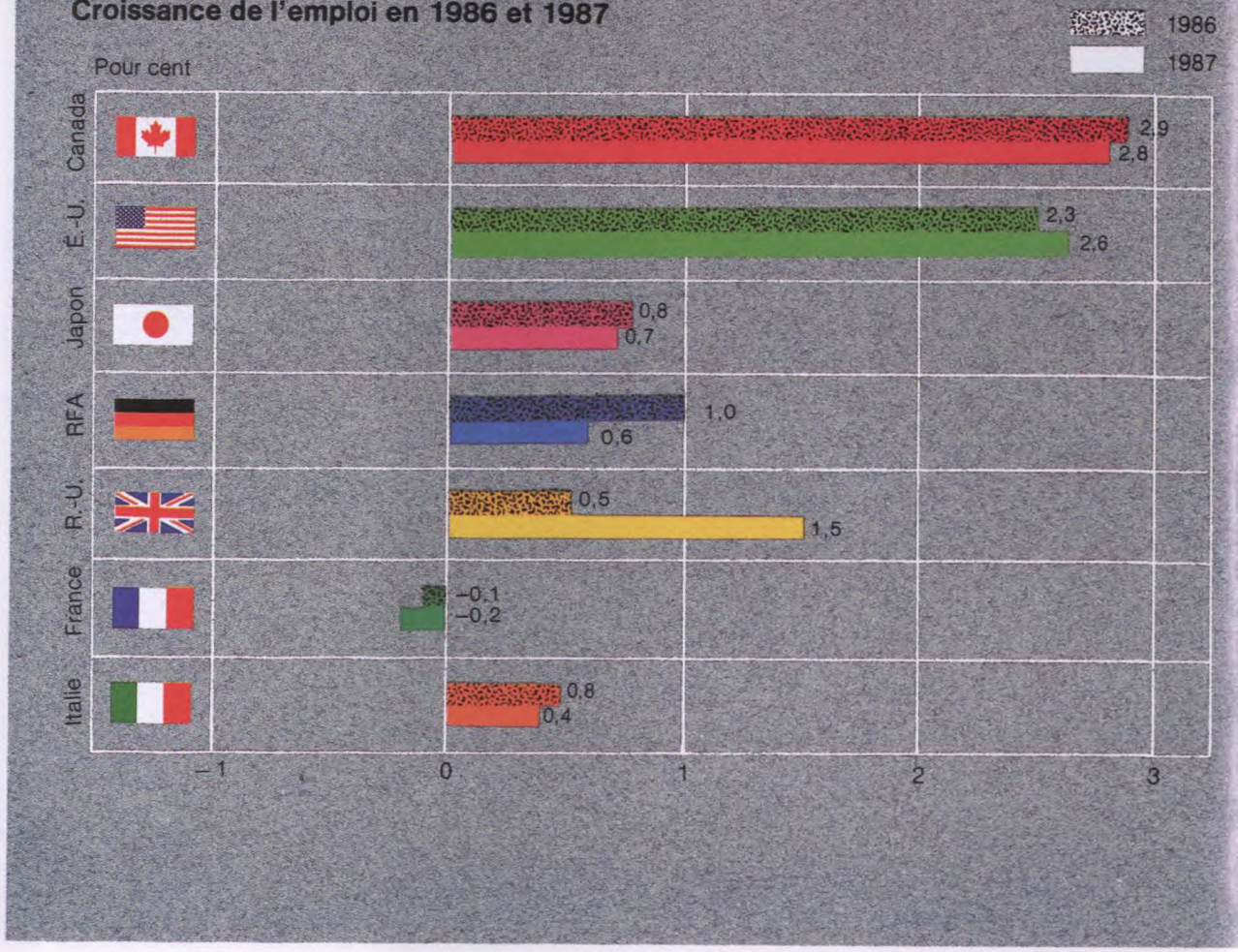
Croissance de l'Indice des prix à la consommation en 1986 et 1987



Les variations des taux de change ont sensiblement influé sur les mouvements des prix à la consommation en 1987. Au Japon et en RFA particulièrement, l'appréciation du yen et du mark a entraîné une baisse du coût des produits importés et de consommation, et aidé à maintenir les prix à la consommation, dans l'ensemble, à peu près à leurs niveaux de 1986. Au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, l'inflation a augmenté en 1987, sous l'effet d'une forte croissance économique et de la hausse des prix de l'énergie. Elle a aussi augmenté en France, en raison surtout de la hausse des prix de l'énergie. En Italie, l'inflation a été plus faible en 1987 par rapport au niveau de 1986.

En 1987, la croissance de l'emploi a considérablement varié parmi les pays du Sommet. C'est à nouveau en Amérique du Nord qu'on retrouve le taux de croissance le plus élevé. Au Japon et en RFA, la croissance de l'emploi a été soutenue mais plus modérée. La France a accusé un léger recul, alors que l'Italie enregistrait une modeste augmentation.

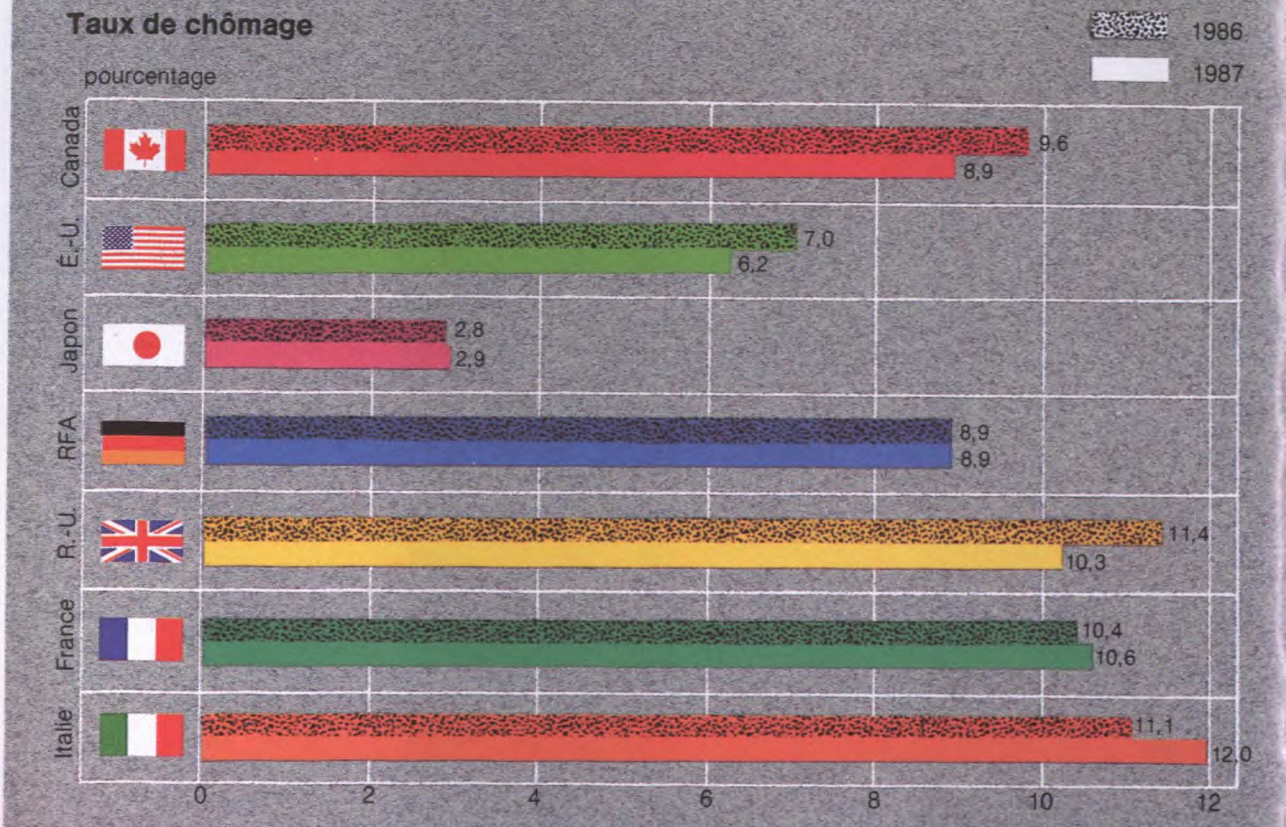
Croissance de l'emploi en 1986 et 1987



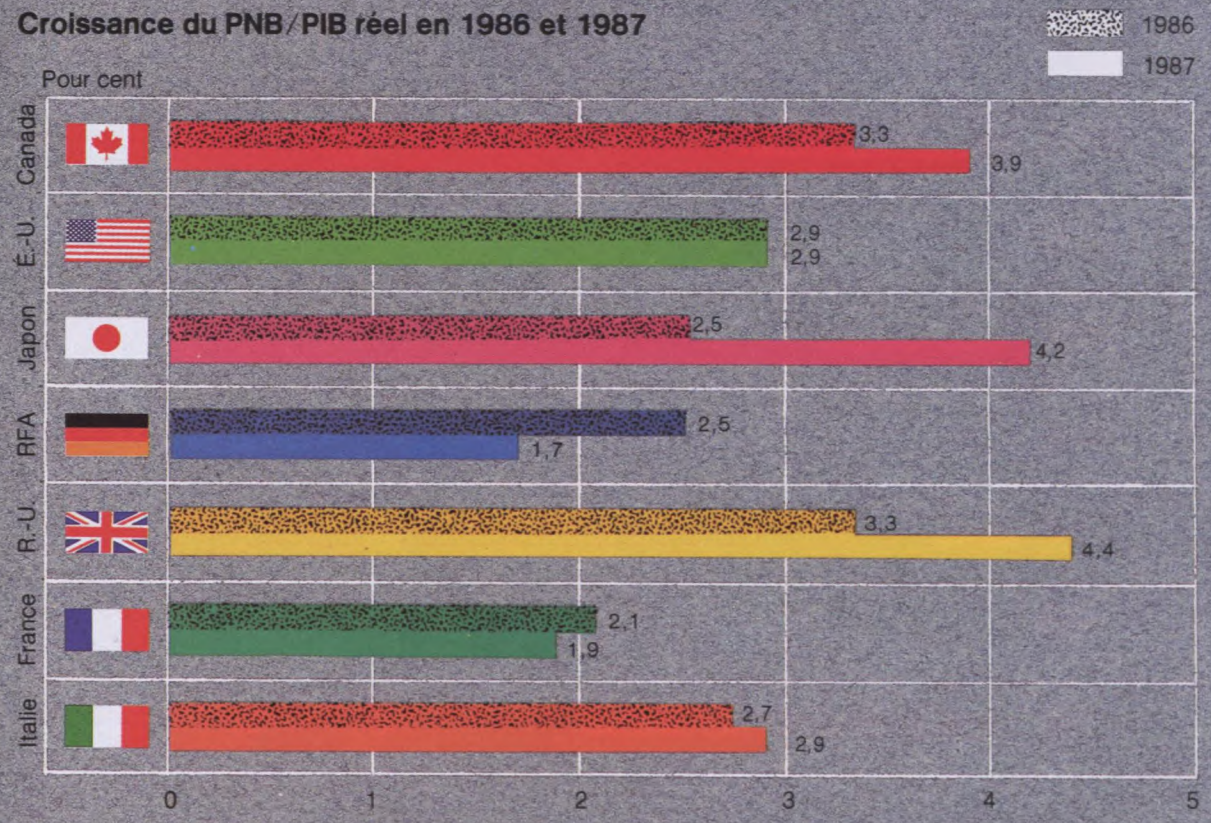
La forte croissance économique qu'ont connue le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni a entraîné une diminution du chômage dans ces pays en 1987. Il s'agissait pour le Canada et les États-Unis du maintien d'une tendance amorcée il y a quatre à cinq ans, tandis que le Royaume-Uni enregistrait sa première baisse de la décennie.

La croissance de l'emploi ayant été modeste au Japon et en RFA, les taux de chômage sont demeurés à peu près les mêmes dans ces pays en 1987, près de leurs niveaux les plus élevés des dernières années. Le chômage en France et en Italie a augmenté en 1987.

Taux de chômage

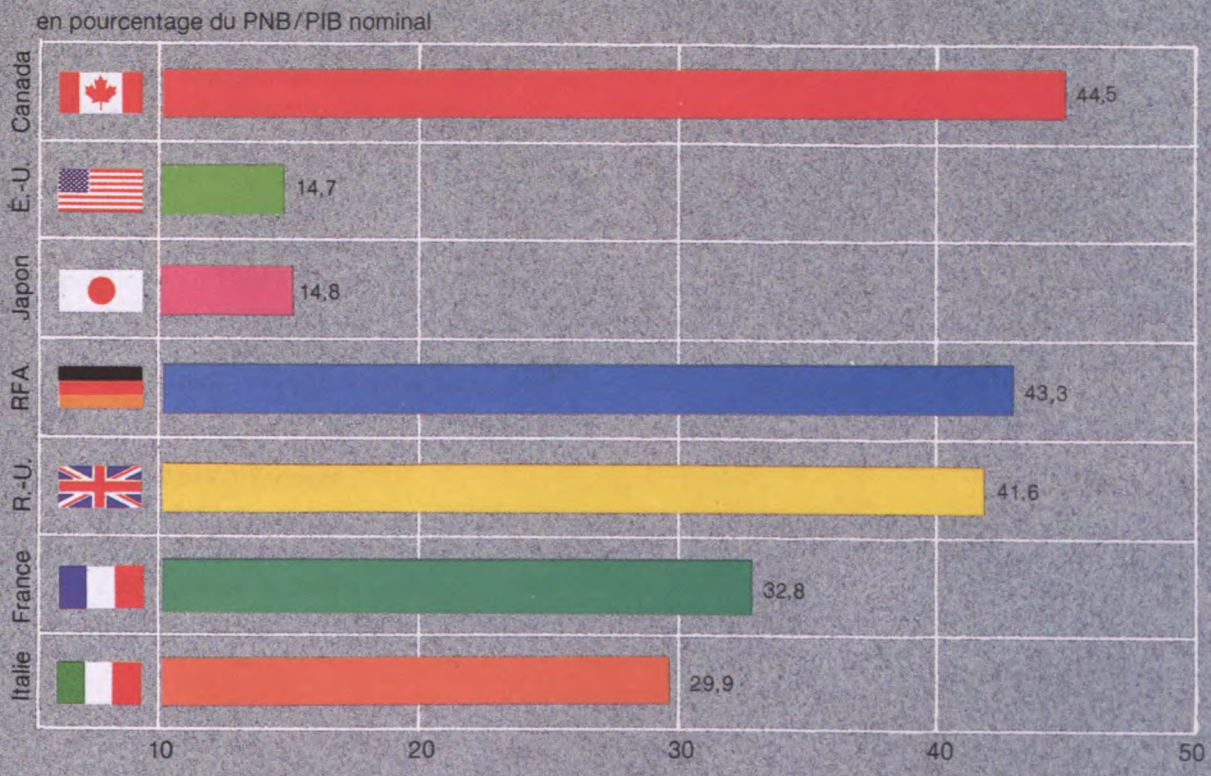


Croissance du PNB/PIB réel en 1986 et 1987



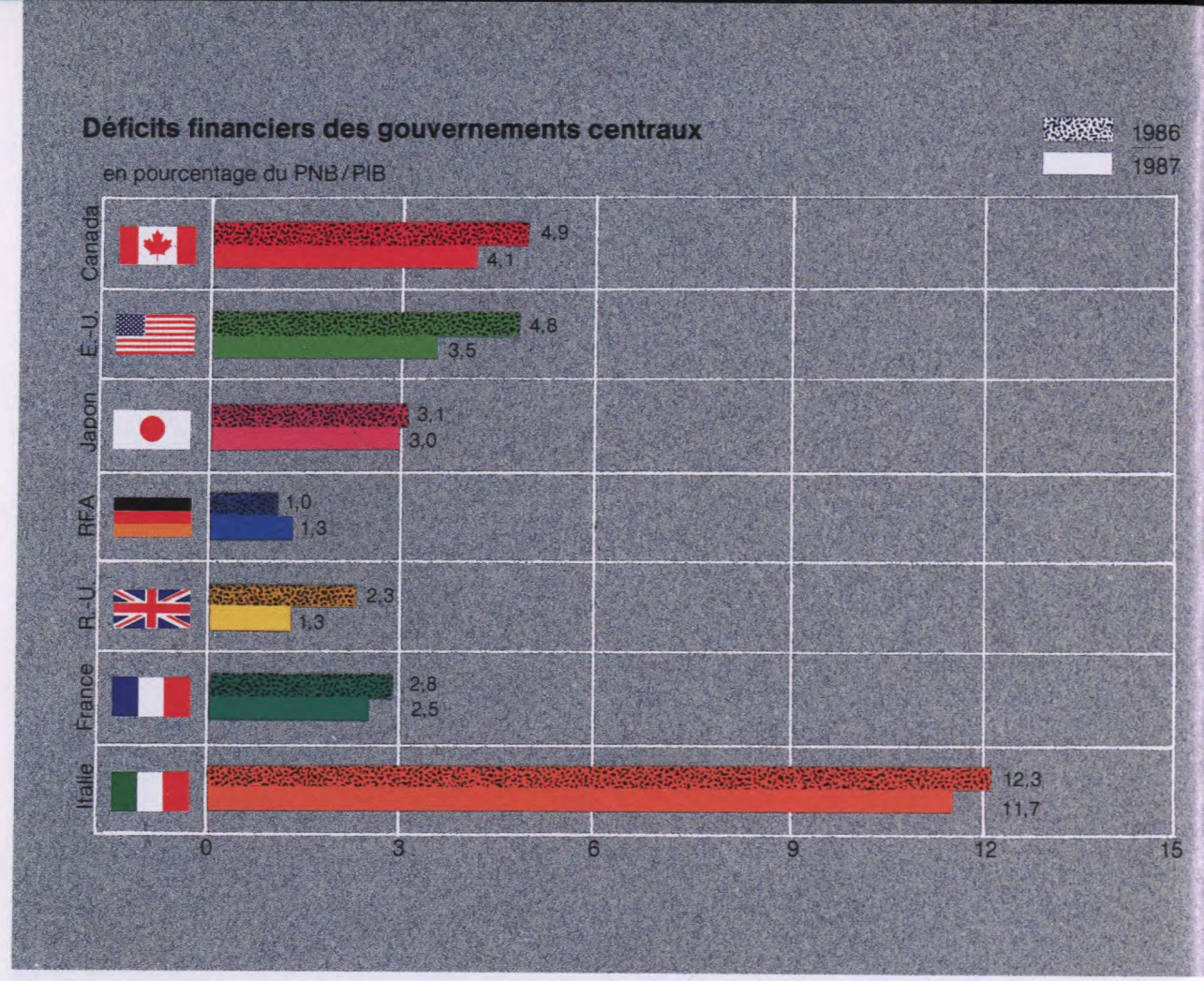
Les principaux pays de l'OCDE ont connu une croissance plus forte que prévu en 1987, en raison surtout d'une progression marquée de l'activité économique pendant le second semestre de l'année. Comme en 1986, les trois pays du Sommet qui ont connu la plus forte croissance ont été le Royaume-Uni, le Japon et le Canada.

Commerce total des biens en 1987 (Exportations et importations)



Bien que les variations des taux de changes aient provoqué de fortes fluctuations dans les mesures annuelles des mouvements commerciaux, le tableau donne une indication de l'ampleur relative du commerce extérieur des pays du Sommet. Le tableau montre clairement le contraste entre le commerce extérieur du Canada et des pays européens et celui des États-Unis et du Japon, dont le volume (en proportion du PNB/PIB) est relativement faible.

En 1987, la taille des déficits financiers par rapport au PNB/PIB a diminué dans tous les pays du Sommet sauf en RFA. Le Canada, les États-Unis, et le Royaume-Uni ont notamment réussi à réduire leur déficit d'environ un pour cent de leur PNB/PIB. Le déficit de la RFA demeure le plus faible du G-7, malgré qu'on l'ait haussé en 1987 pour stimuler l'économie.

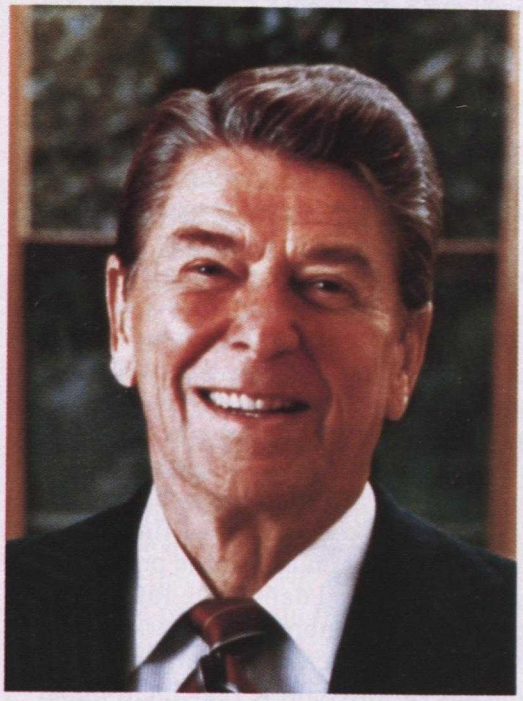


Sources principales : OCDE, Base de données; Prévisions, le 18 mars 1988

Données canadiennes : Statistique Canada
Données américaines : *Data Resources Inc. (DRI)*
Nota : La croissance du PIB du R.-U. est une prévision de DRI.

Soldes commerciaux nominaux : FMI, statistiques financières internationales

Le Président
Ronald Reagan



Ronald Wilson Reagan est né le 6 février 1911 à Tampico dans l'Illinois. Il a fait ses études dans cet État et a obtenu un diplôme en économie et en sociologie au Eureka College en 1932.

Après une brève carrière de commentateur et de chroniqueur sportif, M. Reagan va s'établir en Californie pour travailler dans l'industrie du cinéma. Au cours de sa carrière cinématographique, interrompue par trois années de service dans l'aviation militaire pendant la Seconde Guerre mondiale, il joue dans plus de cinquante longs métrages. Il sera élu six fois président de la *Screen Actors Guild* et deux fois président du *Motion Picture Industry Council.*

M. Reagan entreprend sa carrière politique en 1966 en se faisant élire gouverneur de la Californie; il sera réélu en 1970. Après son deuxième mandat, M. Reagan devient, à la radio et dans les journaux, l'auteur d'une chronique diffusée dans tout le pays. Il entreprend en outre une grande tournée de conférences.

En 1975, il mène une campagne vigoureuse sous la bannière républicaine. Après les élections, il reprend sa chronique à la radio et dans les journaux et sa tournée de conférences.

Le 4 novembre 1980, M. Reagan remporte l'élection à la présidence. Le 20 janvier suivant, il est assermenté à titre de 40e Président des États-Unis. Il sera réélu président en 1984.

Le Président Reagan en sera à son huitième sommet économique. Il sera accompagné par le Secrétaire d'État, M. George Shultz, et par le Secrétaire au Trésor, M. James Baker. Son représentant personnel est M. Allen Wallis.

Les relations entre le Canada et les États-Unis

Le Canada et les États-Unis sont partenaires dans ce qui constitue la plus importante relation commerciale bilatérale du monde. Ils sont aussi alliés dans la défense de l'Amérique du Nord et de l'Europe. Le Livre blanc sur la défense publié en juin dernier réaffirme l'engagement énergique du Canada envers le NORAD et l'OTAN.

Le Canada et les États-Unis sont chacun le principal client de l'autre. En 1987, les échanges de marchandises entre les deux pays ont atteint 175,6 milliards $CAN, le Canada ayant exporté pour 96,3 milliards $CAN de biens vers les États-Unis et ayant importé pour 79,3 milliards $CAN de produits américains. En valeur, les États-Unis ont absorbé en 1987 plus de 76 % de toutes les exportations du Canada et ont été la source de plus de 68 % de toutes ses importations. Pour ce qui est des États-Unis, la valeur des marchandises échangées représente plus de 23 % du total de leurs exportations, et un peu plus de 17 % de l'ensemble de leurs importations.

Les chiffres sur les échanges de marchandises ne rendent pas entièrement compte, à eux seuls, des relations économiques entre les deux pays. En 1987, les États-Unis ont enregistré dans leurs transactions bilatérales ne portant pas sur les marchandises un excédent de l'ordre de 11,3 milliards $CAN, les paiements canadiens autres que pour les marchandises se chiffrant à 26,6 milliards $CAN, et les rentrées de fonds à 15,3 milliards $CAN.

Les États-Unis et le Canada sont également le principal pays de destination des investissements étrangers de l'un et de l'autre. En 1987, l'investissement américain au Canada a été estimé à 134,7 milliards $CAN, les investissements directs s'élevant à 75,2 milliards $CAN et les investissements de portefeuille à 59,5 milliards $CAN.

Le 26 septembre 1985, le Canada a officiellement proposé aux États-Unis la négociation d'un accord bilatéral de libre-échange. Le Président Reagan et le Premier ministre Mulroney se sont engagés, au nom de leur gouvernement respectif, à négocier «un nouvel accord commercial prévoyant le plus large ensemble possible de réductions mutuellement avantageuses des obstacles au commerce des biens et des services». Le 3 octobre 1987, au terme de 18 mois de négociations, les deux pays sont parvenus à une entente de principe. Les «Éléments de l'Accord» ont été codifiés dans un texte officiel qui a été déposé à la Chambre des communes le 11 décembre 1987 et signé par le président et le premier ministre le 2 janvier 1988.

En substance, l'Accord de libre-échange prévoit : l'élimination de tous les tarifs bilatéraux et autres mesures restrictives à la frontière dans les 10 ans, ce que rendront possible des règles d'origine clairement définies; des mesures spéciales visant à élargir l'accès aux marchés pour les exportateurs de chaque pays dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, des produits automobiles et des vins et spiritueux; l'assouplissement de la réglementation applicable aux marchés publics, aux investissements et aux services financiers; un code novateur établissant le principe du traitement national dans toute future loi pour un grand nombre de secteurs des services; enfin, diverses dispositions institutionnelles garantissant le règlement impartial des différends et la surveillance de l'application de l'Accord.

On s'attend à ce que l'Accord soit ratifié dans le courant de l'année, quand les parlementaires des deux pays auront adopté les textes législatifs autorisant sa mise à exécution. Son entrée en vigueur est prévue pour le 1er janvier 1989.

La visite à Washington du Premier ministre Mulroney les 27 et 28 avril 1988 a servi à réaffirmer la volonté des deux pays de mettre en oeuvre l'Accord de libre-échange et de parvenir à un règlement négocié sur la question du transport sur de longues distances de polluants atmosphériques (pluies acides). Elle a en outre offert une occasion d'affirmer nos préoccupations communes sur le plan de la sécurité, ainsi que notre désir de voir ratifier l'Accord sur les FNI (Forces nucléaires intermédiaires) et de voir progresser les Pourparlers sur la réduction des armes stratégiques. Elle a aussi permis de cerner les questions prioritaires que les deux pays souhaitent voir figurer à l'ordre du jour du Sommet économique de Toronto.

Survol de l'économie américaine

En 1987, l'économie américaine a connu sa cinquième année d'expansion depuis la récession de 1981-1982. Le PNB réel américain a augmenté de 2,9 % en 1987, troisième année consécutive d'une croissance modérée après la forte croissance de 1983 et 1984. La croissance a été favorisée par les dépenses des consommateurs, l'investissement dans l'équipement industriel et l'augmentation des stocks. La demande intérieure finale a été modérée, en dépit du net ralentissement enregistré au cours du dernier trimestre de 1987 par suite du krach boursier du 19 octobre. Les exportations nettes réelles ont continué de s'améliorer pendant l'année.

Le déficit commercial des États-Unis a continué de diminuer en termes réels grâce à la compétitivité accrue de l'industrie américaine par suite du fléchissement du dollar depuis le début de 1985. Depuis que le déficit commercial réel a culminé au troisième trimestre de 1986, les exportations nettes réelles se sont améliorées considérablement. En 1987, le déficit des comptes courants a atteint 160,7 milliards $. Toutefois, les statistiques récentes donnent à penser que les États-Unis sont maintenant en passe de redresser l'énorme déficit nominal de leur balance commerciale.

Le PNB réel a augmenté à un taux annuel de 3,9 % au cours du premier trimestre, sous l'effet d'une reprise des dépenses des consommateurs, qui avaient baissé au quatrième trimestre, et par suite d'une brusque augmentation des dépenses des entreprises au titre de l'équipement et d'une amélioration soutenue des exportations nettes réelles. En raison de la croissance continue de la production, l'emploi a continué d'afficher des gains importants et le chômage est tombé à 5,4 % en avril, son taux le plus bas depuis juin 1984.

L'inflation demeure relativement modérée. L'IPC a augmenté de 3,9 % en avril par rapport au niveau de l'année précédente. Les taux de salaire continuent d'augmenter à un rythme de l'ordre de 3,5 % en raison de la forte tendance à la compression des coûts qui règne dans toute l'industrie américaine.

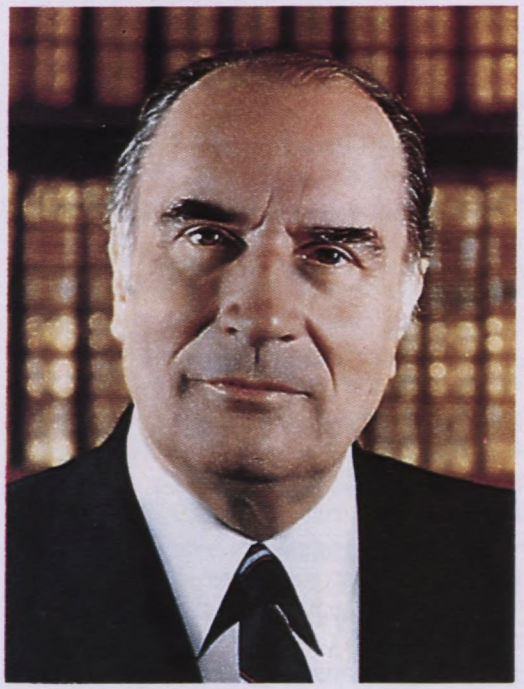
Après avoir baissé régulièrement depuis 1985, la valeur du dollar américain s'est stabilisée ces derniers mois par rapport à un panier de monnaies étrangères pondéré en fonction des échanges commerciaux.

ÉTATS-UNIS
1987
PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Croissance du PNB/PIB réel	2,9 %
Croissance de l'emploi	2,6 %
Taux de chômage	6,2 %
Croissance de l'Indice des prix à la consommation	3,6 %
Commerce total des marchandises (exportations plus importations) en pourcentage du PNB/PIB nominal	14,7 %
Déficit financier du gouvernement central (en pourcentage du PNB/PIB)	3,5 %
Solde du compte courant (en milliards $US)	-160,7
Solde commercial nominal (en milliards $US)	-159,2
PNB/PIB par habitant ($US courants)	18 161
Commerce total par habitant ($US courants)	2 701

France

Le Président
François Mitterrand



François Mitterrand est né le 26 octobre 1916 à Jarnac. Il a fait des études en sociologie et en littérature française et est diplômé en droit. Il est également titulaire de diplômes d'études supérieures en droit public et en sciences politiques.

Sergent dans l'infanterie coloniale pendant la Seconde Guerre mondiale, il fera partie du premier gouvernement français formé après la Libération, à titre de Secrétaire général aux Prisonniers de guerre, Déportés et Réfugiés.

Élu député de la Nièvre en 1946, M. Mitterrand sera nommé ministre des Anciens combattants l'année suivante. Sous la IVe République, il sera membre de 11 gouvernements successifs. Il sera cependant battu aux élections législatives de décembre 1958.

En 1962, il reprend son siège à l'Assemblée nationale, et en 1965 il se présente contre le Général de Gaulle à l'élection présidentielle du 5 décembre, où il se classe bon deuxième.

Après avoir regroupé plusieurs partis de la gauche, M. Mitterrand est élu premier secrétaire du Parti socialiste en 1971. À l'élection présidentielle de 1974, il est battu de peu par Valéry Giscard d'Estaing.

M. Mitterrand a été élu Président de la République le 10 mai 1981. Il a été réélu le 8 mai 1988.

Le Président Mitterrand en sera à son huitième sommet économique. Il sera accompagné par son ministre des Affaires étrangères, M. Roland Dumas et le ministre des Finances, M. Pierre Bérégovoy. Son représentant personnel est M. Jacques Attali.

Les relations entre le Canada et la France

Depuis le dernier Sommet économique, les relations entre le Canada et la France ont été marquées par la visite de l'ancien Premier ministre français, Jacques Chirac au Canada en août 1987 et celle de Son Excellence le Gouverneur général, Jeanne Sauvé, en France en janvier 1988.

En 1987, la valeur des échanges commerciaux entre les deux pays s'est élevée à 2,5 milliards $CAN, les exportations canadiennes augmentant de 7 % et les exportations françaises diminuant de 5 %. Cette bonne performance de ses exportateurs a permis au Canada de réduire sensiblement son déficit commercial, soit de 500 à 455 millions $CAN.

Les échanges scientifiques sont également importants et le Canada et la France concentrent leurs efforts dans les domaines de l'aérospatiale et de la biotechnologie. Ils cherchent aussi à étendre leur coopération dans les secteurs de la technologie des régions froides, des communications, des matériaux avancés, de l'environnement et des transports. Le Sommet de la Francophonie a également contribué à étendre leur coopération dans différents secteurs, dont ceux de la culture et des communications. La France a participé à l'inauguration du nouveau Musée des beaux-arts du Canada, à Ottawa, par le prêt d'une imposante exposition de 175 oeuvres du peintre Degas. Bientôt, les téléspectateurs canadiens auront accès à un nouveau réseau international de télévision francophone (TV 5) qui présentera des productions françaises, suisses, belges et canadiennes.

FRANCE
1987
PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Croissance du PNB/PIB réel	1,9 %
Croissance de l'emploi	−0,2 %
Taux de chômage	10,6 %
Croissance de l'Indice des prix à la consommation	3,3 %
Commerce total des marchandises (exportations plus importations) en pourcentage du PNB/PIB nominal	32,8 %
Déficit financier du gouvernement central (en pourcentage du PNB/PIB)	2,5 %
Solde du compte courant (en milliards $US)	−4,4
Solde commercial nominal (en milliards $US)	−8,1
PNB/PIB par habitant ($US courants)	15 664
Commerce total par habitant ($US courants)	5 397

Royaume-Uni

Le Premier ministre
Margaret Thatcher

Margaret Thatcher exerce les fonctions de premier ministre du Royaume-Uni depuis le 4 mai 1979. Elle est la première femme à occuper ce poste et le seul premier ministre britannique à obtenir trois mandats consécutifs au cours du siècle.

Mme Thatcher est née à Grantham en octobre 1925 et a fait ses études à Oxford, où elle a obtenu un diplôme en sciences naturelles et une maîtrise ès arts. Elle a travaillé comme chimiste de recherche pendant quatre ans, au cours desquels elle a fait des étude de droit. Inscrite au barreau par le Lincoln Inn en 1954, elle se spécialise alors dans la pratique du droit fiscal.

En 1959, à sa troisième tentative, Mme Thatcher se fait élire à la Chambre des communes sous la bannière conservatrice. En 1961, elle est nommée secrétaire parlementaire du ministre des Pensions et de l'Assurance nationale. Après la défaite du Parti conservateur en 1964, elle en devient un des principaux porte-parole au Parlement avant d'être nommée membre du Cabinet fantôme. Au retour de son parti au pouvoir en 1970, elle est nommée secrétaire d'État à l'Éducation et aux Sciences et est admise au Conseil privé. Elle est élue chef du Parti conservateur, et devient par conséquent chef de l'Opposition, en février 1975.

Les relations entre le Canada et le Royaume-Uni

Le Canada et le Royaume-Uni entretiennent des relations particulièrement étroites, même si elles ont varié considérablement au fil des ans. Deux événements importants, l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun européen en 1973 et, du côté canadien, la concentration des activités commerciales vers les États-Unis et les pays de la région du Pacifique, ont particulièrement influencé leur évolution.

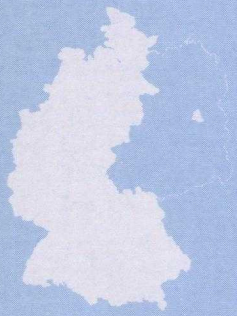
Le Royaume-Uni demeure le principal partenaire commercial du Canada parmi les pays européens et son troisième partenaire commercial, après les États-Unis et le Japon, et notre deuxième source d'investissements étrangers. Le commerce bilatéral des marchandises s'est élevé à 7,2 milliards $CAN en 1987, soit une augmentation de 14 % par rapport à 1986. Le Royaume-Uni a profité d'un excédent d'environ 1,5 milliard $CAN, en raison surtout des exportations vers le Canada de pétrole en provenance de la mer du Nord. Les exportations canadiennes vers le Royaume-Uni se sont chiffrées à 2,8 milliards $CAN, soit une augmentation de 5 % par rapport à 1986. Ce total représente environ 30 % de toutes les exportations canadiennes vers la Communauté européenne. Toutefois, cette augmentation de la valeur totale de nos échanges commerciaux avec le Royaume-Uni s'est produite dans le contexte d'une baisse générale du taux de change moyen du dollar canadien par rapport à la livre sterling. En 1987, les deux pays ont signé une nouvelle entente qui laisse prévoir une importante amélioration des services de transport aérien.

Le Premier ministre Thatcher en sera à sa dixième participation à un sommet économique. Elle sera accompagnée par le secrétaire d'État aux Affaires étrangères et au Commonwealth, Sir Geoffrey Howe, et le Chancelier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson. Le représentant personnel de Mme Thatcher est M. Nigel Wicks.

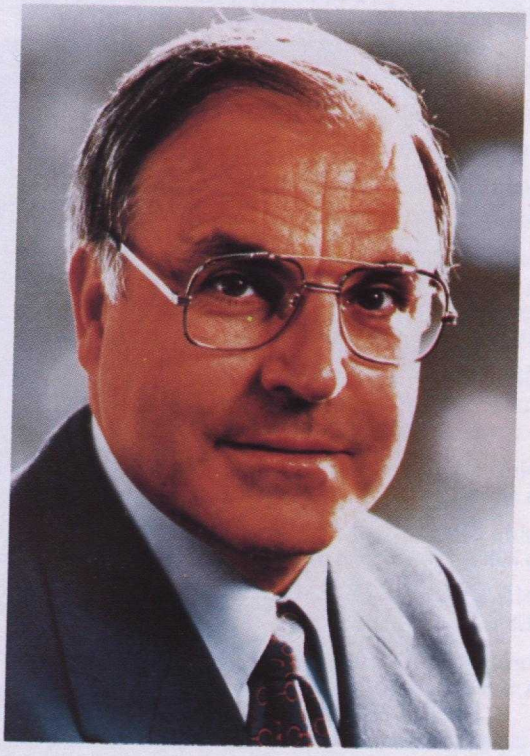
ROYAUME-UNI
1987
PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Croissance du PNB/PIB réel	4,4 %
Croissance de l'emploi	1,5 %
Taux de chômage	10,3 %
Croissance de l'Indice des prix à la consommation	4,1 %
Commerce total des marchandises (exportations plus importations) en pourcentage du PNB/PIB nominal	41,6 %
Déficit financier du gouvernement central (en pourcentage du PNB/PIB)	1,3 %
Solde du compte courant (en milliards $US)	−4,2
Solde commercial nominal (en milliards $US)	-16,0
PNB/PIB par habitant ($US courants)	11 598
Commerce total par habitant ($US courants)	4 993

République fédérale d'Allemagne



Le Chancelier
Helmut Kohl



Helmut Kohl est né le 3 avril 1930 à Ludwigshafen. Il a étudié le droit, les sciences politiques et l'histoire aux universités de Francfort et de Heidelberg. Il a été chargé de recherche à l'Institut Alfred Weber de l'Université de Heidelberg et a obtenu son doctorat en 1958.

En 1947, M. Kohl se joint à l'Union des chrétiens- démocrates (CDU). En 1955, il devient membre du comité directeur de cette formation dans le Land de Rhénanie-Palatinat. Élu à l'Assemblée de cet État en 1959, il sera ministre-président (premier ministre) du Land de 1969 à 1976. Il est membre du Bundestag (chambre basse fédérale) depuis 1976, année où il a été choisi candidat du CDU au poste de chancelier et est devenu président du groupe parlementaire CDU/CSU au Bundestag.

Le Chancelier Kohl fera une visite officielle au Canada du 15 au 18 juin 1988.

Le Chancelier Kohl en sera à son sixième sommet économique. Il sera accompagné par le ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier, M. Hans-Dietrich Genscher, le ministre fédéral des Finances, M. Gerhard Stoltenberg, et le ministre fédéral de l'Économie, M. Martin Bangemann. Son représentant personnel est M. Hans Tietmeyer.

Les relations entre le Canada et la RFA

Le Canada et la République fédérale d'Allemagne (RFA) entretiennent des relations étroites fondées sur de solides liens commerciaux et économiques et sur leur adhésion commune à l'Alliance atlantique, à l'OCDE, à l'ONU et à d'autres organisations internationales, ainsi que sur leur participation aux sommets économiques. La collaboration des deux pays au sein de l'OTAN a créé entre eux des liens particuliers, concrétisés par l'affectation de près de 7 500 membres des Forces canadiennes en RFA et par l'entraînement, chaque année, de 5 500 soldats et aviateurs allemands à Shilo et Goose Bay. Des échanges de plus en plus nombreux dans les domaines scientifiques, technologiques, culturels et académiques sont venus élargir le cadre de ces relations.

Les échanges commerciaux entre les deux pays se sont accrus considérablement pendant la dernière décennie et ils se chiffrent actuellement à plus de 5 milliards $CAN. La RFA a toujours bénéficié dans ses échanges d'un excédent commercial qui, en 1987, se chiffrait à 2 milliards $CAN. Cet excédent a diminué par rapport à l'année précédente par suite de l'augmentation de 20 % des exportations canadiennes vers l'Allemagne en 1987. Les perspectives de développement futur des marchés sont particulièrement prometteuses dans les secteurs de la haute technologie et de la fabrication. La RFA demeure une source importante d'investissements étrangers directs au Canada. Le Canada a lancé en Allemagne un important programme destiné à accroître les investissements provenant de ce pays.

RFA
1987
PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Croissance du PNB/PIB réel	1,7 %
Croissance de l'emploi	0,6 %
Taux de chômage	8,9 %
Croissance de l'Indice des prix à la consommation	0,3 %
Commerce total des marchandises (exportations plus importations) en pourcentage du PNB/PIB nominal	43,3 %
Déficit financier du gouvernement central (en pourcentage du PNB/PIB)	1,3 %
Solde du compte courant (en milliards $US)	44,3
Solde commercial nominal (en milliards $US)	70,0
PNB/PIB par habitant ($US courants)	18 380
Commerce total par habitant ($US courants)	8 540

Japon

Le Premier ministre
Noboru Takeshita

Noboru Takeshita est né le 26 février 1924 dans un village de la préfecture de Shimane, dans l'ouest du Japon. Il a fait ses études supérieures à l'Université de Waseda.

Vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, il est mobilisé comme élève-pilote, mais après la guerre il retourne aux études et obtient un diplôme de l'École de commerce de Waseda en 1947. Il retourne ensuite dans sa ville natale pour y enseigner.

En 1951, il est élu à l'Assemblée préfectorale de Shimane. Il y siège pendant sept ans avant de se faire élire à la Chambre des représentants, en 1958.
M. Takeshita a siégé à la Diète pendant onze mandats consécutifs (30 ans).

En 1971, M. Takeshita est promu au conseil des ministres où il devient premier secrétaire du Cabinet. Il est de nouveau nommé à ce poste en 1974, et occupe par la suite celui de ministre de la Construction. Nommé ministre des Finances en 1979, puis en novembre 1982, il remplira en tout cinq mandats à ce poste.

De juillet 1986 à octobre 1987, M. Takeshita est secrétaire général du Parti libéral démocrate (PLD). En juillet 1987, il prend la tête de la faction Keiseikai, la plus importante du PLD. Le 6 novembre 1987, il est nommé Premier ministre.

Le Premier ministre Takeshita en sera à sa sixième participation à un sommet économique. Il a participé au Sommet de 1980 et à ceux de 1983 à 1986 en tant que ministre des Finances. Il sera accompagné par le ministre des Affaires étrangères, M. Sosuke Uno, et le ministre des Finances, M. Kiichi Miyazawa. Son représentant personnel est M. Hiroshi Kitamura.

Les relations entre le Canada et le Japon

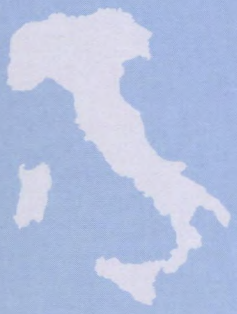
Deuxième puissance économique du monde occidental, le Japon est le deuxième marché d'exportation du Canada, après les États-Unis. Les exportations canadiennes vers le Japon, provenant principalement des secteurs de l'énergie, des minéraux, de l'agriculture, de la pêche et des produits forestiers, se sont accrues d'un milliard de dollars (19 %) en 1987, pour atteindre 7 milliards $. Cette augmentation des exportations canadiennes est surtout attribuable à la reprise économique qu'a connue le Japon par suite d'une forte croissance de la demande intérieure et à l'appréciation du yen. Les rajustements des parités monétaires et l'existence au Japon d'importants excédents de capitaux ont encouragé nombre d'industriels japonais à investir sur les marchés étrangers. En 1987, les investissements directs japonais au Canada ont été évalués à 3,8 milliards $, les placements de portefeuille excédant 35 milliards $. Le tourisme japonais au Canada a connu une augmentation de plus de 30 % au cours de chacune des deux dernières années. Les Canadiens attachent une importance nouvelle et consacrent davantage de ressources à la coopération avec le Japon en matière d'acquisition et d'application de technologies.

Conscient de l'influence grandissante du Japon sur la scène internationale, le Canada a sensiblement accru ses relations bilatérales économiques, culturelles et politiques, et dans d'autres domaines.

JAPON
1987
PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Croissance du PNB/PIB réel	4,2 %
Croissance de l'emploi	0,7 %
Taux de chômage	2,8 %
Croissance de l'Indice des prix à la consommation	−0,2 %
Commerce total des marchandises (exportations plus importations) en pourcentage du PNB/PIB nominal	14,8 %
Déficit financier du gouvernement central (en pourcentage du PNB/PIB)	3,0 %
Solde du compte courant (en milliards $US)	86,7
Solde commercial nominal (en milliards $US)	96,5
PNB/PIB par habitant ($US courants)	19 250
Commerce total par habitant ($US courants)	3 128

Italie



Le Premier ministre
Ciriaco De Mita

Ciriaco De Mita est né le 2 février 1928 près d'Avellino, dans le sud de l'Italie. Il est diplômé en droit de l'Université catholique de Milan.

M. De Mita s'est lancé en politique dans les années 50, en joignant les rangs du Parti démocrate chrétien. En 1956, il est élu Conseiller national du Parti. En 1962, après avoir occupé d'autres fonctions publiques au palier régional, il devient secrétaire de son parti pour la région de la Campania.

Élu député pour la première fois en 1963, il conservera son siège à chacune des élections subséquentes. En 1968, il est nommé sous-secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur. L'année suivante, il devient Secrétaire général associé du Parti démocrate chrétien, poste qu'il occupera jusqu'en 1973. De juillet 1973 à janvier 1979, il sera successivement ministre de l'Industrie, ministre du Commerce extérieur et ministre responsable des interventions spéciales dans le Midi, dans six cabinets différents. En 1979, il est réélu Secrétaire général associé de son parti. Il exercera ces fonctions jusqu'en 1982, année où il deviendra Secrétaire général, poste qu'il continue d'occuper aujourd'hui, y ayant été réélu à deux reprises.

M. De Mita en sera à son premier sommet économique. Il sera accompagné par le ministre des Affaires étrangères de l'Italie, M. Giulio Andreotti et le ministre du Trésor, M. Giuliano Amato. Son représentant personnel est M. Mario Sarcinelli.

Les relations entre le Canada et l'Italie

La communauté canadienne d'origine italienne, qui regroupe près d'un million de personnes, contribue largement au renforcement de nos liens avec l'Italie, particulièrement dans le secteur du tourisme. Elle a aussi joué un rôle très important dans la conclusion de l'Accord bilatéral de 1979 sur la sécurité sociale et de l'Accord culturel de 1984.

La valeur des échanges commerciaux entre nos deux pays est passée de 2,4 milliards $ en 1986 à un peu plus de 2,5 milliards $ en 1987. Nos importations d'Italie n'ont presque pas augmenté en 1987, mais la valeur de nos exportations s'est sensiblement accrue, passant de 691 à 836 millions $. Le déficit commercial canadien s'est quelque peu atténué, s'établissant à environ 850 millions $ en 1987 par rapport à 1 milliard $ l'an dernier.

Depuis un an, deux importantes missions commerciales et industrielles canadiennes se sont rendues en Italie. Le Canada a signé un protocole de coopération avec l'Office national italien des hydrocarbures (ENI), et la société publique italienne ANSALDO Transporti (groupe IRI) et la compagnie canadienne UTDC (groupe Lavalin) ont signé un accord prévoyant des échanges de technologie dans le domaine des transports.

ITALIE
1987
PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Croissance du PNB/PIB réel	2,9 %
Croissance de l'emploi	0,4 %
Taux de chômage	12,0 %
Croissance de l'Indice des prix à la consommation	4,7 %
Commerce total des marchandises (exportations plus importations) en pourcentage du PNB/PIB nominal	29,9 %
Déficit financier du gouvernement central (en pourcentage du PNB/PIB)	11,7 %
Solde du compte courant (en milliards $US)	0,4
Solde commercial nominal (en milliards $US)	−2,4
PNB/PIB par habitant ($US courants)	13 108
Commerce total par habitant ($US courants)	4 210

Le Président de la Commission
Jacques Delors

M. Delors est né en 1925 et est de nationalité française. Avant de devenir Président de la Commission des Communautés européennes en janvier 1985, il a été banquier, fonctionnaire, universitaire et politicien. Il a été ministre de l'Économie et des Finances de la France de 1982 à 1984.

À la présidence de la Commission, M. Delors milite énergiquement en faveur d'une réforme et d'un renouvellement de la CE. Sa présidence a été marquée par des initiatives comme le programme Europe 1992, qui vise l'élimination d'ici 1992 de toutes les barrières internes qui continuent d'entraver la circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux. M. Delors a aussi gardé un intérêt direct et profond pour les affaires monétaires; il préconise une coordination centrale plus poussée au sein de la Communauté, à l'appui du programme Europe 1992.

M. Delors sera accompagné par M. Willy De Clercq, Commissaire aux Relations extérieures et à la Politique commerciale, et M. Peter Schmidhuber, Commissaire aux Affaires économiques. Son représentant personnel est M. Pascal Lamy, son chef de cabinet.

Les Communautés européennes

Les Communautés européennes composent une entité supranationale qui regroupe 12 États membres en trois Communautés (la Communauté économique européenne, ou Marché commun; la Communauté européenne du charbon et de l'acier; et la Communauté de l'énergie atomique); ensemble, elles sont connues sous le nom de la Communauté européenne, ou CE. Les membres actuels sont la France, l'Italie, la RFA, le Royaume-Uni, la Belgique, le Danemark, les Pays-Bas, la Grèce, l'Irlande, l'Espagne, le Portugal et le Luxembourg. Ils ont cédé d'importants pouvoirs souverains à la CE, notamment dans le contrôle du commerce extérieur et intérieur, l'agriculture et les pêcheries. Les deux organismes les plus intimement impliqués dans la bonne marche de la CE sont la Commission, qui est l'organe exécutif, et le Conseil, qui est constitué de ministres des États membres. La Commission est composée de citoyens émérites des différents États membres; plusieurs ont déjà été ministres dans leurs gouvernements nationaux, mais à leur entrée dans la Commission leur loyauté appartient à la CE. Le Conseil, d'autre part, représente les États membres.

Sa présidence permute à chaque six mois entre eux; présentement la RFA la détient de sorte que le Chancelier Kohl assistera au Sommet de Toronto comme Président du Conseil européen ainsi que chef de gouvernement de la RFA. Alors que la Commission a le droit exclusif de préparer les politiques et la législation de la CE, elle ne peut agir que sous l'autorité transmise par les traités fondateurs ou par un vote du Conseil. Ce dernier organisme a également conservé le contrôle de la Coopération politique européenne, qui est le mécanisme permettant de développer et d'appliquer une politique étrangère européenne.

Les relations entre le Canada et la CE

La Communauté européenne est collectivement notre deuxième partenaire commercial. En 1987, la valeur des échanges commerciaux entre le Canada et la CE a augmenté de 9,7 %, à 22,6 milliards $CAN. La croissance de nos exportations est demeurée très vigoureuse (16,7 % en 1987), alors que celle de nos importations a fléchi 5,5 % par suite de l'appréciation des devises européennes; notre déficit commercial a conséquemment diminué, s'établissant à 4,4 milliards $CAN. D'après les statistiques les plus récentes (celles de 1985), la CE demeure notre deuxième source d'investissements (14,2 milliards $CAN) et le deuxième marché pour les investissements canadiens à l'étranger (près de 6,2 milliards $CAN).

Les relations entre le Canada et la CE sont à la fois variées et dynamiques. Elles progressent particulièrement dans les domaines du commerce et de l'investissement, et le Canada élargit présentement ses programmes de coopération industrielle, scientifique et technologique, qui donnent d'excellents résultats. Il existe bien sûr des différends, surtout dans les domaines du commerce agricole et des pêches. Le Canada s'oppose aux pratiques de subventionnement des exportations de la CE, qui perturbent ses marchés agricoles intérieur et extérieur (p.ex. ceux de la viande bovine de transformation et de la farine de blé respectivement), ainsi qu'à certaines mesures prises par la CE dans les domaines vétérinaire et phytosanitaire.

Pour sa part, la CE prétend que les pratiques des sociétés provinciales des alcools l'ont privée de certaines ventes et d'une part de ses marchés. Elle s'oppose également aux droits compensatoires que nous appliquons à la viande bovine en provenance de l'Irlande et du Danemark.

Dans le domaine des pêches, les différends avec la CE concernent la gestion des stocks de poisson dans les eaux voisines de la zone économique canadienne, la fermeture de ports canadiens et d'autres mesures prises en guise de réprésailles contre la pêche excessive.

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
1987
PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Croissance du PNB/PIB réel	2,4 %
Croissance de l'emploi	0,9 %
Taux de chômage	11,6 %
Croissance de l'Indice des prix à la consommation	3,2 %
Solde commercial nominal (en milliards $US)	1,2
Solde du compte courant (en milliards $US)	40,7
PNB/PIB par habitant ($US courants)	13 180

Glossaire de termes économiques

Accord du Louvre

Accord réalisé par les ministres des Finances du Groupe des Sept (G-7) à leur réunion tenue à Paris le 22 février 1987. Dans cet accord, les ministres convenaient de la nécessité d'intensifier les efforts de coordination des politiques économiques pour promouvoir une croissance globale plus équilibrée et pour réduire les déséquilibres budgétaires et externes existants. À cette fin, chaque membre s'engageait à prendre des mesures de politique spécifiques. L'Accord prévoyait des mesures pour stimuler la demande intérieure dans les économies japonaise et ouest-allemande, et pour réduire le déficit budgétaire américain.

Accord du Plaza

Les ministres des Finances du Groupe des Cinq (G-5) (France, RFA, Japon, États-Unis, Royaume-Uni) se sont réunis au Plaza Hotel de New York en septembre 1985. Le communiqué officiel préparé à la réunion était la première déclaration publique faite par le Groupe.

Les ministres ont convenu d'une intervention concertée sur les marchés des changes pour réduire la valeur du dollar américain puisque cette monnaie était trop forte par rapport aux autres devises et qu'elle ne reflétait plus la situation économique globale.

Ajustement structurel

L'ajustement des économies et des institutions aux facteurs micro-économiques et aux réformes réglementaires et institutionnelles. Les éléments structurels des économies nationales englobent l'offre et la répartition des facteurs de production, les marchés des biens et des services ainsi que les fonctions d'imposition, de dépense et de réglementation du secteur public.

Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

Groupe de négociation de l'Uruguay Round établi en vue d'éclaircir les dispositions de l'Accord général et d'élaborer de nouvelles règles appropriées touchant la propriété intellectuelle.

Balance commerciale

Composante de la balance des paiements; l'excédent ou le déficit qui résulte d'une comparaison entre les dépenses d'un pays pour ses importations de marchandises et les recettes qu'il tire de ses exportations de marchandises.

Balance des paiements

Enregistrement des opérations de crédit et de débit d'un pays avec les autres pays et les institutions internationales. Ces opérations sont réparties en deux grands groupes : le compte courant et le compte de capital.

Compte courant

Composante de la balance des paiements d'un pays qui enregistre les transactions courantes, y compris les échanges visibles (exportations et importations), les échanges invisibles (revenus et dépenses au titre des services), les bénéfices tirés d'opérations à l'étranger, les intérêts et les paiements de transfert.

Compte de capital

Dans le calcul de la balance des paiements, englobe les flux financiers liés aux investissements étrangers directs, les investissements dans les titres publics et privés, les transactions bancaires internationales et les mouvements dans les stocks publics d'or et les réserves de devises.

Déséquilibres des comptes courants

L'excédent ou le déficit qu'un pays enregistre dans l'ensemble de ses transactions au titre du commerce des marchandises, des services et des transferts privés et publics.

Déséquilibres extérieurs

Autre expression pour désigner l'excédent ou le déficit du compte courant ou de la balance des paiements.

Droits de tirage spéciaux (DTS)

Ces droits ont été créés en 1969 par le FMI comme avoir complémentaire de réserve monétaire internationale. Les gouvernements peuvent se procurer des DTS auprès du Fonds et les utiliser pour leurs transactions avec le Fonds. Les pays membres du FMI ont accepté de considérer le DTS comme complémentant l'or et les monnaies de réserve dans la compensation de leurs comptes internationaux. Le DTS est devenu l'unité de compte du Fonds, et plusieurs monnaies nationales y sont rattachées.

Économies nouvellement industrialisées (ENI)

Économies en développement qui ont maintenu une croissance rapide (plus de 6 % par année) du PNB sur les 15 dernières années, et dont les exportations totales sont largement composées d'articles manufacturés. Ce groupe englobe actuellement la République de Corée, Singapour, Taïwan et Hong Kong.

Facilité d'ajustement structurel (FAS) et Facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR)

Facilité de financement du Fonds monétaire international qui, établie en 1986, consent des prêts aux pays membres à faible revenu qui sont confrontés à de difficiles problèmes de balance des paiements afin d'appuyer leurs programmes de politique macro-économique et d'ajustement structurel sur le moyen terme.

La Facilité d'ajustement structurel renforcée, établie en décembre 1987, améliore la capacité qu'a la communauté financière internationale d'appuyer les programmes d'ajustement structurel axés sur la croissance mis en oeuvre par les pays admissibles en accroissant sensiblement les ressources consenties aux pays à faible revenu.

Facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR)

(Voir Facilité d'ajustement structurel.)

Fonctionnement du système du GATT

Groupe de négociation établi pendant l'Uruguay Round pour améliorer le fonctionnement du GATT en tant qu'organisme d'établissement des politiques commerciales, notamment en valorisant le rôle des ministres, en améliorant la surveillance et en encourageant l'établissement de meilleurs liens avec le FMI et la Banque mondiale.

Mesures concernant les investissements liées au commerce

Groupe de négociation de l'Uruguay Round établi pour examiner les effets de restriction et de distorsion qu'exerçent les mesures d'investissement. Ce groupe du GATT élaborera au besoin des dispositions tendant à éviter ces effets préjudiciables.

Négociations commerciales multilatérales (NCM)

Désigne les négociations des Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. (Voir GATT dans la prochaine section.)

Politique agricole commune (PAC)

Ensemble de politiques et de mécanismes par lesquels les États membres de la Communauté européenne (CE) s'efforcent de fondre leurs programmes agricoles respectifs en un effort concerté pour promouvoir le développement agricole régional, des revenus équitables et toujours meilleurs pour leur population agricole, des débouchés agricoles stables, une amélioration de la productivité agricole et des méthodes pour assurer la sécurité des approvisionnements alimentaires.

Politique macro-économique

Politique visant à influencer les grands agrégats de l'économie, comme l'emploi, la production et le taux d'inflation, par des mesures touchant l'équilibre fiscal ainsi que l'offre de monnaie et de crédit.

Punta del Este

Ville de l'Uruguay qui a accueilli la conférence lançant les négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round.

Sherpas

Ces représentants personnels des leaders des pays du Sommet sont chargés de superviser le processus de préparation des Sommets et de conseiller leurs leaders sur les questions qui y seront étudiées. Les sherpas tentent, à leurs réunions préparatoires, de délimiter les points d'entente qui pourraient former les éléments d'un consensus du Sommet sur les principales questions étudiées.

La représentante personnelle du Premier ministre Mulroney est Mme Sylvia Ostry, qui est également Ambassadrice aux Négociations commerciales multilatérales.

Surveillance multilatérale

L'utilisation d'indicateurs économiques pour comparer les politiques économiques des pays, et l'analyse de l'interaction de ces politiques économiques.

Les ministres des Finances du Groupe des Sept (G-7) ont élaboré et appliqué des arrangements renforcés visant la surveillance et la coordination multilatérales. Tel qu'il était mentionné dans la Déclaration économique du Sommet de Venise, le nouveau processus de coordination, qui suppose l'utilisation d'indicateurs économiques, renforcera les efforts pour que les membres du Sommet adoptent des politiques plus homogènes et davantage compatibles. (Voir Groupe des Sept dans la prochaine section.)

Système monétaire européen (SME)

Établi en 1979 pour créer une zone de stabilité monétaire visant à minimiser les fluctuations de change désordonnées. Le SME est basé sur un système de parités fixes mais ajustables, et utilise divers mécanismes d'intervention et de crédit. Son fondement est l'Unité monétaire européenne (Écu), qui est utilisée pour fixer les parités bilatérales officielles des monnaies des huit pays participants.

Unité monétaire européenne (Écu)

Un «panier» de montants spécifiés de chaque devise de la CE (sauf celles de l'Espagne et du Portugal, qui seront ajoutées en 1989). Sa valeur est déterminée en utilisant le taux de la devise de chaque membre sur le marché. L'écu est également l'unité de compte de la CE. Les monnaies de tous les membres de la CE sont englobées dans le «panier» de devises.

Institutions et organismes économiques internationaux

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)

Cet accord commercial multilatéral est entré en vigueur en 1948. Il s'agit d'un mécanisme international qui fixe des règles commerciales acceptées par les pays responsables de la majeure partie du commerce mondial. Le Secrétariat du GATT se trouve au siège des Nations Unies à Genève. L'objectif premier du GATT est de libéraliser le commerce mondial. Sept séries d'entretiens (négociations commerciales multilatérales) ont déjà eu lieu dans le cadre du GATT. En septembre 1986, les États membres du GATT se sont entendus sur le lancement d'une nouvelle série de négociations, dite Uruguay Round. En décembre, le Canada sera l'hôte d'une conférence à mi-parcours des ministres du Commerce, qui se réuniront à Montréal pour faire le bilan des progrès accomplis jusqu'ici et donner un nouvel élan aux négociations. Le GATT compte 96 États membres, dont le Canada. Son Directeur général est M. Arthur Dunkel de Suisse.

Association internationale de développement (IDA)

L'IDA est l'organisme par l'intermédiaire duquel la Banque mondiale accorde des prêts à des conditions de faveur aux pays en développement les plus pauvres. Ces prêts à très long terme sont consentis sans intérêt, et des délais de grâce considérables sont prévus pour leur remboursement. Les fonds dont dispose l'IDA proviennent principalement de contributions spéciales des pays riches qui en sont membres. Tous les trois ans, les pays donateurs négocient des arrangements en vue de la reconstitution de ses réserves.

À la fin de 1987, le Canada avait versé 2 343 800 $US à l'IDA.

Banque mondiale

La Banque mondiale regroupe trois organisations : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), créée en 1945; l'Association internationale de développement (IDA); et la Société financière internationale (SFI). L'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI) (la quatrième organisation de la Banque mondiale) sera créée officiellement le 8 juin 1988. L'objectif commun de ces trois organismes est d'aider les pays en développement à hausser leur niveau de vie, en y canalisant des ressources financières provenant des pays développés.

La Banque mondiale compte 151 États membres, dont le Canada. Le président est M. Barber Conable des États-Unis. La tradition veut que le président de la BIRD soit un Américain et le directeur général du FMI un Européen.

Le représentant du Canada au Conseil des gouverneurs est l'honorable Michael Wilson, ministre des Finances. Le Canada se classe neuvième parmi les bailleurs de fonds de la Banque; en 1986-1987, il a versé un total de 285 millions $ à ses organisations.

Club de Paris

Le Club de Paris est un groupe de représentants de créanciers publics qui se réunit sous l'égide du Trésor français afin de rééchelonner les prêts gouvernementaux directs et les prêts commerciaux garantis par l'État accordés à d'autres pays. Créé dans les années 50, le Club ne se réunit régulièrement que depuis les années 80, période pendant laquelle se sont généralisées les difficultés du service de la dette dans les pays en voie de développement. Depuis, il se réunit tous les mois. Le Club de Paris a coutume, entre autres mesures, d'étaler sur une période de 10 ans le remboursement du capital, et dans de nombreux cas, de l'intérêt. Pour les pays les plus pauvres, cette période a été prolongée de 15 à 20 ans. En contrepartie, le pays débiteur est tenu d'adopter un programme de réforme économique (généralement dans le cadre d'un accord de confirmation du FMI) qui lui permettra d'améliorer sa situation économique et financière et, finalement, de rembourser sa dette.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) se réunit tous les quatre ans au niveau ministériel afin d'étudier les questions économiques internationales qui influent sur les plans et perspectives de développement des pays du tiers-monde. La CNUCED comprend un secrétariat permanent ainsi que divers organismes et comités qui se réunissent régulièrement à Genève. Convoquée l'an dernier, la CNUCED VII s'est entendue pour la première fois sur une évaluation de la situation économique mondiale ainsi que sur des orientations pratiques aux niveaux des politiques et de l'action à adopter par la communauté internationale.

Le Canada subventionne la CNUCED par la contribution annuelle qu'il est tenu de faire au budget de l'ONU. En outre, il consacre environ 1,2 million $ par an à des projets d'expansion du commerce et de formation en techniques de promotion mis en oeuvre par le Centre du commerce international CNUCED/GATT.

Fonds monétaire international (FMI)

Le FMI a été créé en décembre 1945 dans le but de promouvoir la coopération monétaire internationale et, en améliorant l'accès et la stabilité du système international des paiements, favoriser le commerce international. Le FMI offre une aide financière aux pays membres qui éprouvent des difficultés de balance de paiements et les aide à améliorer leur gestion économique. Il supervise également le fonctionnement du système monétaire international.

Le Comité intérimaire du Conseil des gouverneurs, créé en 1974, se réunit généralement deux fois l'an. Il se compose de 22 membres représentant chacun des pays ou groupes de pays représentés au Conseil d'administration. Le Comité du développement (Comité ministériel mixte des Conseils des gouverneurs de la Banque mondiale et du Fonds pour le transfert des ressources réelles aux pays en développement) a également été mis sur pied en 1974, et doté d'une structure similaire à celle du Comité intérimaire; son rôle consiste à examiner les questions relatives aux politiques de développement ainsi que les besoins financiers. Le FMI compte 151 pays membres, dont le Canada. Son Directeur général est M. Michel Camdessus de France. Le ministre des Finances, M. Michael Wilson représente le Canada au Conseil des gouverneurs.

Groupe de Cairns

Le Groupe de Cairns des exportateurs agricoles rassemble 13 pays (Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Hongrie, Indonésie, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Philippines, Thaïlande et Uruguay) dont l'objectif commun est de promouvoir la réforme du commerce des produits agricoles.

Le Groupe tient son nom de la ville de Cairns, en Australie, où a eu lieu sa première réunion, tenue au niveau ministériel en août 1986. C'est à ses efforts qu'est dû le vaste intérêt que suscitent présentement les questions agricoles dans les négociations de l'Uruguay Round.

Les ministres du Groupe de Cairns ont tenu leur dernière réunion à San Carlos de Bariloche, en Argentine, du 24 au 26 février 1988. Le Canada avait été l'hôte de la réunion précédente, qui avait eu lieu à Ottawa du 21 au 23 mai 1987.

Groupe des Sept (G-7)

Lors du Sommet économique de Tokyo, en 1986, un groupe réunissant les ministres des Finances des sept pays du Sommet a été créé afin d'assurer une surveillance et une coordination plus efficaces des politiques économiques internationales et d'améliorer la performance économique des principaux pays.

Depuis sa création en mai 1987, le Groupe des Sept (G-7) a tenu plusieurs réunions dont celle de Paris en février 1987, où a été conclu l'Accord du Louvre. Le Directeur général du FMI a participé à ces réunions. Le 22 décembre 1987, le Groupe a fait une Déclaration par laquelle il réaffirmait les principes de l'Accord. Cette approche a été confirmée lors de la réunion du Groupe en avril 1988.

Les activités du G-7 sont un rouage important du processus de surveillance multilatérale établi à Tokyo en vue de renforcer la coopération et la coordination en matière de politique économique.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

L'OCDE a été fondée en 1961 pour remplacer l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), qui avait été créée en 1948 dans le cadre du plan Marshall. L'OCDE, dont le siège est à Paris, est un forum qui permet aux représentants des gouvernements des pays industrialisés de s'échanger des données sur leurs économies respectives et de se consulter sur les approches à adopter à l'égard de questions économiques internationales. On y discute également de questions sociales. Le Conseil de l'OCDE, où sont représentés les 24 États membres dont le Canada, se réunit généralement une fois l'an au niveau ministériel. La prochaine réunion aura lieu les 18 et 19 mai 1988. Le secrétaire général est M. Jean-Claude Paye de France.

Déclarations faites au Sommet de Venise

Déclaration économique

Introduction

1. Nous, les chefs d'État ou de gouvernement des sept grands pays industrialisés, et les représentants de la Communauté européenne, réunis à Venise du 8 au 10 juin 1987, avons examiné les progrès accomplis individuellement et collectivement sur l'application des politiques auxquelles nous nous sommes engagés lors de précédents Sommets. Nous demeurons résolus à poursuivre ces politiques de croissance, de prospérité et de stabilité pour nos pays et pour l'économie mondiale. Nous pouvons revenir sur un certain nombre d'éléments positifs.

2. Depuis qu'il y a un an nous nous sommes rencontrés, nous pouvons observer rétrospectivement un certain nombre de développements positifs. La croissance se poursuit pour la cinquième année consécutive, bien que ce soit à des taux plus bas. Les taux d'inflation moyens ont diminué. Les taux d'intérêt ont dans l'ensemble baissé. Des modifications sont intervenues dans les relations entre les principales monnaies ce qui, à terme, contribuera à l'établissement d'une configuration plus durable des positions des balances courantes des comptes et ce qui a ramené les taux de change dans des bandes globalement compatibles avec les données économiques fondamentales. En termes de volumes, l'ajustement des flux commerciaux est en cours, bien qu'en termes nominaux, les déséquilibres demeurent jusqu'à présent trop importants.

Macroéconomie et taux de change

3. Depuis Tokyo, les pays du Sommet ont intensifié leur coordination des politiques économiques afin d'assurer la cohérence interne des politiques nationales et leur compatibilité au niveau international. Ceci est essentiel pour parvenir à une croissance globale plus forte et soutenue, réduire les déséquilibres extérieurs et assurer une plus grande stabilité des relations des taux de change. Compte tenu des accords conclus au Louvre et à Washington, de nouvelles variations substantielles des taux de change pourraient s'avérer contreproductives pour les efforts menés en vue de faciliter l'ajustement et accroître la croissance. Nous réaffirmons notre engagement à mettre en oeuvre de façon rapide et complète ces accords.

4. Nous devons maintenant régler les problèmes qui demeurent dans certains de nos pays : des déséquilibres extérieurs encore importants; la persistance d'un chômage élevé; d'importants déficits publics et des taux d'intérêts réels élevés. Il y a aussi la persistance des restrictions commerciales, des pressions protectionnistes accrues, la dépression persistante de nombreux marchés de produits de base et des perspectives moins favorables pour les pays en voie de développement d'assurer leur croissance, de trouver les marchés dont ils ont besoin et de faire face au service de leur dette extérieure.

5. La correction des déséquilibres extérieurs sera un processus long et difficile. Les variations des taux de change seules ne corrigeront pas ces déséquilibres tout en maintenant la croissance. Les pays excédentaires définiront leurs politiques de manière à renforcer la demande interne, réduire leurs excédents extérieurs tout en maintenant la stabilité des prix. Les pays déficitaires, tout en suivant des politiques destinées à encourager une croissance régulière avec une inflation faible, réduiront leurs déséquilibres budgétaires et extérieurs.

6. Nous invitons les autres pays industrialisés à participer à l'effort de soutien de l'activité économique dans le monde. Nous invitons aussi les économies nouvellement industrialisées qui connaissent une croissance rapide et disposent d'importants excédents extérieurs, à assumer une plus grande responsabilité afin de préserver un système commercial ouvert, en réduisant les barrières commerciales et en poursuivant des politiques permettant à leurs monnaies de refléter plus complètement les données économiques.

7. Au sein des pays du Sommet, la discipline budgétaire demeure un important objectif à moyen terme et la réduction des déséquilibres actuels dans le secteur public une nécessité pour plusieurs d'entre eux. Les pays du Sommet qui ont fait des progrès significatifs de consolidation budgétaire et disposent de larges excédents externes maintiennent leur engagement à suivre des politiques budgétaires et monétaires visant à renforcer leur demande interne dans le cadre d'objectifs budgétaires à moyen terme. La coordination des politiques monétaires devrait aussi soutenir une croissance non-inflationniste et favoriser la stabilité des taux de change. Étant donné les perspectives de faible inflation dans de nombreux pays, une nouvelle baisse des taux d'intérêt entraînée par le marché serait utile.

Politiques structurelles

8. Nous convenons également de la nécessité de politiques structurelles efficaces, en particulier pour créer des emplois. À cet fin, nous devons :

- promouvoir la concurrence afin d'accélérer l'ajustement industriel;
- réduire les déséquilibres majeurs entre l'offre et la demande agricoles;
- encourager les investissements créateurs d'emplois;
- améliorer le fonctionnement des marchés du travail;
- promouvoir l'ouverture plus grande des marchés intérieurs;
- encourager l'élimination des imperfections et des restrictions sur les marchés des capitaux et l'amélioration du fonctionnement des marchés financiers internationaux.

Coordination des politiques économiques et surveillance multilatérale

9. Nous nous félicitons chaleureusement des progrès réalisés par le Groupe des Sept ministres des Finances en ce qui concerne la formulation et la mise en oeuvre de dispositifs renforcés pour la surveillance multilatérale et la coordination économique, comme cela avait été demandé à Tokyo l'an dernier. Le nouveau processus de coordination qui comporte l'utilisation d'indicateurs économiques confortera les efforts faits par nos pays pour poursuivre des politiques plus cohérentes et mutuellement compatibles.

10. Les chefs d'État ou de gouvernement réaffirment les importants engagements politiques et les initiatives adoptées lors des réunions du G-7 au Louvre et à Washington, y compris en ce qui concerne les taux de change. Ils conviennent toutefois que si, dans l'avenir, la croissance économique mondiale est insuffisante, des actions additionnelles seront requises pour atteindre leurs objectifs communs. En conséquence, ils demandent à leurs ministres de définir, si nécessaire, des mesures de politique économique additionnelles et appropriées, à cet effet, et de continuer à coopérer étroitement pour favoriser la stabilité des taux de change.

11. La coordination des politiques économiques est un processus permanent qui évoluera et dont l'efficacité ira en s'améliorant. Les chefs d'État et de gouvernement approuvent ce qui a été convenu par le Groupe des Sept ministres des Finances pour renforcer, avec l'aide du FMI, la surveillance de leurs économies en utilisant des indicateurs économiques qui comprennent les taux de change. En particulier :

- l'engagement pris par chaque pays d'élaborer des objectifs et des projections à moyen terme pour son économie, et celui pris par le groupe d'élaborer des objectifs et des projections, qui soient mutuellement cohérents tant individuellement que collectivement;
- l'utilisation d'indicateurs de performance pour examiner et évaluer les tendances économiques en cours et pour déterminer s'il y a des divergences importantes par rapport à la trajectoire prévue, qui nécessitent d'envisager des mesures correctrices.

12. Les chefs d'État ou de gouvernement considèrent que ces mesures sont des étapes importantes pour promouvoir une croissance soutenue et non inflationniste, ainsi qu'une plus grande stabilité des changes. Ils invitent le Groupe des Sept ministres des Finances et les gouverneurs des Banques centrales à :

- intensifier leurs efforts de coordination afin de parvenir à une mise en oeuvre rapide et efficace des engagements et des mesures convenus;
- contrôler étroitement l'évolution de la situation économique en coopération avec le directeur général du FMI;
- envisager de nouvelles améliorations, si nécessaire, afin de rendre le processus de coordination plus efficace.

Commerce

13. Nous constatons avec une grande inquiétude la montée des pressions protectionnistes. L'«Uruguay Round» peut jouer un rôle important en maintenant et en renforçant le système commercial multilatéral et en libéralisant davantage les échanges commerciaux au bénéfice de tous les pays. Compte tenu de l'interdépendance entre croissance, commerce et développement, il est essentiel d'améliorer le système multilatéral fondé sur les principes et les règles du GATT et de soumettre une part plus grande des échanges commerciaux mondiaux à des disciplines multilatérales convenues, efficaces et ayant force exécutoire. Des mesures protectionnistes pourraient aller à l'encontre des objectifs visés et augmenteraient encore le risque d'instabilité des taux de change et exacerberaient le problème du développement et de l'endettement.

14. Nous approuvons pleinement l'engagement d'adopter des mesures appropriées conformes aux principes de statu-quo et démantèlement qui ont été réaffirmés dans la déclaration ministérielle de l'«Uruguay Round». Il est important d'établir au sein du GATT un cadre multilatéral de principes et de règles pour le commerce des services, les mesures concernant les investissements liés au commerce et les droits de la propriété intellectuelle. Cet élargissement du système commercial multilatéral permettrait également aux pays en développement d'améliorer leur croissance et d'accroître les échanges, les investissements et les transferts de technologie.

15. Nous fondant sur la déclaration ministérielle de l'«Uruguay Round» adoptée à Punta del Este et sur les principes du GATT, nous invitons toutes les parties contractantes à négocier de manière globale, franche, et avec toute la rapidité voulue afin d'assurer l'avantage mutuel de tous les participants et de leur apporter des bénéfices accrus. Le Canada, le Japon, les États-Unis et la CEE soumettront dans les mois à venir à Genève un large éventail de propositions substantielles. Les progrès de l'«Uruguay Round» seront attentivement suivis sur le plan politique. Dans ce contexte, le lancement, la conduite et la mise en oeuvre des résultats des négociations devraient être considérés comme formant un tout. Néanmoins les accords conclus dans les premières phases de négociations pourraient être mis en oeuvre à titre provisoire ou définitif s'il en était ainsi convenu avant la conclusion officielle des négociations, et devraient être pris en compte dans l'établissement du bilan global des négociations.

16. Un GATT fort, crédible et efficace est essentiel pour la prospérité de tous les pays participant au commerce et il est le meilleur rempart contre la montée des pressions protectionnistes bilatérales. Le fonctionnement du GATT devrait être amélioré en renforçant son rôle de maintien d'un système multilatéral ouvert et ses capacités de régler les différends et en assurant une meilleure coordination entre le GATT, le FMI et la Banque mondiale. Nous considérons qu'il serait utile que le Comité de négociation commerciale se réunisse au niveau ministériel s'il y a lieu au cours des négociations.

Agriculture

17. À Tokyo, nous avions reconnu la gravité du problème agricole. Nous étions convenus de la nécessité d'ajuster la structure de la production agricole, selon les perspectives de la demande mondiale, et nous avions exprimé notre volonté d'apporter notre entier soutien aux travaux de l'OCDE dans ce domaine. Ce faisant nous reconnaissions tous l'importance de l'agriculture pour le bien-être de nos communautés rurales. Au cours de l'année dernière, nous avons activement oeuvré selon l'approche définie à Tokyo et nous nous félicitons de l'accord contenu dans la Déclaration ministérielle adoptée à Punta del Este sur les objectifs des négociations sur l'agriculture des négociations du Uruguay Round.

18. Nous réaffirmons notre soutien à l'accord important sur l'agriculture exprimé dans le communiqué ministériel de l'OCDE du 13 mai 1987; et notamment à l'analyse de l'étendue et de l'urgence du problème qui nécessite qu'une réforme concertée des politiques agricoles soit mise en oeuvre de manière équilibrée et adaptée à la situation de chaque pays; à l'analyse des graves conséquences tant pour les pays développés que pour les pays en développement des déséquilibres croissants entre l'offre et la demande des principaux produits agricoles; à la reconnaissance d'une responsabilité partagée quant aux problèmes eux-mêmes et quant à leur solution juste, efficace et durable; les principes de réforme et les mesures requises. L'objectif à long terme est de permettre aux signaux du marché d'influer sur l'orientation de la production agricole, au moyen d'une réduction progressive et concertée du soutien à l'agriculture ainsi que par tous autres moyens appropriés prenant en considération les aspects sociaux ainsi que la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement et l'emploi.

19. Nous réaffirmons notre volonté d'oeuvrer ensemble pour réaliser les ajustements nécessaires des politiques agricoles tant dans nos pays que par la voie de négociations globales dans l'Uruguay Round. Dans ce domaine comme dans les autres nous entendons présenter des propositions détaillées pour les négociations qui devront être menées au cours des mois à venir, conformément au mandat de la Déclaration ministérielle. Nous nous proposons d'examiner, à notre prochaine rencontre, les progrès qui auront été accomplis et les tâches qui demeureront.

20. Dans l'intervalle, afin de créer un climat de plus grande confiance qui renforcerait les perspectives de progrès rapides du Uruguay Round dans sa globalité et d'avancer vers le résultat à long terme à attendre de ces négociations, nous sommes convenus, et nous appelons les autres pays à convenir de s'abstenir de recourir à des actions qui, en stimulant la production des produits agricoles excédentaires, en augmentant la protection et en déstabilisant les marchés mondiaux, dégraderaient le climat des négociations et, plus généralement, porteraient atteinte aux relations commerciales.

Pays en développement et dette

21. Nous attachons une importance particulière à promouvoir un progrès économique continu dans les pays en développement dans toute la diversité de leur situation et de leurs besoins. Les problèmes de nombre de pays en développement lourdement endettés sont un motif de préoccupation économique et politique et peuvent constituer une menace pour la stabilité politique de pays ayant des régimes démocratiques. Nous saluons les efforts courageux que font nombre de ces pays pour réaliser la croissance économique et la stabilité.

22. Nous soulignons l'importance persistante de l'aide publique au développement et nous félicitons des efforts accrus de certains d'entre nous dans ce domaine. Nous rappelons l'objectif déjà établi par les organisations internationales (0,7 %) pour le niveau futur de l'aide publique au développement et nous notons que les flux financiers globaux sont importants pour le développement. Nous soutenons fermement les activités des institutions financières internationales, y compris les banques régionales de développement qui encouragent les réformes de politique économique des emprunteurs et financent leur programme d'ajustement structurel. En particulier :

- nous soutenons le rôle central que joue le FMI par ses avis et ses financements et encourageons une coopération plus étroite entre le FMI et la Banque mondiale, en particulier dans leurs prêts d'ajustement structurel;
- nous notons avec satisfaction la contribution que représente la 8e reconstitution de l'Association internationale pour le développement (AID);
- nous soutenons une augmentation générale du capital de la Banque mondiale lorsque ce sera justifié par une demande accrue de prêts de qualité, par son rôle accrue dans la stratégie de la dette et par la nécessité de maintenir la solidité financière de l'institution;
- à la lumière des différentes contributions de nos pays en matière d'aide publique au développement, nous saluons la récente initiative du gouvernement japonais d'offrir un nouveau schéma qui accroîtra l'apport de ressources par le Japon aux pays en développement.

23. Pour les principaux pays débiteurs à revenus moyens, nous continuons de soutenir la stratégie actuelle d'approche au cas par cas orientée vers la croissance et n'y voyons aucune solution de rechange praticable. Trois éléments sont nécessaires pour renforcer les perspectives de croissance des pays débiteurs : l'adoption de réformes macroéconomiques et structurelles d'ensemble par les pays débiteurs eux mêmes; l'augmentation des prêts des institutions financières internationales, en particulier de la Banque mondiale; et des flux de prêts suffisants des banques commerciales pour soutenir les réformes des pays débiteurs. Nous jouerons notre rôle en aidant au soutien de la croissance et au développement du commerce. Un certain nombre d'accords relatifs à la dette ont permis une certaine reprise de la croissance, une correction des déséquilibres, et des progrès importants en restaurant la solvabilité de certains pays. Mais il manque encore à certains des politiques appropriées d'ajustements structurels et de croissance destinées à encourager une utilisation efficace de l'épargne intérieure, le rapatriement des capitaux évadées, un accroissement des flux d'investissements directs étrangers et, en particulier, des réformes des marchés financiers.

24. Une mobilisation rapide et effective du concours des banques commerciales est également nécessaire. Dans ce contexte, nous soutenons les efforts des banques commerciales et des pays débiteurs pour proposer un éventail de procédures de négociations et de techniques financières, afin d'apporter un soutien continu aux pays débiteurs.

25. Des mesures devraient être prises, notamment par les pays débiteurs, pour faciliter les flux de capitaux non générateurs de dettes, en particulier les investissements directs. À cet égard, l'Agence de garantie multilatérale des investissements (AMGI) devrait commencer à remplir ces objectifs dès que possible. Il importe que la souplesse nécessaire soit apportée par les organismes de crédit à l'exportation pour reconstituer rapidement ou augmenter la couverture financière des pays qui mettent en oeuvre des programmes d'ajustement d'ensemble.

26. Nous reconnaissons les problèmes des pays en développement dont l'économie dépend exclusivement ou pour une part prédominante de l'exportation de produits de base dont les prix sont déprimés de manière presistante. Il est important d'améliorer le fonctionnement des marchés des produits de base au moyen, par exemple, d'une meilleure information et d'une plus grande transparence. Il est également important de favoriser une plus grande diversification de l'économie de ces pays avec l'aide des institutions financières internationales, par des politiques destinées à soutenir leurs efforts en vue d'une meilleure transformation de leurs produits, à améliorer leurs possibilités par la libéralisation de l'accès aux marchés, et à renforcer l'environnement international favorable à l'ajustement structurel.

27. Nous reconnaissons que les problèmes de certains pays parmi les plus pauvres, notamment en Afrique subsaharienne, sont exceptionnellement difficiles et nécessitent un traitement spécial. Ces pays ont pour caractéristiques une très grande pauvreté, des ressources extrêmement limitées pour investir dans leur propre développement, des charges d'endettement ingérables et une dépendance très lourde par rapport à un ou deux produits de base, et le fait que la dette de ces pays est due pour la plupart aux gouvernements des pays industrialisés eux-mêmes ou aux institutions financières internationales. Pour ceux des pays les plus pauvres qui ont entrepris des efforts d'ajustement, il conviendra d'étudier la possibilité d'appliquer des taux d'intérêt plus bas à leur dette existante, et un accord devra être atteint, en particulier au Club de Paris, sur des périodes de remboursement et de grâce plus longues pour alléger la charge du service de leur dette. Nous saluons les différentes propositions faites en ce domaine par plusieurs d'entre nous ainsi que la proposition du directeur général du FMI pour une augmentation significative des ressources de la Facilité d'ajustement structurel sur les trois prochaines années à compter du 1er janvier 1988. Nous demandons instamment que les discussions sur cette proposition soient conclues d'ici la fin de l'année.

28. Nous prenons acte du fait que la CNUCED VII offre une enceinte de discussion avec les pays en développement en vue de parvenir à une compréhension commune des problèmes majeurs et des questions politiques qui caractérisent l'économie mondiale.

Environnement

29. Dans la ligne de notre engagement antérieur visant à préserver un environnement salubre et de le transmettre aux générations futures, nous accueillons avec satisfaction le rapport présenté par les experts en matière d'environnement sur l'amélioration et l'harmonisation des techniques et des pratiques de contrôle de l'environnement. En conséquence, nous encourageons le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) à instituer un forum d'échange d'informations et de consultation ceci en coopération avec l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et le Conseil international des unions scientifiques (CIUS), et avec l'assistance d'autres organisations internationales et de pays intéressés, afin de permettre des progrès réguliers dans ce domaine important. Les problèmes prioritaires d'environnement doivent être examinés de façon approfondie.

30. Nous soulignons la responsabilité qui nous incombe d'encourager les efforts visant à faire face efficacement aux problèmes d'environnement de portée mondiale, tels que la diminution de l'ozone stratosphérique, les modifications climatiques, les pluies acides, les espèces menacées, les substances dangereuses, la pollution aérienne et la pollution des eaux, et la destruction des forêts tropicales. Nous avons également l'intention d'étudier d'autres questions concernant l'environnement, par exemple des normes strictes dans ce domaine de façon à encourager les innovations et la mise au point de technologies propres et rentables économisant les ressources, ainsi que la promotion d'échanges internationaux portant sur les produits peu polluants, les usines peu polluantes et d'autres technologies de protection de l'environnement.

31. Nous nous félicitons des progrès importants réalisés depuis Tokyo dans le développement efficace de la coopération internationale, notamment à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), pour renforcer l'efficacité de la coopération internationale en matière de sûreté de la gestion de l'énergie nucléaire.

Autres questions

32. Nous prenons note de l'initiative du Programme scientifique sur la frontière humaine présentée par le Japon concernant la coopération internationale sur la recherche fondamentale sur les fonctions biologiques. Nous saluons les dispositions ayant permis à des scientifiques étrangers de participer à certains des débats relatifs à la faisabilité de cette initiative. Nous prenons note de ce que cette étude sera poursuivie et nous serons tenus informés de ses progrès.

33. Nous nous félicitons de la contribution positive apportée par la Conférence des experts de haut niveau sur le rôle futur de l'enseignement dans notre société, qui a eu lieu à Kyoto en janvier 1987.

34. Nous continuerons à poursuivre l'examen des implications éthiques liées au développement des sciences biologiques. Après les conférences organisées par les pays du Sommet — en 1984 par le Japon, en 1985 par la France, en 1986 par la RFA et en 1987 par le Canada, — nous saluons avec satisfaction l'offre du gouvernement italien d'accueillir la prochaine Conférence de bioéthique, en avril 1988, en Italie.

Prochain Sommet économique

35. Nous sommes convenus de nous réunir à nouveau l'année prochaine et nous avons accepté l'invitation du Premier ministre canadien, au Canada.

Déclaration sur le SIDA

Dans le contexte des préoccupations qu'ils ont déjà manifestées dans le passé pour les problèmes de santé (Déclaration du Président de la Réunion de Londres, sur le cancer, et Déclaration du Président de la Réunion de Bonn, sur les stupéfiants), les chefs d'État ou de gouvernement et les représentants de la Communauté européenne affirment que le SIDA est peut-être l'un des plus gros problèmes de santé dans le monde. Il est nécessaire d'intensifier les efforts entrepris au niveau national et de les rendre plus efficaces au moyen d'une coopération internationale et de campagnes concertées pour empêcher l'extension du SIDA, en veillant à ce que les mesures prises soient conformes aux principes des droits de la personne humaine. À ce sujet, les pays du Sommet devraient convenir que :

— La duplication des efforts ne favorisera pas la coopération internationale. Il faudra accorder la priorité au renforcement des organisations existantes en leur accordant un soutien politique total et en leur apportant les ressources financières, administratives et en personnel nécessaires. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) constitue le meilleur forum pour rassembler les efforts internationaux de lutte au niveau mondial contre le SIDA, et tous les pays devraient être encouragés à lui apporter leur coopération totale et à soutenir son programme spécial d'activités liées au SIDA.

— En l'absence de vaccin ou de traitement, les meilleures chances de lutte et de prévention en matière de SIDA reposent sur une stratégie consistant essentiellement à informer le public sur la gravité de l'épidémie du SIDA, les modes de transmission du virus et les mesures pratiques qu'on peut prendre à titre individuel pour éviter de contracter la maladie ou de la transmettre. Il faudrait saisir toutes les occasions permettant d'échanger des informations sur les campagnes d'éducation et les politiques nationales. Les chefs d'État ou de gouvernement et les représentants de la Communauté européenne accueillent avec satisfaction la proposition du gouvernement du Royaume-Uni de patronner, conjointement avec l'OMS, une conférence internationale au niveau ministériel sur l'éducation du public concernant le SIDA.

— Il faudrait encourager le développement de la coopération en ce qui concerne les études fondamentales et cliniques sur la prévention, le traitement et les échanges d'informations (comme dans le cas du programme de la CE). Les chefs d'État ou de gouvernement accueillent avec satisfaction et soutiennent les actions conjointes de chercheurs des sept pays (comme dans le cas du programme conjoint des chercheurs français et américains, qui prend de l'extension, et dans le cas de programmes analogues) et dans le monde entier en vue du traitement de la maladie, d'essais cliniques sur les composants du virus et de la mise au point d'un vaccin efficace. Les chefs d'État ou de gouvernement et les représentants de la Communauté européenne se félicitent de la proposition du Président de la République française visant à la création d'un comité internationale d'éthique sur les questions d'éthique posées par le SIDA.

Déclaration sur les stupéfiants

Les chefs d'État ou de gouvernement ont examiné le problème de la toxicomanie qui entraîne de tragiques pertes de vies humaines et touche actuellement les populations du monde entier, notamment les jeunes et leurs familles. Ils soulignent combien il est important d'entreprendre une stratégie de soutien en faveur des campagnes nationales, régionales, et multilatérales tendant à résoudre ce problème. Leur objectif est de continuer à lutter contre la production et la commercialisation illicites des stupéfiants et de créer toutes les conditions nécessaires pour rendre la coopération internationale plus efficace. Ils travailleront également à la suppression des cultures illicites de stupéfiants naturels et à leur substitution par d'autres types de production servant les objectifs du développement économique et social. Les dirigeants des pays du Sommet se félicitent des accords déjà conclus sur des bases bilatérales et multilatérales, et ils envisagent avec confiance une issue favorable de la Conférence internationale sur la toxicomanie et le trafic des stupéfiants, convoquée la semaine prochaine, à Vienne, par les Nations Unies.

Déclaration sur les relations Est-Ouest

1. Nous, les chefs d'État ou de gouvernement des sept grands pays industriels et les représentants de la Communauté européenne, avons débattu des relations Est-Ouest. Nous réaffirmons les principes et objectifs que nous partageons et notre attachement commun au maintien et au renforcement de la paix.

2. Nous reconnaissons avec fierté que les valeurs de liberté, de démocratie et de respect des droits de l'homme, que nous partageons, sont la source du dynamisme et de la prospérité de nos sociétés. Nous réitérons notre attachement à la recherche d'un monde plus libre, plus démocratique et plus humain.

3. Dans le cadre des alliances existantes, chacun de nous est résolu à conserver une défense forte et crédible qui ne menace la sécurité de personne, qui protège la liberté, dissuade l'agression et maintienne la paix. Nous continuerons de procéder à des consultations étroites sur tous les sujets d'intérêt commun. Nous ne nous détournerons pas des principes qui nous guident tous.

4. Depuis notre dernière rencontre, de nouvelles perspectives de nature à faire progresser les relations Est-Ouest se sont ouvertes. Ces évolutions constituent pour nous un encouragement. Elles confirment le bien fondé des politiques que chacun de nous a menées avec détermination afin d'instaurer un monde plus libre et plus sûr.

5. Nous suivons de près et avec intérêt l'évolution récente de la politique intérieure et extérieure de l'Union soviétique. Nous avons l'espoir qu'elle se révèlera d'une grande importance pour l'amélioration des relations politiques et économiques et des rapports de sécurité entre les pays de l'Est et de l'Ouest. En même temps, de profondes divergences subsistent; chacun de nous doit demeurer vigilant dans ses réactions à la politique de l'Union soviétique sous tous ses aspects.

6. Nous réaffirmons notre attachement à la paix et à une sécurité accrue à des niveaux d'armement inférieurs. Nous recherchons un effort global afin de réduire les tensions et d'arriver à des réductions vérifiables des armements. Tout en réaffirmant l'importance permanente de la dissuasion nucléaire pour préserver la paix, nous prenons acte avec satisfaction de l'intensification du dialogue sur le contrôle des armements et de l'émergence de perspectives plus favorables à la réduction des forces nucléaires. Nous apprécions les efforts accomplis par les États-Unis en vue de négocier des réductions équilibrées, substantielles et vérifiables des armes nucléaires. Nous soulignons que nous sommes déterminés à renforcer la stabilité conventionnelle à un niveau plus bas et à parvenir à l'élimination totale des armes chimiques. Nous pensons que la recherche de ces objectifs doit être activement poursuivie et se traduire dans des accords concrets. Nous appelons instamment l'Union soviétique à négocier de manière positive et constructive. La résolution effective de ces problèmes est une condition essentielle d'une stabilité réelle et durable dans le monde.

7. Nous accordons une attention soutenue non seulement aux déclarations des Soviétiques mais aussi à leurs actions dans des domaines qui nous préoccupent tous notamment :

— Nous demandons que des progrès significatifs et durables en ce qui concerne les droits de l'homme soient réalisés, car cela est indispensable pour instaurer la confiance entre nos sociétés. Mais beaucoup reste à faire pour honorer les principes convenus et les engagements pris à Helsinki, et confirmés depuis.

— Nous recherchons une résolution rapide et pacifique des conflits régionaux, notamment un retrait rapide et total des forces soviétiques d'Afghanistan afin que le peuple afghan puisse décider librement de son propre avenir.

— Nous encourageons des contacts plus étroits, une plus grande liberté d'échange d'idées et un dialogue plus approfondi entre nos peuples et les peuples de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est.

8. Ainsi, chacun de nous cherche à stabiliser la compétition militaire entre l'Est et l'Ouest à des plus bas niveaux d'armements, à encourager des solutions politiques stables aux conflits régionaux, à améliorer durablement la situation des droits de l'homme et à établir des contacts et une plus grande confiance entre les gouvernements et les peuples au sein d'un monde plus humain. Le progrès dans l'ensemble de ces domaines est indispensable à l'établissement de relations stables et constructives entre les pays de l'Ouest et de l'Est.

Déclaration sur le terrorisme

Nous, les chefs d'État ou de gouvernement des sept grandes démocraties et les représentants de la Communauté européenne réunis à Venise, profondément conscients des préoccupations de nos peuples face à la menace que représente le terrorisme,

— réaffirmons notre engagement à l'égard des déclarations faites sur le terrorisme lors des précédents Sommets (Bonn, Venise, Ottawa, Londres et Tokyo);

— condamnons résolument le terrorisme sous toutes ses formes, y compris les détournements d'aéronefs et les prises d'otages, et réaffirmons notre conviction que rien ne justifie le terrorisme, quels qu'en soient les motifs;

— réaffirmons l'attachement de chacun de nous au principe du refus de toute concession aux terroristes ou à ceux qui les patronnent;

— demeurons résolus à appliquer, à l'encontre de tout État qui s'emploie manifestement à patronner ou à soutenir le terrorisme international, des mesures efficaces dans le cadre du droit international et de nos juridictions;

— nous félicitons des progrès accomplis en matière de coopération internationale contre le terrorisme depuis notre dernière rencontre en mai 1986 à Tokyo et en particulier de l'initiative prise par la France et l'Allemagne d'inviter en mai 1987 à Paris une réunion des ministres responsables de la lutte antiterroriste dans neuf pays;

— réaffirmons notre détermination à lutter contre le terrorisme à la fois par des mesures au niveau national et par une coopération internationale entre nous et, si nécessaire, avec des tiers, et renouvelons donc notre appel à tous les pays animés du même esprit afin de renforcer et d'étendre la coopération internationale dans toutes les enceintes appropriées;

— poursuivons nos efforts en vue d'accroître la sécurité des voyageurs. Nous nous félicitons des améliorations intervenues en matière de sécurité des aéroports et des transports maritimes et encourageons les travaux de l'OACI et de l'OMI dans ce domaine. Chacun d'entre nous continuera à surveiller de près les activités des compagnies aériennes qui soulèvent des problèmes de sécurité. Les chefs d'État ou de gouvernement ont décidé des mesures exposées en annexe à la présente déclaration afin de rendre la Déclaration de Bonn de 1978 plus efficace en matière de lutte contre toutes les formes de terrorisme affectant l'aviation civile;

— nous engageons à soutenir la primauté du droit en traduisant les terroristes devant les tribunaux. Chacun d'entre nous s'engage à développer la coopération au sein des instances appropriées et dans le cadre de sa législation interne et du droit international afin de rechercher, d'appréhender et de poursuivre en justice les terroristes. Nous réaffirmons notamment le principe, établi par les conventions internationales pertinentes, de l'obligation de juger et d'extrader, conformément à la législation nationale et à ces conventions internationales, les personnes qui ont commis des actes de terrorisme.

Annexe

Les chefs d'État et de gouvernement rappellent que, dans leur Déclaration de Tokyo sur le terrorisme international, ils étaient convenus de rendre la Déclaration de Bonn de 1978 plus efficace afin de lutter contre toutes les formes de terrorisme en matière d'aviation civile. À cette fin, lorsqu'un pays refusera d'extrader ou de poursuivre les personnes coupables des infractions prévues dans la Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile et/ou ne restituera pas l'aéronef en cause, les chefs d'État ou de gouvernement ont décidé conjointement que leurs gouvernements prendront des mesures immédiates de suspension de tous les vols à destination dudit pays.

Parallèlement, leurs gouvernements prendront des dispositions en vue d'interrompre tous les vols assurés par les compagnies aériennes dudit pays, en provenance de ce pays ou d'un autre comme il est prévu dans la Déclaration de Bonn.

Les chefs d'État ou de gouvernement ont également l'intention d'étendre, le moment venu, la Déclaration de Bonn afin qu'elle soit applicable à toute modification future de la Convention citée ci-dessus ou de toutes autres conventions aéronautiques relatives à l'extradition ou à la poursuite en justice des personnes ayant commis des infractions.

Les chefs d'État ou de gouvernement invitent instamment les autres gouvernements à se déclarer solidaires de cet engagement.

Déclaration sur la guerre Iran-Irak et la liberté de la navigation dans le Golfe

Nous sommes convenus que des nouveaux efforts concertés sur le plan international sont requis de toute urgence pour aider à mettre fin à la guerre Irak-Iran.

Nous pensons qu'il doit être mis fin le plus vite possible à la guerre par des négociations, tout en respectant l'intégrité du territoire et l'indépendance de l'Iran et de l'Irak.

Les deux pays ont gravement souffert au cours de cette longue et tragique guerre. Les pays voisins sont menacés par un élargissement possible du conflit.

Une fois de plus, nous appelons les deux parties à mettre immédiatement fin à la guerre par des négociations.

Nous soutenons activement les efforts de médiation entrepris par le secrétaire général des Nations Unies et demandons instamment l'adoption de mesures efficaces et justes par le Conseil de sécurité.

Ayant à l'esprit ces objectifs, nous réaffirmons que le principe de la liberté de navigation dans le Golfe est d'une importance primordiale pour nous et pour les autres pays, et doit être maintenue. La libre circulation du pétrole et des autres marchandises dans le détroit d'Ormuz doit persister sans entrave.

Nous nous engageons à poursuivre nos consultations sur les moyens d'aboutir effectivement à ces objectifs importants.

Canada

	PIB réel % de variation	Emploi % de variation	Taux de chômage %	Compte courant Mds $US	IPC % de variation	Solde commercial nominal Mds $US	Taux de change $US Indice 1975 = 1
1975	2,6	1,7	6,9	−4,677	10,8	−0,379	1,000
1976	6,2	2,1	7,1	−4,168	7,5	1,884	0,969
1977	3,6	1,8	8,1	−4,075	8,0	3,137	1,046
1978	4,6	3,5	8,3	−4,298	8,9	4,180	1,122
1979	3,9	4,1	7,4	−4,154	9,1	4,178	1,151
1980	1,5	3,0	7,4	−0,966	10,2	8,001	1,150
1981	3,7	2,8	7,5	−5,113	12,5	6,578	1,179
1982	−3,2	−3,3	11,1	2,356	10,8	14,991	1,213
1983	3,2	0,8	11,8	2,489	5,8	14,972	1,212
1984	6,3	2,5	11,3	2,654	4,3	16,555	1,273
1985	4,3	2,8	10,5	−0,867	3,9	13,173	1,343
1986	3,3	2,9	9,6	−6,669	4,1	8,078	1,366
1987	3,9	2,8	8,9	−7,241	4,4	8,755	1,304

États-Unis

	PIB réel % de variation	Emploi % de variation	Taux de chômage %	Compte courant Mds $US	IPC % de variation	Solde commercial nominal Mds $US	Taux de change $CAN Indice 1975 = 1
1975	−1,3	−1,1	8,5	18,130	9,1	8,910	1,000
1976	4,9	3,4	7,7	4,170	5,7	−9,490	1,032
1977	4,7	3,7	7,0	−14,490	6,5	−31,100	0,957
1978	5,3	4,4	6,0	−15,450	7,6	−33,950	0,892
1979	2,5	2,9	5,9	−0,970	11,2	−27,540	0,869
1980	−0,2	0,5	7,2	1,840	13,5	−25,500	0,870
1981	1,9	1,1	7,6	6,870	10,3	−27,970	0,848
1982	−2,5	−0,9	9,7	−8,640	6,1	−36,450	0,825
1983	3,6	1,3	9,6	−46,280	3,2	−67,080	0,825
1984	6,8	4,1	7,5	−107,090	4,3	−112,510	0,786
1985	3,0	2,0	7,2	−116,430	3,5	−122,150	0,744
1986	2,9	2,3	7,0	−141,460	1,9	−144,340	0,732
1987	2,9	2,6	6,2	−160,670	3,6	−159,210	0,767

France

	PIB réel % de variation	Emploi % de variation	Taux de chômage %	Compte courant Mds $US	IPC % de variation	Solde commercial nominal Mds $US	Taux de change $US Indice 1975 = 1	Taux de change $CAN Indice 1975 = 1
1975	0,2	−0,4	4,3	2,671	11,7	1,129	1,000	1,000
1976	5,2	0,7	4,5	−3,423	9,7	−4,993	1,115	1,150
1977	4,4	0,9	5,0	−0,431	9,5	−3,289	1,146	1,097
1978	3,4	0,2	5,4	6,999	9,3	0,101	1,052	0,939
1979	3,2	0,2	6,0	5,187	10,6	−3,220	0,992	0,862
1980	1,6	0,0	6,4	−4,169	13,5	−13,419	0,986	0,857
1981	1,2	−0,5	7,6	−4,742	13,3	−9,970	1,267	1,075
1982	2,5	0,1	8,2	−12,070	12,0	−15,785	1,533	1,264
1983	0,7	−0,4	8,4	−4,690	9,5	−8,754	1,778	1,467
1984	1,4	−1,0	9,9	−0,833	7,7	−4,651	2,038	1,600
1985	1,7	−0,2	10,2	−0,165	5,8	−5,276	2,096	1,561
1986	2,1	−0,1	10,4	2,914	2,5	−2,354	1,616	1,182
1987	1,9	−0,2	10,6	−4,394	3,3	−8,143	1,401	1,075

Royaume-Uni

	PIB réel % de variation	Emploi % de variation	Taux de chômage %	Compte courant Mds $US	IPC % de variation	Solde commercial nominal Mds $US	Taux de change $US Indice 1975 = 1	Taux de change $CAN Indice 1975 = 1
1975	−0,6	−0,6	3,3	−3,504	24,2	−7,459	1,000	1,000
1976	3,8	−0,7	4,5	−1,641	16,6	−7,013	1,233	1,272
1977	1,1	0,1	4,8	−0,223	15,8	−3,937	1,270	1,215
1978	3,6	0,8	4,6	1,865	8,3	−2,965	1,154	1,030
1979	2,1	1,3	4,3	−1,559	13,4	−7,207	1,045	0,908
1980	−2,5	−1,0	5,4	6,808	17,9	3,362	0,953	0,829
1981	−1,1	−3,4	8,5	12,406	11,9	7,170	1,102	0,935
1982	1,6	−1,9	9,8	7,096	8,6	3,906	1,268	1,046
1983	3,2	−0,6	10,7	5,023	4,6	−1,312	1,461	1,206
1984	2,6	1,8	11,1	1,960	5,0	−5,851	1,664	1,306
1985	3,5	1,4	11,3	3,707	6,1	−2,440	1,725	1,285
1986	3,3	0,5	11,4	−1,384	3,4	−12,449	1,510	1,105
1987	4,4	1,5	10,3	−4,226	4,1	−16,063	1,355	1,039

République fédérale d'Allemagne

	PIB réel % de variation	Emploi % de variation	Taux de chômage %	Compte courant Mds $US	IPC % de variation	Solde commercial nominal Mds $US	Taux de change $US Indice 1975 = 1	Taux de change $CAN Indice 1975 = 1
1975	− 1,4	− 2,8	4,8	4,074	5,9	16,900	1,000	1,000
1976	5,6	− 0,8	4,6	3,914	4,6	15,990	1,024	1,056
1977	2,7	− 0,2	4,5	4,081	3,7	19,450	0,944	0,904
1978	3,3	0,6	4,3	8,963	2,7	24,150	0,816	0,729
1979	4,0	1,4	3,8	− 6,018	4,1	16,470	0,745	0,647
1980	1,5	1,1	3,9	− 15,673	5,6	8,780	0,738	0,642
1981	0,0	− 0,7	5,6	− 5,196	6,3	16,090	0,918	0,779
1982	− 1,0	− 1,7	7,7	4,065	5,3	24,720	0,986	0,813
1983	1,9	− 1,5	9,2	4,149	3,3	21,420	1,038	0,856
1984	3,3	0,1	9,1	9,714	2,4	22,190	1,157	0,908
1985	2,0	0,7	9,3	16,178	2,2	28,530	1,196	0,891
1986	2,5	1,0	8,9	37,923	− 0,2	55,480	0,883	0,646
1987	1,7	0,6	8,9	44,284	0,3	69,980	0,730	0,560

Japon

	PIB réel % de variation	Emploi % de variation	Taux de chômage %	Compte courant Mds $US	IPC % de variation	Solde commercial nominal Mds $US	Taux de change $US Indice 1975 = 1	Taux de change $CAN Indice 1975 = 1
1975	2,7	− 0,3	1,9	− 0,682	11,8	4,940	1,000	1,000
1976	4,8	0,9	2,0	3,680	9,2	9,800	0,999	1,031
1977	5,3	1,3	2,0	10,918	8,1	17,160	0,904	0,867
1978	5,2	1,3	2,2	16,534	3,9	24,300	0,709	0,633
1979	5,2	1,3	2,1	− 8,754	3,6	1,740	0,738	0,641
1980	4,3	1,0	2,0	− 10,746	8,0	2,130	0,764	0,664
1981	3,7	0,8	2,2	4,770	4,9	19,960	0,743	0,630
1982	3,1	1,0	2,4	6,850	2,6	18,080	0,839	0,692
1983	3,3	1,7	2,6	20,799	1,8	31,460	0,800	0,660
1984	5,0	0,5	2,7	35,003	2,3	44,260	0,800	0,628
1985	4,8	0,7	2,6	49,169	2,0	55,990	0,804	0,599
1986	2,5	0,8	2,8	85,845	0,4	92,820	0,568	0,415
1987	4,2	0,7	2,8	86,688	− 0,2	96,470	0,487	0,374

Italie

	PIB réel % de variation	Emploi % de variation	Taux de chômage %	Compte courant Mds $US	IPC % de variation	Solde commercial nominal Mds $US	Taux de change $US Indice 1975 = 1	Taux de change $CAN Indice 1975 = 1
1975	−3,6	0,2	5,9	−0,578	16,9	−1,149	1,000	1,000
1976	5,9	0,8	6,7	−2,817	16,8	−4,241	1,275	1,316
1977	1,9	0,5	7,1	2,457	17,0	−0,132	1,352	1,294
1978	2,7	0,7	7,2	6,197	12,2	2,912	1,300	1,160
1979	4,9	1,0	7,7	5,479	14,8	−0,989	1,273	1,106
1980	3,9	0,8	7,6	−10,267	21,2	−16,943	1,312	1,141
1981	1,1	0,5	8,4	−9,195	17,8	−11,991	1,741	1,477
1982	0,2	0,6	9,1	−6,382	16,5	−8,952	2,072	1,709
1983	0,5	0,5	9,9	1,417	14,6	−2,574	2,327	1,920
1984	3,5	0,8	10,1	−2,598	10,8	−5,690	2,691	2,113
1985	2,7	1,4	10,1	−3,599	9,2	−6,164	2,925	2,179
1986	2,7	0,8	11,1	4,183	5,8	4,767	2,284	1,671
1987	2,9	0,4	12,0	0,388	4,7	−2,424	1,987	1,524

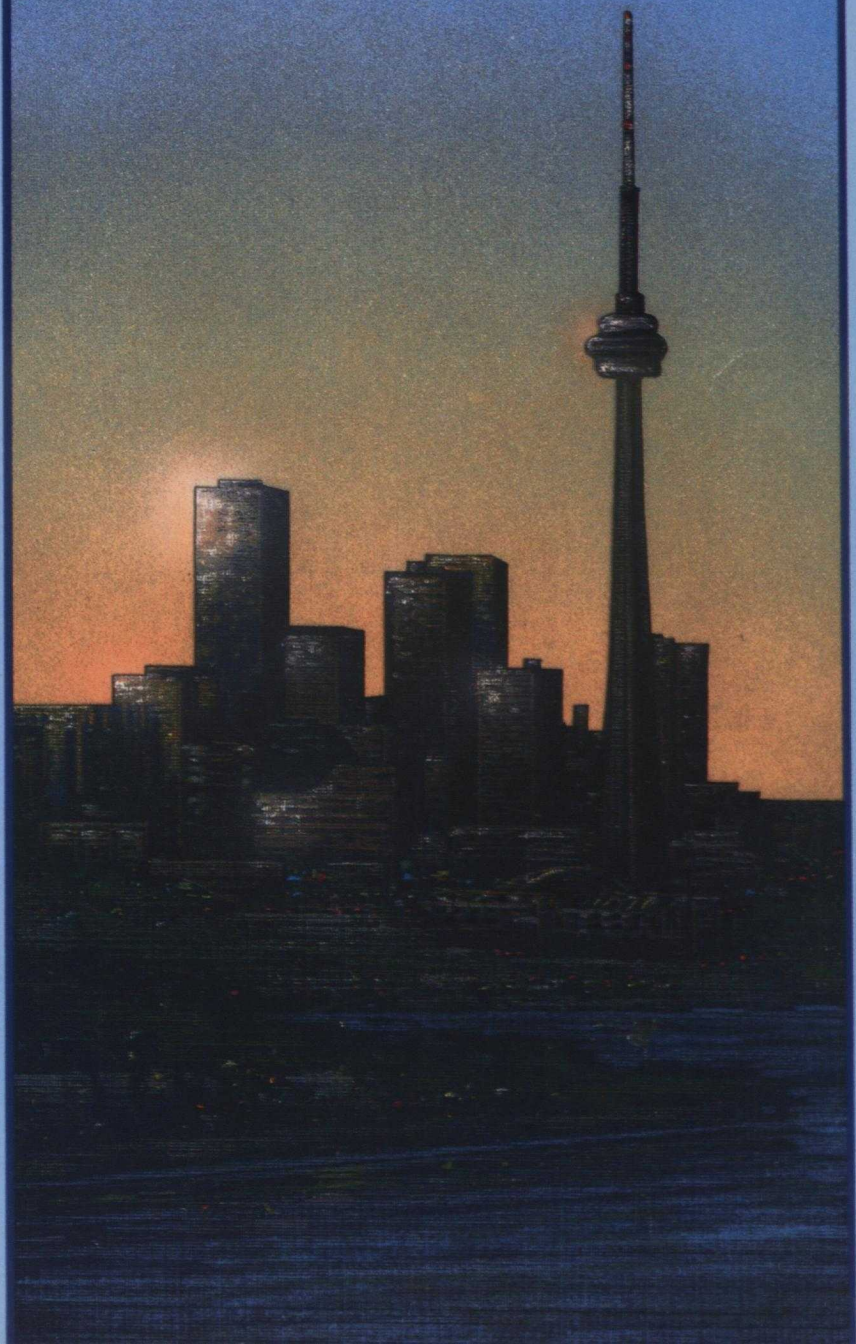
Sources: OCDE, Principaux indicateurs économiques, Perspectives économiques de l'OCDE - Bases de données, Prévisions de mars 1988; *Data Resources Incorporated;* FMI, Statistiques financières internationales.

doc
CA1
EA77
88T52
EXF

.b2190473 (E)
.b2190485 (F)

Toronto Economic Summit

June 19-21, 1988



SOMMET·**TORONTO**·SUMMIT

External Affairs Canada
Affaires extérieures Canada

.b2190473 (E)
.b2190485 (F)

43-249-637

NON - CIRCULATING /
CONSULTER SUR PLACE
Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

AOU 28 1980

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER À LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

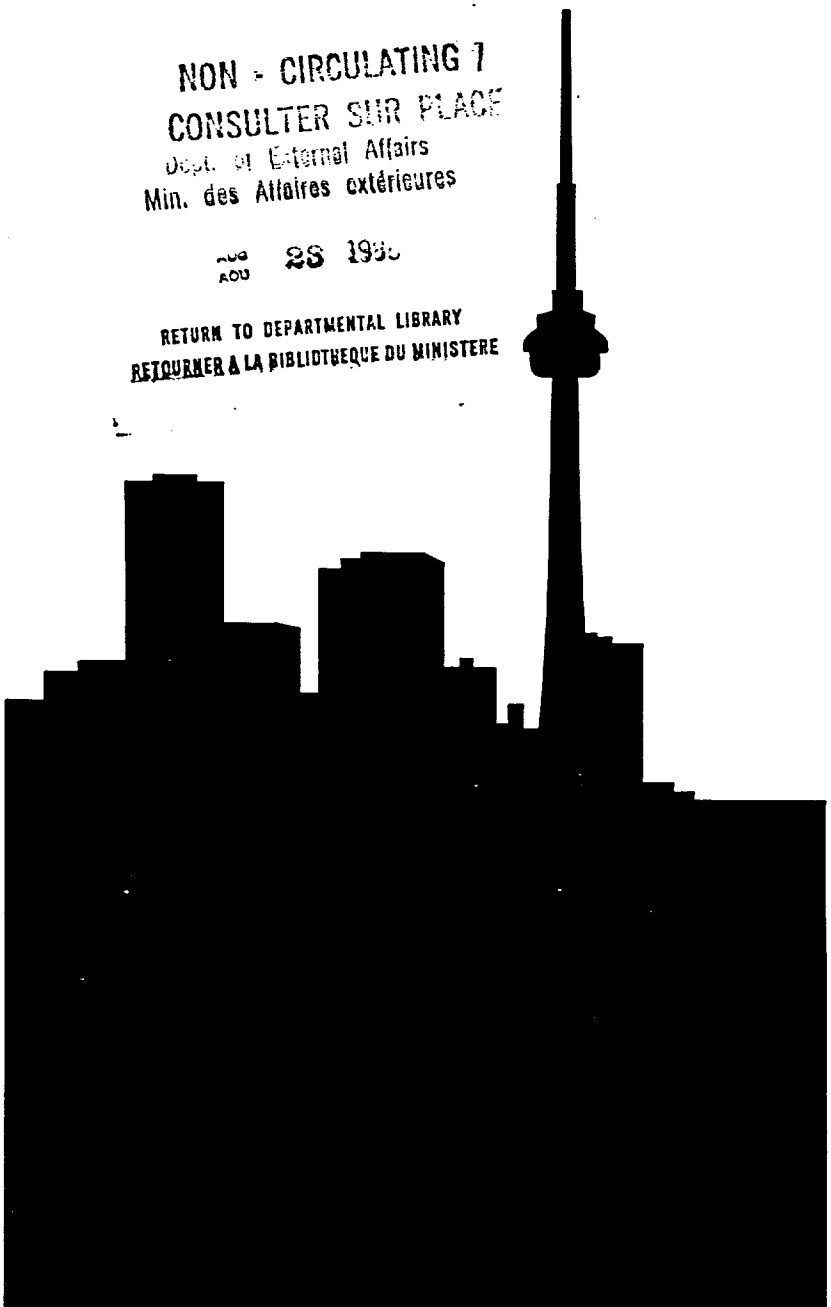


Table of Contents

Prime Minister of Canada, Brian Mulroney	1
Secretary of State for External Affairs, Joe Clark	2
Minister of Finance, Michael Wilson	3
The Economic Summit	4
— History of Economic Summits	5
— The Road from Venice to Toronto	7
International Economic Coordination	9
Multilateral Trade Negotiations	11
Agricultural Trade	13
International Debt: Debt of Middle-Income Countries	14
Developing Countries and the Special Problems of Africa	16
Relations with the Newly Industrializing Economies of Asia	18
Political Issues	19
Other Issues	20
Canada's Economic Performance	21
Comparative Economic Graphs	22
Profiles	
— United States	27
— France	30
— United Kingdom	32
— Federal Republic of Germany	34
— Japan	36
— Italy	38
— European Communities	40
Glossary of Economic Terms	42
International Economic Organizations and Institutions	44
Venice Economic Summit Declaration and Statements	46
Statistical Summary by Country (1975-1987)	55

Prime Minister of Canada

Brian Mulroney

Canada

Born March 20, 1939 in Baie Comeau, Quebec, Mr. Mulroney is a lawyer and former corporate executive.

He holds a B.A. (Honours) in Political Science from St. Francis Xavier University, Antigonish, Nova Scotia and a Bachelor of Laws from l'Université Laval in Quebec City.

On June 11, 1983, Mr. Mulroney was elected Leader of the Progressive Conservative Party of Canada.

He subsequently won election to the House of Commons in a by-election on August 29, 1983 in the riding of Central Nova, Nova Scotia.

He won the riding of Manicouagan, Quebec in the general election of 1984. His Party won the largest number of seats in Canadian parliamentary history.

Mr. Mulroney has been active in public life and community affairs for many years. In May 1974, he was appointed to the Cliche Royal Commission investigating violence in the Quebec construction industry. In 1976, he was a candidate for the leadership of the Progressive Conservative Party of Canada.

Later that year, he joined the Iron Ore Company of Canada as executive vice-president; a year later, he became company president.

He has been active in charitable organizations such as the United Way of Greater Montreal, the Big Brothers Association of Canada, the Quebec Association for the Mentally Retarded, the Canadian Juvenile Diabetes Foundation and the Montreal Heart Fund.

Mr. Mulroney is married to the former Mila Pivnicki; they have four children.

Canada

Secretary of State for External Affairs
Joe Clark

Born in High River, Alberta on June 5, 1939, Mr. Clark holds a B.A. in History and an M.A. in Political Science from the University of Alberta, as well as an Honourary Doctor of Laws from the University of New Brunswick.

A former journalist and political advisor, Mr. Clark was first elected to the House of Commons in the general election of 1972. He has been re-elected to the House in 1974, 1979, 1980 and 1984.

On February 22, 1976 he was elected Leader of the Progressive Conservative Party. He was sworn in as Prime Minister on June 4, 1979, following the May 22 general election. His government was defeated at the polls on February 18, 1980.

On September 17, 1984 Mr. Clark was appointed Secretary of State for External Affairs in the new majority Progressive Conservative government. He is Chairman of the Cabinet Committee on Foreign and Defence Policy and Vice-Chairman of the Sub-Committee of the Priorities and Planning Committee on Trade.

Since 1984, Mr. Clark has focused his attention on returning Canada to its traditional role of consistent and constructive internationalism.

Minister of Finance
Michael Wilson

Mr. Wilson was born in Toronto in 1937 and educated at Upper Canada College and the University of Toronto, where he received a Bachelor of Commerce degree. He is a former executive vice-president of the Canadian investment firm Dominion Securities.

First elected to the House of Commons in May 1979, Michael Wilson was appointed Minister of State for International Trade on June 4 of that year. Re-elected to Parliament on February 18, 1980 he subsequently served as Party spokesperson for a number of portfolios including: Industry, Trade and Commerce; Energy; Finance and Regional Industrial Expansion. In 1983 he was a candidate for the leadership of the federal Progressive Conservative Party.

Mr. Wilson has served as a member of the Caucus Priorities and Planning Committee; as chairperson of the Caucus committee for Economic Development and Job Creation; and as a member of Mr. Mulroney's Council of Economic Advisors.

This will be Mr. Wilson's fourth economic summit.

Canada

The Economic Summit

The annual Economic Summit is the most visible element of a broader process of international consultation and cooperation in the management of the world economy. Summit discussions are closely linked to work done in other international forums, including the International Monetary Fund (IMF), the World Bank, the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD), and the Group of Seven Finance Ministers (G-7).

Through these institutions governments seek to manage an increasingly interdependent world economy. The "road map" from last year's Venice Summit to Toronto is defined by the major meetings of these international economic institutions:

- Commonwealth Finance Ministers Meeting, Bridgetown, Barbados (September 23-24, 1987);
- IMF/World Bank Annual Meetings, Washington (September 29 to October 1, 1987);
- Annual Session of the GATT Contracting Parties, Geneva (December 1-3, 1987);
- Cairns Group of Agriculture Ministers Meeting, Bariloche, Argentina (February 24-26, 1988);
- Group of Seven Finance Ministers (G-7) Meeting, Washington (April 13, 1988);
- Quadrilateral Trade Ministers Meeting, April Point, British Columbia (April 15-17, 1988);
- OECD Ministerial Meeting, Paris (May 18-19, 1988).

The issues on the Summit agenda are also reviewed at several advance meetings of personal representatives of the Summit leaders (the "sherpas"). The sherpas, through their preparatory meetings, seek out areas of agreement that may form the elements of a summit consensus approach on the main issues. Prime Minister Mulroney's Personal Representative is Dr. Sylvia Ostry, who is also Canada's Ambassador for Multilateral Trade Negotiations.

History of Economic Summits

The first Economic Summit meeting was held in Rambouillet in 1975 at the invitation of the President of France. The original concept of the Summit was that leaders would exchange views in an informal, relatively unstructured setting, much along the lines of the Library Group of Finance Ministers which first met in 1973 in the White House Library. Many of the leaders at the first Summit had belonged to the Library Group.

The Rambouillet Summit was prompted by a shared concern for the pressing economic issues of the time. The breakdown of the Bretton Woods system of fixed exchange rates had weakened the established system of international economic cooperation. At the same time, the effects of the oil crisis of 1973-1974 had led directly to a recession characterized by high unemployment, surging inflation in the industrialized countries and declining world trade.

The early summits focused on promoting economic recovery. Summit leaders agreed on measures to sustain stable economic expansion and to reduce high levels of unemployment without adding to inflationary pressures. There was a recognition that domestic structural changes would have to be made to deal with increasing oil prices and new economic realities.

At the 1978 Bonn Summit, leaders agreed to a coordinated program of concerted action — first devised by OECD Ministers — to promote sustainable non-inflationary growth. The program called for an expansion of domestic demand, greater cooperation with the developing countries and cooperation to reduce dependence on imported oil.

The 1979 Summit in Tokyo and the 1980 Venice Summit were primarily devoted to responding to the second oil price shock. The Tokyo Summit established a group of experts to monitor oil price development and industrial nations' oil consumption patterns. At Venice in 1980, leaders agreed to a 10-year strategy to break the link between economic growth and oil consumption.

In the early 1980s the world slipped into a recession characterized by persistent inflation, low growth, rising unemployment, current account deficits and high interest rates. The fight against inflation became a key concern and leaders agreed at subsequent summits on the need to restrain public borrowing and monetary growth.

Relations between developed and developing countries were a special theme of the 1981 Ottawa/Montebello Summit. The leaders' deliberations contributed to the preparations for the Cancun Summit between leaders of the North and South which took place later that year.

The world economy recovered following the steep recession of 1981-1982. At subsequent summits, leaders have endeavored to adopt compatible policies to broaden, strengthen and sustain this recovery.

At the 1983 Williamsburg Summit, leaders agreed to pursue policies conducive to low inflation, reduced interest rates and budget deficits, and enhanced employment opportunities. They also committed themselves to halting protectionism and to dismantling trade barriers. They agreed on a case-by-case approach to the international debt problem.

At the 1985 Bonn Summit, leaders agreed to implement a range of coordinated economic policy measures and to intensify efforts to launch new multilateral trade negotiations. The leaders also established an experts group, which reported to the Summit Foreign Ministers in the fall of 1985 on the crisis in Sub-Saharan Africa.

At the 1986 Tokyo Summit, leaders expanded the Group of Five (the successor of the Library Group), and created the Group of Seven (G-7) including Canada and Italy. Leaders requested the G-7 Finance Ministers to strengthen international economic policy coordination by undertaking periodic reviews of economic policies and performance, including exchange rate levels. This process led to the Louvre Accord of February 22, 1987, an agreement designed to achieve more balanced global growth and reduce trade imbalances.

At Canada's initiative and with strong support from the United States, leaders at Tokyo expressed, for the first time, their common concern about subsidy practices and protectionist policies, measures that are distorting world markets for agricultural products. Summit leaders secured a consensus on moving forward with the Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations (MTN), which was formally launched at Punta del Este, Uruguay, in September 1986.

The Tokyo Summit endorsed the cooperative debt strategy initiative, which welcomed closer cooperation among international financial institutions. The Tokyo Summit also called attention to the great importance of an early and substantial replenishment of the International Development Association (IDA VIII) — the concessional lending arm of the World Bank — to meet the growing needs of developing nations.

At the Venice Economic Summit in 1987, leaders were encouraged by continued, though lower, economic growth; by continued low rates of inflation and generally reduced interest rates. They endorsed the strategy adopted by the Group of Seven Finance Ministers in February 1987 (the Louvre Accord). The leaders reaffirmed their support for the multilateral trading system and the Uruguay Round, and advanced the call for an MTN mid-term review by Ministers. They endorsed the OECD Ministerial agreement on agriculture, which recognized that domestic support policies distort world agricultural trade. Leaders called for special treatment of the world's poorest countries and urged that agreement be reached on specific measures (expansion of the Structural Adjustment Facility of the IMF).

Global political issues frequently feature in Summit discussions. The 1979 Tokyo Summit focused world attention on the plight of Indo-Chinese refugees. The Soviet invasion of Afghanistan and its effects on East-West relations was highlighted at Venice in 1980. Leaders at Versailles in 1982 agreed on a general approach to East-West economic relations, which carried over into the development of more specific policies at NATO and the OECD that year. Terrorism has been the subject of separate declarations at a number of Summits, with Canada playing a major role in the adoption of the Declaration on International Air Hijacking at Bonn in 1978 and the Statement on International Terrorism at Tokyo in 1986. Also in Tokyo in 1986, leaders addressed the particular implications of the nuclear accident at Chernobyl. At Venice in 1987, the political situation in South Africa was discussed. Leaders also took further steps to strengthen and extend the Bonn Declaration on International Air Hijacking.

The Road from Venice to Toronto

Since the Venice Summit held in June 1987, significant progress has been achieved on a range of key international economic issues;

- The Finance Ministers of the Group of Seven (G-7) agreed in their communiqué of December 22, 1987 and again at their meeting in Washington on April 13, 1988 to strengthen further the process of economic policy coordination and consider ways of improving the international monetary system.
- The IMF established a new concessional lending facility, the Enhanced Structural Adjustment Facility (ESAF) to provide new resources totalling US$8.4 billion to help the world's poorest countries.
- The World Bank has marshalled commitments of US$6.7 billion from bilateral donors in co-financing Bank adjustment programs in the poorest countries in Sub-Saharan Africa over the next three years. As well, some countries have provided relief on past official development assistance loans. Canada announced at the recent Summit of la Francophonie and at the Commonwealth Heads of Government Meeting that it would forgive such debts for 13 countries in Sub-Saharan Africa.
- National delegations have tabled their MTN negotiating proposals, thus enhancing prospects for early results in the Uruguay Round of trade negotiations. GATT members are addressing the deteriorating situation in world agricultural trade, and seeking ways of strengthening the GATT system.

The leaders at Toronto will once again be confronted with a complex global economic situation and a full and challenging agenda. On the positive side, despite the market turbulence last October, Summit economies are continuing to exhibit better than expected growth. The Summit countries are now in their sixth consecutive year of economic expansion. Unemployment rates have fallen markedly in North America and the United Kingdom. Inflation has been relatively restrained. Progress has been made toward the correction of external imbalances. The significant and helpful realignment of exchange rates that has taken place over the last three years, the measures taken to stimulate domestic demand in the Federal Republic of Germany and Japan (countries with surpluses), and the measures taken to reduce domestic demand in countries with large deficits have all contributed to the process of adjustment. Despite such positive developments, financial markets remain uneasy about fiscal deficits and about current account and trade imbalances. The imbalances have prompted demands for protectionist measures.

The increasing economic importance of the newly industrializing economies (NIEs) of Asia — the Republic of Korea, Taiwan, Singapore and Hong Kong — has raised the question of how to bring them and other emerging economies more closely into the process of consultations on world economic issues. At last year's Venice Summit, the NIEs were urged to assume a large responsibility in maintaining an open world trading system by reducing trade barriers, and having their currencies fully reflect their economic strength. This remains an important issue. The leaders at Toronto will return to it and the role these economies will play in international economic cooperation.

At Toronto, as at past summits, leaders will likely discuss East-West relations. The subject will be of particular interest in the aftermath of the Moscow Summit between President Reagan and General Secretary Gorbachev held May 29 to June 2. Concurrently, Summit Foreign Ministers will exchange views on a broad range of political issues. In addition to East-West and North-South relations, Foreign Ministers in the past have generally discussed regional conflicts such as the Middle East, South Africa, Central America, Afghanistan, Kampuchea and the Iran-Iraq war, and have reported to leaders on their discussions.

Summit discussions may also include important subjects such as the protection of the environment, cooperation in science and technology, and narcotics drug abuse.

At the Toronto Summit, Canada will seek from leaders a continued commitment for policies that are directed at sustainable, non-inflationary economic growth and policies that provide for the management of the current transition period — allowing the international trade and account imbalances to unwind.

The leaders at Toronto will discuss their continued commitment to resisting protectionism and to strengthening the multilateral trading system centred on the GATT and to giving impetus to the Mid-Term Review Conference of the Uruguay Round of the MTN, which will be held in Montreal in December.

Agriculture will be a major topic of discussion. Significant progress has been achieved toward agricultural trade reform since — at Canada's initiative and with strong support from the United States — the leaders at the 1986 Tokyo Summit first expressed their common concern. Summit leaders have acknowledged the need to address issues of reform dealing with domestic subsidies and products. They will review the progress made at the MTN since last year's Venice Summit and will discuss the tasks that remain.

Problems of debtor countries will also be a focus of concern. Summit leaders will review the challenging issues facing middle-income debtors; in particular, how best to improve the implementation of the case-by-case approach for managing the debt problem. Proposals include exploring the possibilities of widening the "menu of options" in order to engage commercial banks more effectively in providing financing for debtor countries that are implementing appropriate adjustment programs.

Development in the poorest countries, particularly those in Sub-Saharan Africa, is a particularly difficult long-term process. The external debt of these countries poses a number of unique problems requiring special attention. Canada will seek to ensure that further progress is achieved in addressing their problems by building upon the recent enlargement of the Structural Adjustment Facility of the IMF, and the expansion of the World Bank's concessional lending.

International Economic Coordination

The continuing objective of Summits is to achieve compatible economic policies that will encourage balanced non-inflationary growth. Even though Summits are not decision-making forums, they have enabled the leaders of the major industrialized democracies to pursue more coordinated and more effective responses to economic problems and to implement credible policies in order to maintain confidence.

At the Tokyo Summit in 1986, recognizing the need for close and continuous coordination of economic policies, Summit leaders formed the Group of Seven Finance Ministers (G-7). The G-7 was charged with the responsibility of improving policy coordination to promote non-inflationary economic growth, strengthening market-oriented incentives for employment and investment, and fostering greater stability in exchange rates.

At their meeting in Paris in February 1987, the G-7 Finance Ministers agreed to promote more balanced global growth and to reduce fiscal and external imbalances. To this end, each country undertook specific commitments for action. Under the so-called Louvre Accord, Japan and the Federal Republic of Germany agreed to stimulate domestic demand, and the United States pledged to reduce its fiscal deficit.

Canada undertook to reduce its federal budget deficit, implement tax and regulatory reform, and pursue trade liberalization bilaterally with the United States and multilaterally within the Uruguay Round. Canadian monetary policy was to be focused on the reduction of inflation while ensuring that the policy was consistent with orderly exchange markets.

The Venice Summit of June 1987 was dominated by a spirit of cooperation and cohesiveness among leaders. They were encouraged by continued, though less rapid, economic growth; by continued low rates of inflation; and by generally reduced interest rates. The strategy adopted by the G-7 in the Louvre Accord was further endorsed at the Summit (and again by the G-7 communiqué of December 1987). Of particular importance to Canada, Summit leaders agreed to strengthen further the role of the G-7 Finance Ministers.

On October 19, 1987, the sudden stock market decline sent a shock wave through the world financial system. The destabilizing imbalances among the United States, Japan, the Federal Republic of Germany, and the newly industrializing economies of Asia (NIEs) resulted from policy misalignments in the early and mid-1980s — when the United States was following expansionary fiscal policies while other countries, particularly the Federal Republic of Germany and Japan, were pursuing tight economic policies.

On the positive side, it is now clear that the international economy has recovered from the October shock better than expected. Most forecasters believe the industrial countries can enjoy a sixth year of moderate growth with low inflation. There are now signs that as a result of exchange rate shifts, the major external imbalances are starting to correct themselves albeit slowly. Japan, and to a lesser extent the Federal Republic of Germany, have taken steps to stimulate domestic demand, while the United States has pursued tighter policies, notably by reducing federal government spending.

The Canadian government's track record on its Louvre Accord commitments is positive. On the macroeconomic side, Canada has steadily reduced the federal budget deficit and has introduced an important program of tax reform. On the microeconomic side Canada has followed an active policy of regulatory reform in the financial, transportation and telecommunications sectors, and a policy of privatization of Crown-owned corporations and assets. Canada is also participating actively in the Multilateral Trade Negotiations, and has negotiated the Free Trade Agreement with the United States.

As the global economic imbalances are reduced, the challenge for policy makers in the Summit countries is to commit themselves to implement the appropriate combination of macroeconomic and microeconomic measures to manage the transition effectively, without jeopardizing prospects for continued non-inflationary economic growth. The Toronto Summit will provide Summit leaders with an opportunity to help restore confidence by showing credible leadership in that direction.

Multilateral Trade Negotiations

The issues of protectionism and world trade liberalization have been prominent at all Summits. In the late 1970s, leaders gave support and impetus to the Tokyo Round of Multilateral Trade Negotiations (MTN), which was successfully concluded in 1979. Following a commitment at the 1986 Tokyo Summit, the Ministers of the GATT Contracting Parties, including Canada's Secretary of State for External Affairs, Joe Clark, met in September 1986 at Punta del Este, Uruguay, to launch a new round of Multilateral Trade Negotiations. The negotiations of the Uruguay Round are the largest and most ambitious yet undertaken, and will establish the blueprint for international trade relations until the end of this century and beyond.

The MTN represent a challenge and an opportunity for Canada to help identify forward-looking solutions to the current and emerging problems facing the international trading system. Canada approaches the Uruguay Round with a sense of urgency, determined to fight protectionist threats, to enhance the rule of law in international trade and to restore the momentum towards further trade liberalization.

The Ministerial Declaration at Punta del Este demonstrated the participating countries' commitment to the process, and outlined the challenging negotiating agenda. The Declaration

- greatly strengthens the commitment to stop the introduction of new protectionist measures and to promote policies that will remove barriers to trade (standstill and rollback);
- includes for the first time specific objectives for across-the-board negotiations on agriculture, which embrace not only improved market access but the application of multilateral disciplines to the use of all direct and indirect subsidies and other measures that distort trade;
- aims to reduce or eliminate tariff and non-tariff barriers, in order to improve market access conditions;
- includes new issues such as trade in services, intellectual property, trade-related investment measures;
- specifies a series of institution-building and rule-making measures to reinforce and extend the mandate of the GATT.

At the Venice Summit in 1987, the Summit leaders reaffirmed their support for the multilateral trading system and the Uruguay Round. There was recognition that predatory and protectionist trade practices cannot be continued and that the Uruguay Round negotiations must be quickly advanced. The Summit countries committed themselves to tabling comprehensive proposals for negotiations and supported the call for a MTN mid-term review by Ministers. It was agreed that one of the goals of the MTN should be early results. In their communiqué, leaders recalled the undertaking at Punta del Este that agreements reached at an early stage might be implemented prior to the end of the Round.

When the Uruguay Round was launched in 1986, it was agreed that it would end in four years. The Mid-Term Review Conference of the MTN at the ministerial level is to be held in Montreal in the week of December 5, 1988. It will provide an opportunity to review and consolidate the achievements of the first two years of the talks and give added impetus for the decisive final phase.

Canada, which derives 46 per cent of its gross domestic product from merchandise trade, is playing a constructive role in the MTN to lower global trade barriers and create more transparent and effective rules of the game. It is important for Canada to have a strong GATT that is credible both to trading countries and to business people involved in trade. To this end, Canada is working with its Summit partners to devise means of strengthening the GATT system and reinforcing its effectiveness.

Canada believes that all countries will benefit from global economic growth through liberalized trade. The Canadian government, which views the participation of developing countries as crucial to the success of the Uruguay Round, has strongly encouraged their full participation in the MTN. It has sought to help them to do so through projects funded by the Canadian International Development Agency (CIDA). These have included educational programs aimed at improving trade policy officials' abilities to develop policy positions and to defend their interests in the negotiations.

Ways to strengthen the international trading system and prospects for the Mid-Term Review Conference will be discussed by leaders at the Toronto Summit.

Agricultural Trade

In recent years, agricultural policies have brought about excessive growth in farm production in developed countries. World farm output outstripped growth in world demand, with the result that stocks have grown and international prices for agricultural commodities have fallen dramatically. Although in the past few months stocks have been somewhat reduced and some prices have made a modest recovery, the need for reform that addresses the root causes of the problem is still urgent.

The financial position of farmers exposed to low world prices has deteriorated. Costs of farm support programs have increased dramatically and constitute a major charge against countries' treasuries.

The international community has recognized that the problems of agricultural trade will not be solved unless their underlying cause — excessive domestic support and protection — is addressed. The OECD has determined that government support to agriculture has more than doubled in the period between 1980 and 1986 to more than $300 billion a year.

This situation has been aggravated during the last decade by the slowdown of demand related to world economic developments, further increases in supply arising from technological advances in developed countries, and expanded production in some developing countries.

Certain policies stand out as being particularly damaging to the world agricultural economy. In 1977, the European Community (EC) had a deficit in cereals trade of 24 million tonnes. High farm support prices have transformed this into a surplus of 14 million tonnes in 1986; a net change of 38 million tonnes in less than a decade. The EC has resorted to export subsidies to dispose of its surpluses, affecting all traditional exporters and causing the United States to react with export subsidies of its own, through the Export Enhancement Program. This export subsidy competition has driven world prices down to levels well below US domestic market prices. Although recent decisions by the EC are intended to constrain agricultural support expenditures, the effects of these measures on production and trade are, in Canada's view, not likely to be significant.

Prime Minister Mulroney first introduced agriculture as a Summit issue at Tokyo in 1986. Leaders then noted with concern the surplus in agricultural production that had resulted, in large measure, from domestic subsidy and protection policies. Consensus was reached that action was needed to redirect policies and to discipline agricultural production in light of real world demand.

That same year, Canada played an instrumental role in the founding by Australia of the Cairns Group of agricultural exporting nations. The Group includes 13 diverse countries and has established far-reaching objectives for agricultural trade reform, a major item on the agenda of the Uruguay Round. The problems of agricultural trade were a major priority of Canada at Venice in 1987. The Venice Economic Declaration gave a strong, unqualified endorsement of the 1987 OECD Ministerial communiqué on agriculture, a document that had reaffirmed the need for a concerted reform of agricultural policies, and had established a set of principles for reform.

At their most recent meeting, Cairns Group Ministers agreed on the need to develop the elements of a reform package by the middle of this year. The Group aims to enhance the prospects for a collective commitment to a framework for agricultural reform at the MTN Mid-Term Review Conference to be held in Montreal in December. Canada takes the position that this framework should include short-term and long-term elements. The latter would include improvements in the GATT rules and reductions in those support measures that are trade and production distorting. In the short term, Canada advocates a contractual freeze on new trade-distorting measures as well as early relief measures.

In Toronto, Summit leaders will review progress towards agricultural trade reform and discuss the tasks that remain, particularly in relation to the Multilateral Trade Negotiations.

International Debt: Debt of Middle-Income Countries

The debt burden of many developing countries, which has in total reached more than US$1 trillion, has been a prominent issue on the agendas of recent Summit meetings. The indebtedness of the middle-income countries, principally in Latin America, comprises almost half that amount.

Since the issue of developing-country debt first emerged as a major problem in 1982, the international community has adopted a strategy to deal with it based on stretching out repayment terms and providing new lending to enable debtors to grow and adjust.

In 1985, US Treasury Secretary James Baker launched an initiative to strengthen the debt strategy with a call for US$20 billion in new money from the commercial banks and US$9 billion from the international financial institutions. Built on the case-by-case approach to the debt problem adopted at the 1983 Williamsburg Summit, the distinguishing feature of the strategy is the provision that domestic adjustment must also allow for adequate rates of economic growth in debtor countries. Specifically, the Baker initiative emphasized the essential need for the implementation by debtor countries of economic policy reforms; a continued central role for the IMF and an enhanced role for the multilateral development banks, particularly the World Bank; and increased lending by commercial banks.

In Tokyo in 1986 and again in Venice in 1987, Summit leaders endorsed the cooperative debt strategy and called for closer cooperation among international financial institutions.

There has been significant progress in dealing with the problem of developing-country debt under this strategy. Potential financial crises have been successfully averted and the systemic threat to the world financial system, while still present, has been reduced considerably. Several of the most heavily indebted countries have implemented strong adjustment programs, crucial to the eventual restoration of their creditworthiness.

The World Bank and the International Monetary Fund have played key roles in assisting debtor countries through consultation and policy advice and, of course, lending to support economic reforms. Formal agreement is expected shortly on a US$74.8 billion General Capital Increase for the Bank, which will permit increased levels of lending. Commercial banks and the Paris Club group of official creditors have supported debtor countries in their adjustment programs, through debt reschedulings and new financing where needed.

Despite these positive developments, the implementation of the debt strategy has shown uneven results. Although a few developing countries have succeeded in reducing their debt burdens, others continue to experience serious economic difficulties. Such difficulties have been exacerbated by a generally unfavourable international environment, including, in particular, insufficent economic growth and low commodity prices. Under these circumstances, renewed efforts are underway to strengthen the strategy further.

Most debtors and creditors, including Canada, continue to endorse the cooperative, case-by-case approach for managing the debt problem. If developing countries are to "grow out of their debt," however, attention must increasingly be focused on improving the implementation of this strategy. Among the major challenges that lie ahead are promoting greater action by creditor governments and international financial institutions in providing financial resources for growth and adjustment; further broadening the "menu of options" to engage commercial banks more effectively in providing financing to debtor countries that implement appropriate adjustment programs; reconciling the need for additional financing with the recent emergence of "options" that actually reduce the stock of debt, with banks absorbing the associated losses; and, finally, providing further incentives to debtor countries to reinforce economic adjustment programs.

Summit leaders will review these issues in Toronto.

Developing Countries and the Special Problems of Africa

A substantial and increased flow of external resources to developing countries is, in Canada's view, the key to their growth and development. Canada has a considerable development assistance program. The government's new aid strategy provides that the program will grow to 0.6 per cent of GNP by 1995-1996 and 0.7 per cent by the year 2000. Canada supports a strong role for the international financial institutions, particularly the IMF and the World Bank, in facilitating resource flows to developing countries. Canada encourages greater cooperation and coordination among the Bretton Woods institutions as well as between these organizations and bilateral donors. This will ensure the most effective and efficient flow of resources and policy advice to developing countries. Canada also believes that the new round of multilateral trade negotiations provides a means to ensure further global growth through liberalized trade, and that all countries, including developing countries, will benefit.

Development in the poorest countries, particularly those in Sub-Saharan Africa, remains a particularly difficult, long-term process. There is common agreement that energy, imagination and persistence are necessary to put in place and sustain an acceptable level of development infrastructure. In many cases, substantial reform of economic policies is needed for adjustment to take place, establishing a basis for growth. A number of African governments have taken painful and courageous steps along the path of reform. Donor governments have agreed to assist Africa in this process through increased resource flows and other measures.

In this context, the external debt of the poorest countries in Sub-Saharan Africa poses a number of unique problems requiring special attention. Even though the relatively small debt in absolute terms (approximately US$85 billion) makes it less of a threat to the world financial system than do the difficulties of the major debtors, the debt is a very heavy burden for the small, fragile economies involved. In most cases, declining terms of trade have made even more problematical the servicing of external debt in the short term. Most of the debt of the poorest countries is owed to governments and international financial institutions. Thus donors have the opportunity to play a direct role in helping to address the problem.

Since the 1987 Venice Summit, governments have achieved much. At Venice, a high priority was placed on the special problems encountered by the poorest countries. Summit leaders called for the expansion of the Structural Adjustment Facility (SAF) of the International Monetary Fund, which provides concessional financing for the poorest countries implementing economic reforms. This goal was achieved last December when agreement was reached to triple the SAF's resources with the addition of US$8 billion. Leaders also looked to the possibility of innovations at the Paris Club, where official debt is rescheduled. There, agreement has been reached on more generous grace and period repayments for the poorest debtors. For its part, the World Bank has been able to marshall commitments of US$6.7 billion from bilateral donors in co-financing of Bank-sponsored economic reform programs in the poorest countries in Sub-Saharan Africa over the next three years. Finally, some countries have provided relief on past official development assistance loans.

At the Summit of la Francophonie and at the Commonwealth Heads of Government Meeting last fall, Canada announced it would forgive development assistance debts for 13 countries in Sub-Saharan Africa. This measure follows an undertaking Canada made at the 1986 United Nations Special Session on Africa to contribute to relieving the debt burden in that region. Even with these recent initiatives, a special UN advisory group estimates that an additional US$2 billion is needed annually over the next few years to restore prospects for development and growth in the poorer countries of Sub-Saharan Africa.

Canada will seek to ensure, as has been its tradition in past summits, that the interests and perspectives of developing countries are taken into account at Toronto, particularly in light of Canada's role as host to la Francophonie and the Commonwealth in 1987.

Relations with the Newly Industrializing Economies of Asia

The newly industrializing economies (NIEs) — the Republic of Korea, Taiwan, Singapore and Hong Kong — are currently growing almost three times as fast as the world economy. Their increasing economic importance has raised the question of how these and other emerging economies can be brought more closely into the process of consultations on world economic issues, and can be encouraged to take up new responsibilities to contribute to global economic growth and stability.

The Asian NIEs developed their economies rapidly by emphasizing export growth of manufactured goods at a time when the world economy was expanding rapidly. In 1985, their combined manufactured exports exceeded the value of exports of all countries except Japan, the Federal Republic of Germany and the United States.

In the past year, the importance of the Asian NIEs in the world economy has been increasingly prominent as the result of two key economic features. First, the NIEs' share of global exports of manufactured goods has grown from four per cent in 1975 to about 10 per cent in 1988. Second, the NIEs, particularly Korea and Taiwan, have collectively seen their trade balance grow continuously from US$11 billion in 1980 to US$27 billion in 1987. In spite of this growing trade surplus, the exchange rates of these economies are perceived to have remained artificially undervalued since the early 1980s, particularly in terms of the US dollar.

In the Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations the industrialized countries are seeking to have the NIEs gradually assume GATT obligations commensurate with their level of development and their stake in world trade. Principally, this would mean that NIEs would be subject to stricter application of the provisions on balance of payments, which govern the ability of the developing countries to impose import measures to cope with balance of payments difficulties.

Asian NIE membership in existing international policy bodies is mixed. Korea and Singapore are members of both the IMF and the World Bank. Hong Kong, as it is still a colony, and Taiwan are not members of either organization. All except Taiwan are members of the GATT.

In 1986, the four Asian NIEs were Canada's fifth largest source of imports — after the United States, Japan, the United Kingdom and the Federal Republic of Germany. In that same year, the four Asian economies were Canada's fourth largest export market — after the United States, Japan and the United Kingdom.

Canada recognizes the growing economic influence of the Asian NIEs, and is examining ways to involve them more closely in international discussions on global economic policy.

At the Venice Summit in 1987, the growing importance of the NIEs was recognized by Summit leaders, who urged these economies to assume a larger responsibility in maintaining the open world-trading system through reducing trade barriers and pursuing policies that would make their currencies fully reflect their economic strength.

Summit political discussions often focus on East-West relations. For example, leaders at Versailles in 1982 and London in 1984 agreed on a general approach to East-West economic relations. The Williamsburg Summit in 1983 associated Japan with a Declaration on the indivisibility of the security of Summit countries. The 1985 Bonn Summit's "Political Declaration on the 40th Anniversary of the end of the Second World War" was a statement of democratic values shared by Summit countries, as was the 1986 Tokyo Declaration "Looking Towards a Better Future." Summits have also frequently addressed specific aspects of East-West relations such as arms control and Afghanistan. In its "Statement on East-West Relations," the Venice Summit of 1987 produced what was, in effect, a statement of common approach to the Soviet Union under General Secretary Gorbachev — with respect to arms control, Afghanistan and other issues such as human rights.

Over the years Summits have also dealt with terrorism. The Bonn Declaration of 1978 was a major achievement in combating aircraft hijackings. At Venice last year, leaders reaffirmed their commitment to statements on terrorism made at previous summits, and took decisions to strengthen and extend the Bonn Declaration.

Leaders often discuss crises that occur around the time of the Summit. For example, the Chernobyl nuclear accident and freedom of navigation in the Persian Gulf have been the subjects of statements at the last two Summits.

Summit Foreign Ministers exchange views on a broad range of political issues. In addition to East-West and North-South relations, Foreign Ministers generally discuss regional conflicts such as the Middle East, South Africa, Central America, Afghanistan, Kampuchea, and the Iran-Iraq War. They report to leaders on their discussions and help them shape the final text of any political declarations.

At Toronto leaders will probably, as at past summits, discuss East-West relations. It will be a subject of particular interest in the aftermath of the Moscow Summit between President Reagan and General Secretary Gorbachev that took place May 29 to June 2.

Other Issues

Subjects as diverse as protection of the environment, science and technology, narcotic drug abuse, AIDS, and education have been addressed by Summit leaders in the past. While it is not yet clear whether or how these issues will be addressed at the Toronto Summit in view of the desire of leaders to focus on the major economic issues, the following may be of particular interest to Summit leaders this year.

Environment — Leaders at the Venice Summit in 1987 reaffirmed their shared responsibility for protecting the natural environment. This has been reflected in the activities of Summit countries in multilateral and UN agencies dealing with such problems as the control of hazardous substances, ozone layer depletion, long-range transport of air pollution (acid rain), and other air and water pollution questions. In September 1987, the Montreal Protocol on Protection of the Ozone Layer was signed.

The report of the World Commission on Environment and Development (Brundtland Report) was released in April 1987 and multilateral institutions; and United Nations organizations are considering how its recommendations can be followed up in relevant forums. The report makes wide-ranging recommendations for the achievement of "sustainable development" through the integration of environmental considerations into economic and social decision making, and protecting common environmental assets for future generations.

Science and technology — Science and technology have been featured on the Economic Summit agenda in various ways for the past five years. Summit consideration of issues of science and technology reflects both the growing importance of technology in economic affairs as well as the increasing internationalization of science and technology.

At the 1983 Summit, Japan proposed an annual conference of independent "wise men" on the ethical implications of progress in the life sciences. The Fifth Summit Conference on Bioethics was held in Italy in April 1988; Ottawa hosted the Fourth Conference in April 1987.

Health issues have also been addressed by Summit Leaders. For example, cancer was discussed in 1985; AIDS in 1987. In general, Summit consideration of health issues is centered on support for multilateral cooperation, notably through the World Health Organization.

Canada's Economic Performance

The Canadian economy has performed remarkably well and is experiencing its sixth consecutive year of expansion. Real GDP growth in 1987, at 3.9 per cent, was among the highest of the Summit countries. Fourth-quarter growth in real terms was 5.7 per cent higher than in 1986, led by strong domestic demand. Business non-residential investment was the most buoyant component of demand, especially during the second half of the year. Consumer expenditure and residential construction also continued to make strong gains. The high level of domestic demand contributed to a reduction in the merchandise trade surplus in 1987; as imports grew more strongly than exports, the current account deficit has widened somewhat, but does not pose any significant difficulties.

Strong production growth in 1987 brought expanded employment opportunities in comparison with other Summit countries. The number of jobs increased by 486,000 — the best annual performance this decade. The unemployment rate dropped throughout the year, despite a marked rise in the labour force, falling to 8.2 per cent in the fourth quarter of 1987. The trend has continued into 1988. While employment gains have remainded robust, unemployment in April was down to 7.7 per cent, the lowest level since 1981.

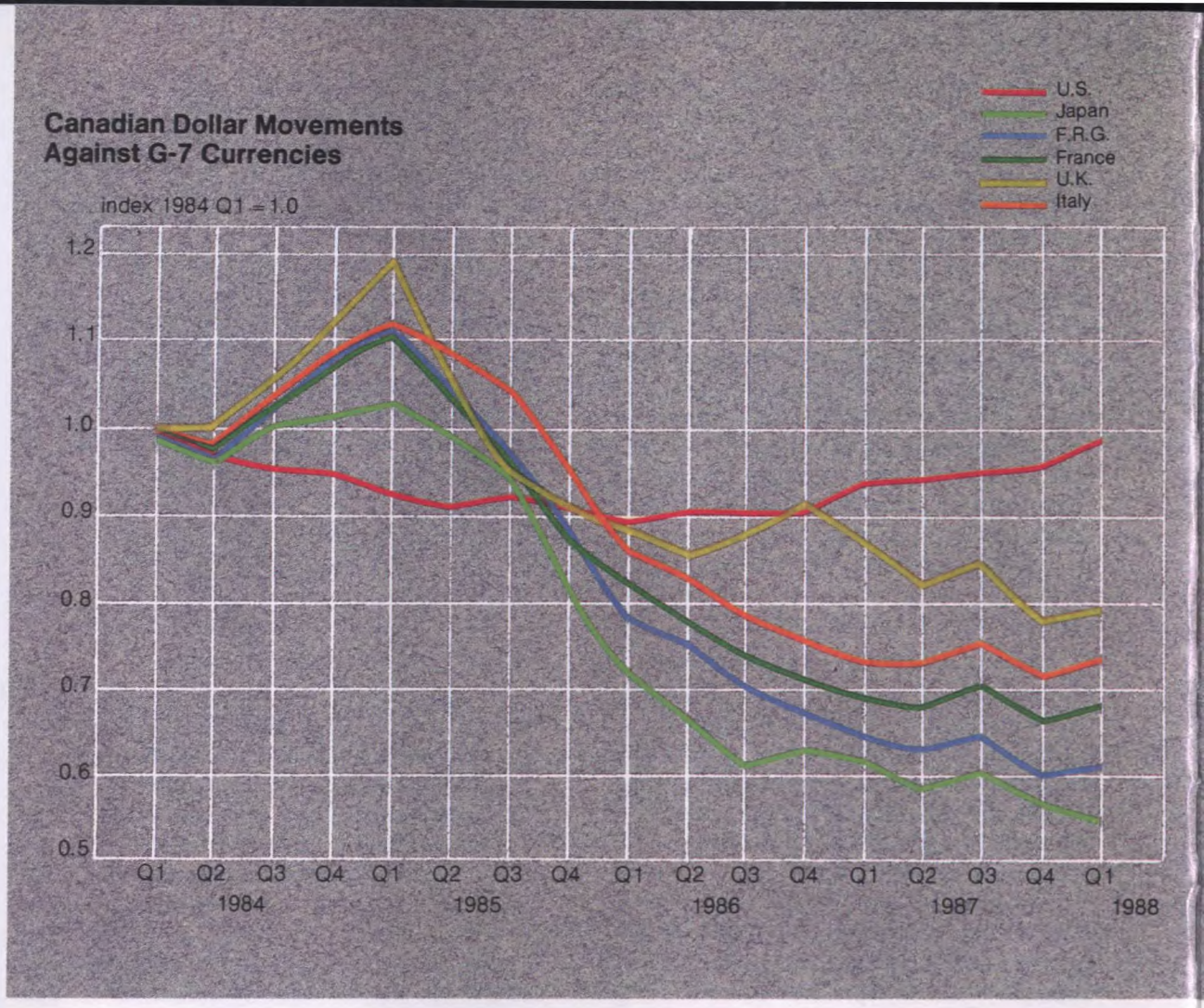
In early 1988, growth in consumer spending has shown some signs of slowing from its recent fast pace. Inventories of motor vehicles and other durable goods are moving closer to normal levels; and the personal savings rate has returned to a level compatible with more moderate spending. Residential construction, however, continued at a high level while real business investment is expected to be the strongest in nine years. The broadening of investment growth among sectors and regions is expected to continue. The corporate sector has become less vulnerable to interest rate and demand fluctuations and is in a good financial position to undertake investment financed largely through internal cash flow.

Despite both production and labour expansion, inflation in 1987 remained moderate. The consumer price index (CPI) advanced 4.4 per cent, only slightly higher than in the preceding three years. Productivity gains, slower energy and food price increases, and the appreciation of the Canadian dollar all served to contain inflationary pressures. Despite perceived tightness in the labour market, wage settlements remained moderate at around 4 per cent in both the private and public sectors. Price increases in 1988 are continuing in the 4 per cent range.

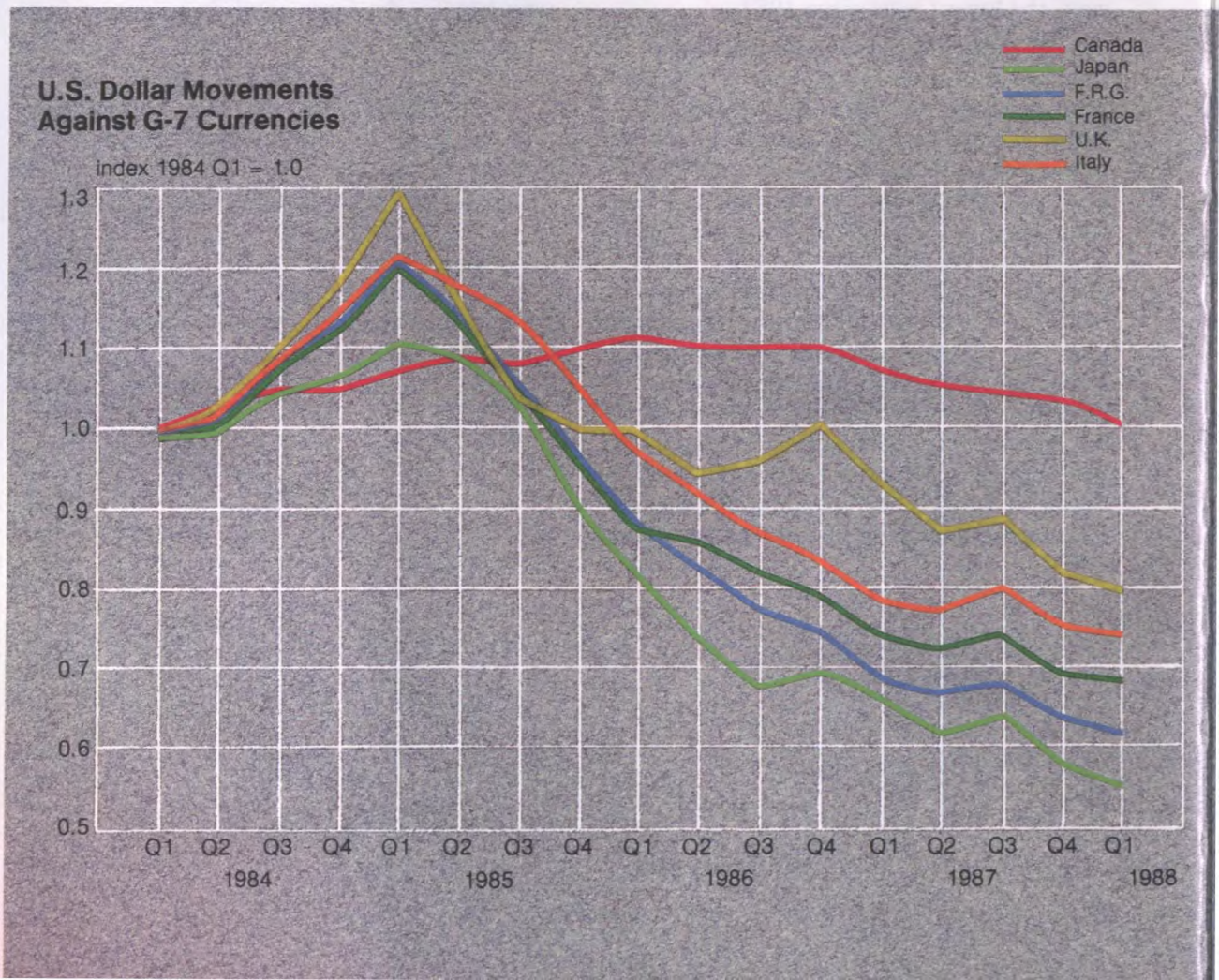
As in other industrialized countries, Canadian financial markets, and especially equity markets, were volatile in 1987. Following the sharp October decline, governments responded quickly by supplying liquidity. Short-term interest rates decreased, a trend that continued into the first quarter of 1988. Since March 1988 there has been a tendency for short-term rates in both Canada and the United States to edge upwards. The Canadian dollar appreciated by 4½ cents against the US dollar in 1987 and continued to rise in early 1988 against the US dollar and other major currencies. Despite exchange rate increases, Canada's competitive position — particularly vis-à-vis other leading industrial countries — remains sound.

Comparative Economic Graphs

Between 1984 and 1986, the value of the Canadian dollar vis-à-vis the major overseas currencies has tended to follow the path of the U.S. dollar. In 1987, however, the Canadian dollar appreciated considerably against the U.S. dollar and thus lost less ground than did the U.S. dollar against these currencies. On a trade-weighted basis, the Canadian dollar appreciated during 1987 as a result of its strength against the U.S. dollar. In the first quarter of 1988, the trade-weighted value of the Canadian dollar rose still higher as the Canadian dollar moved upward against all G-7 currencies but the yen.



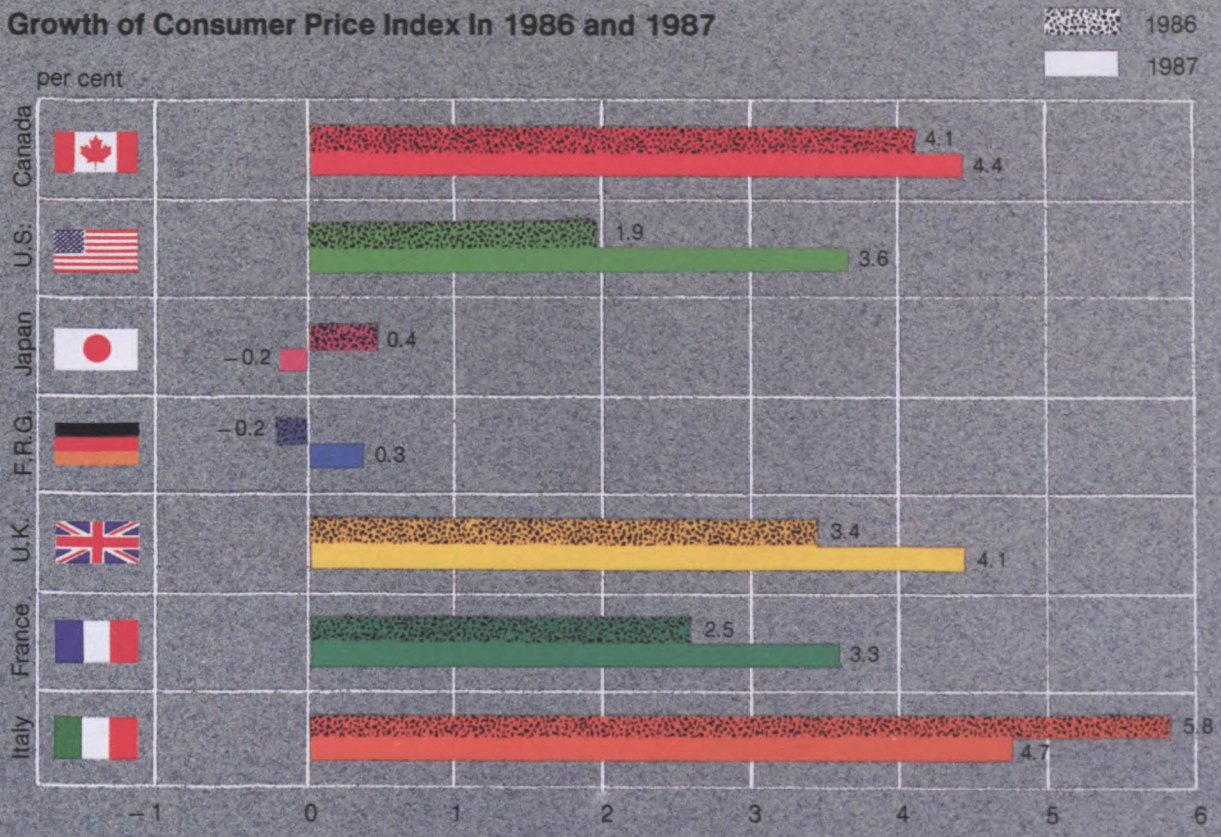
After showing some strength against most currencies in mid-1987, the U.S. dollar resumed its downward trend at an accelerated rate following the October stock market crisis. The strongest currencies during this latter period were those of Japan, the U.K. and the F.R.G. The U.S. dollar has also continued to lose ground through the first quarter of 1988 against the Canadian, French and Italian currencies.



Current Account Balances

The rates of increase of the U.S. deficit and of the surpluses of Japan and the F.R.G. showed signs of slowing down in 1987. Although not captured by the annual figures, nominal imbalances appear to have peaked in mid-1987 with fourth-quarter data pointing to a gradual decline of the U.S. nominal current account deficit. Furthermore, the increased nominal imbalances of 1987 must be seen in the context of the large movements of currency values and terms of trade which took place during the year.

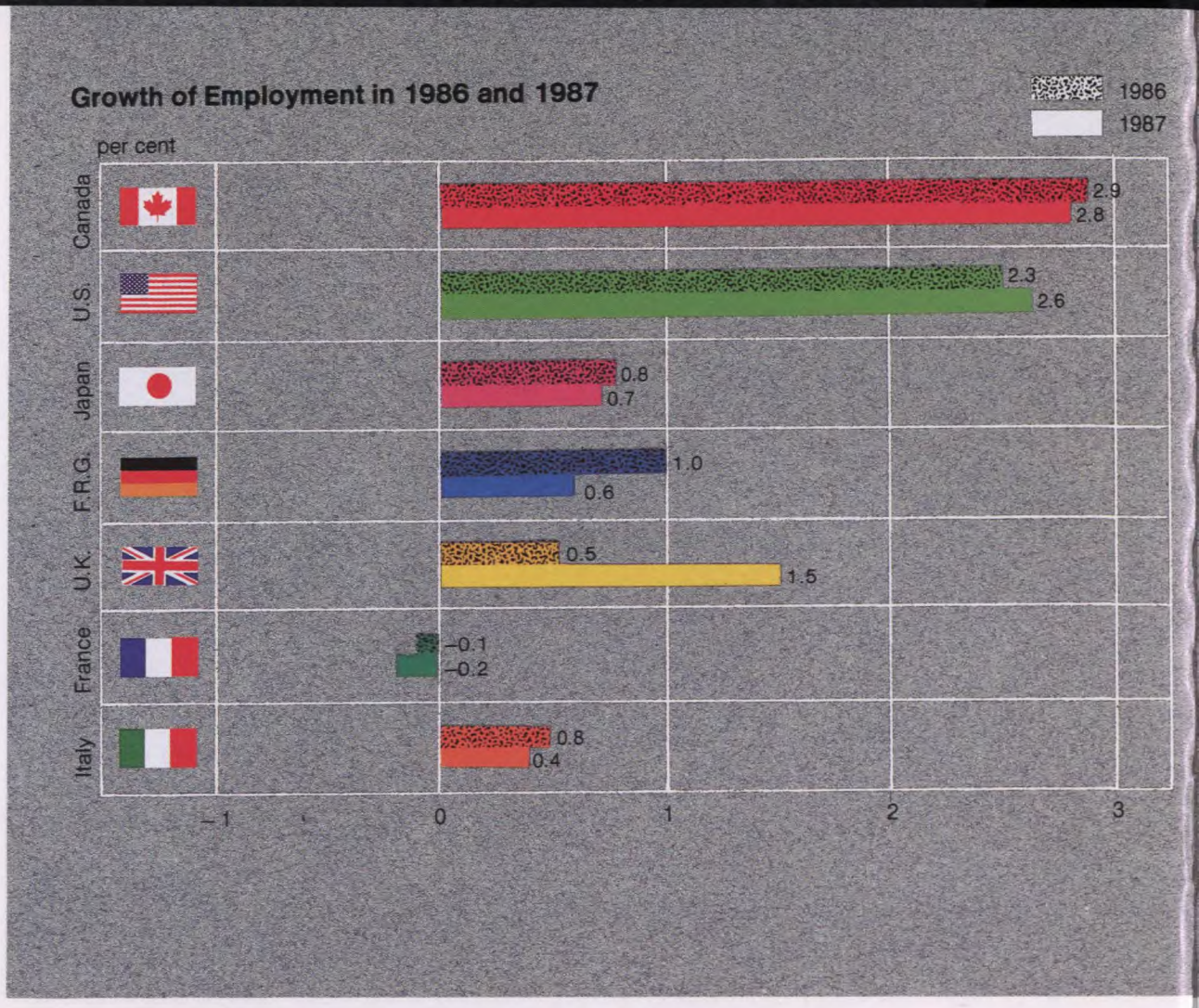
Growth of Consumer Price Index In 1986 and 1987



Exchange rate movements contributed significantly to changes in consumer prices in 1987. In Japan and the F.R.G. particularly, rising currency values translated into lower costs on imported materials and consumer goods, and helped keep overall consumer prices at roughly their 1986 levels.

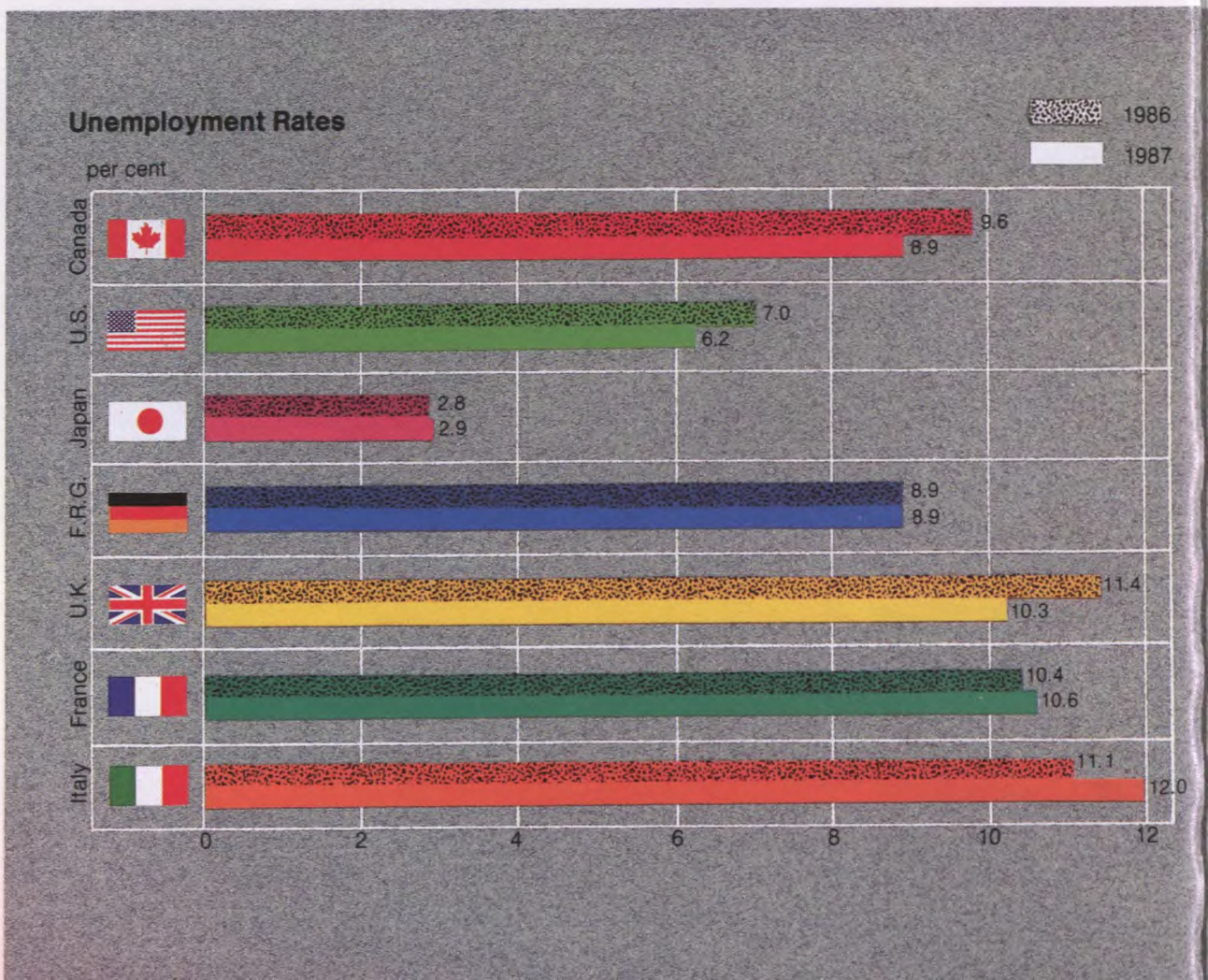
In Canada, the U.S. and the U.K., strong economic growth and higher energy prices pushed inflation upward in 1987. France had higher inflation in 1987 due largely to the upturn in energy prices. In Italy, inflation declined in 1987 from the 1986 level.

Employment growth in 1987 varied considerably across the Summit countries with the most rapid growth posted once again in North America. The number of persons employed grew steadily but more moderately in Japan and the F.R.G. Employment levels in France declined slightly through 1987 while Italy experienced a modest increase.

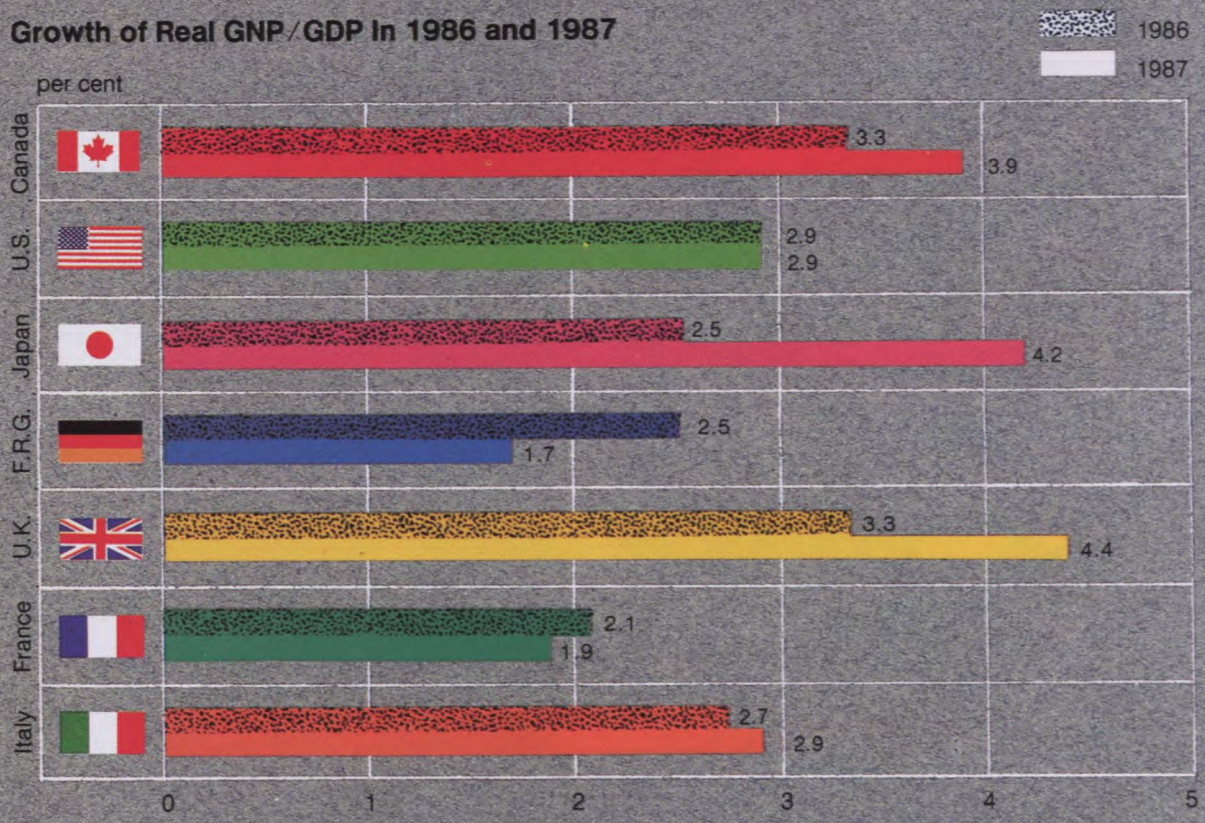


The strong growth performance of Canada, the U.S. and the U.K. brought declines to the rate of unemployment in each of these countries in 1987. For Canada and the U.S., the declines were a continuation of a four-to-five year trend, while in the U.K., the decline is the first of the decade.

Modest employment growth in Japan and the F.R.G. left the unemployment rates of these countries essentially unchanged in 1987 and near their highest levels in recent years. Unemployment in France and Italy edged upward in 1987.

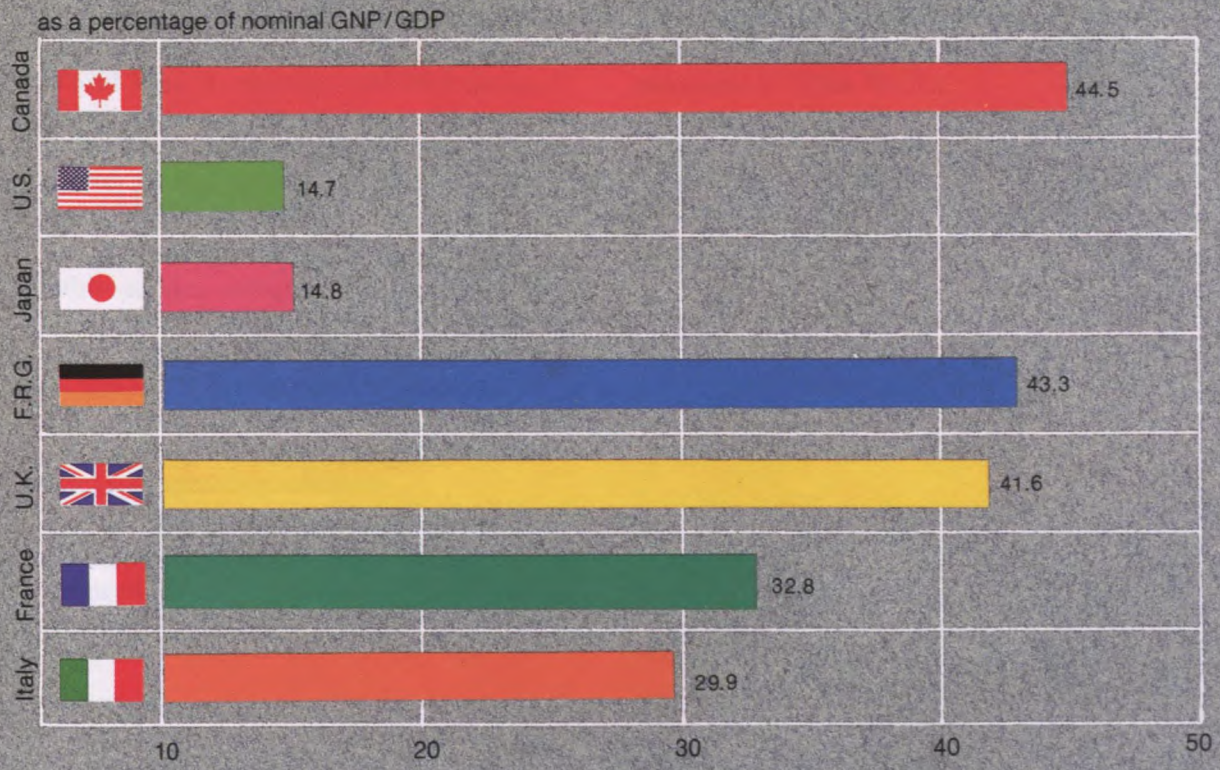


Growth of Real GNP/GDP In 1986 and 1987



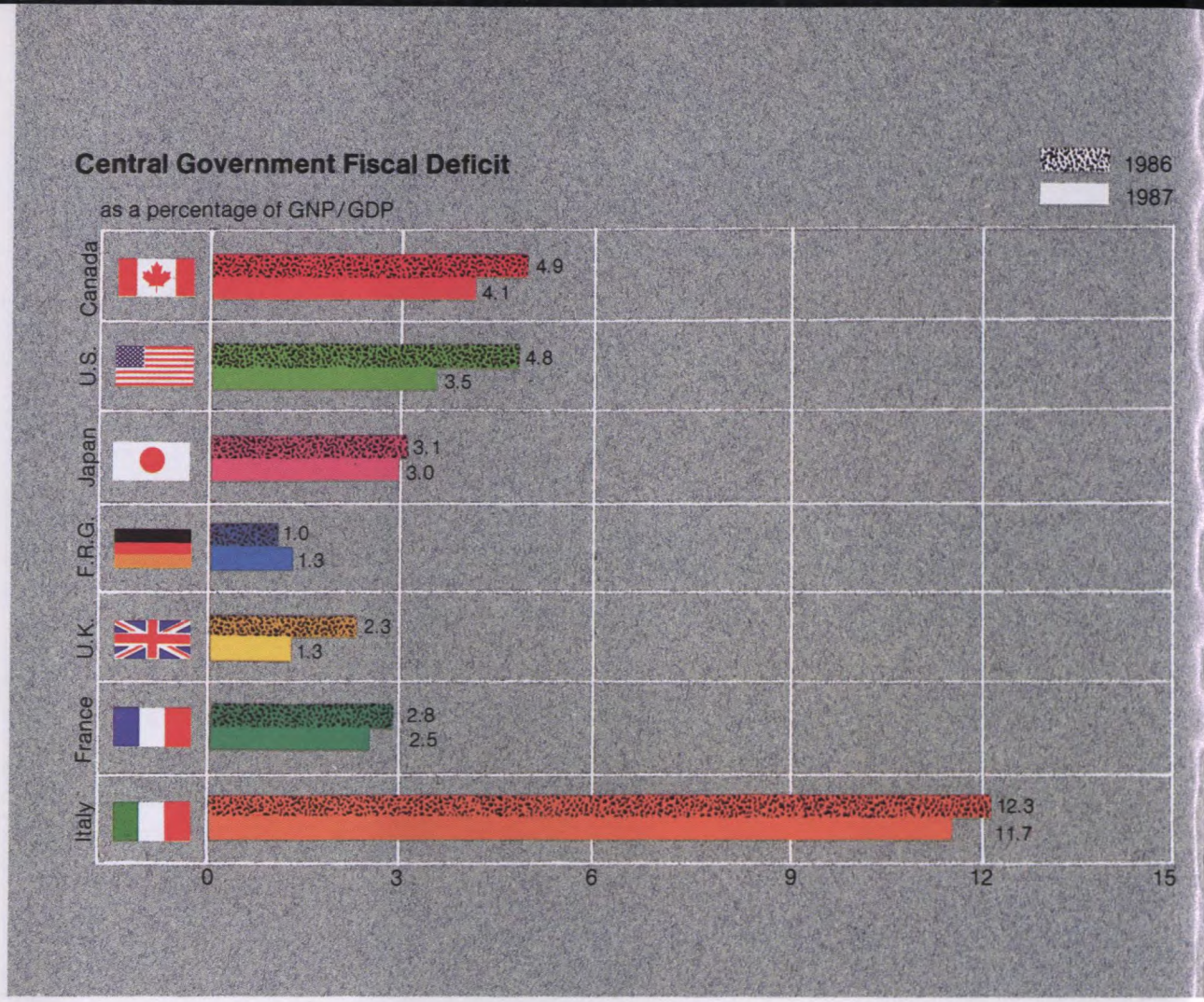
The major OECD countries experienced stronger-than-anticipated growth in 1987 due largely to a marked upswing in economic activity during the second half of the year. As in 1986, the three fastest growing among the Summit countries were the United Kingdom, Japan and Canada.

Total Merchandise Trade in 1987 (Exports Plus Imports)



While exchange rate movements cause considerable fluctuations in annual measures of trade flows, the table provides an indication of the relative magnitude of international trade in the economies of the Summit countries. The table shows clearly the contrast between the large external trade sectors of Canada and the European countries, and the relatively small volume of external trade (as a percentage of GNP/GDP) in the U.S. and Japan.

Fiscal deficits declined as a percentage of GNP/GDP in all Summit countries but the F.R.G. in 1987. Both the consistency across Summit countries and the magnitude of the declines are notable—with Canada, the U.S., and the U.K. achieving deficit reductions of approximately one per cent of GNP/GDP. The F.R.G.'s fiscal deficit remains the lowest among the G-7 despite a stimulative increase in 1987.



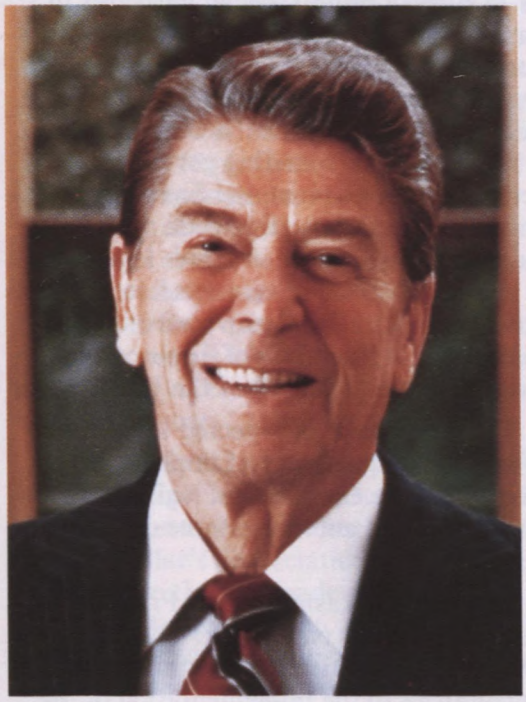
Main sources: OECD Data Base and OECD March 18, 1988 forecasts.

Canadian data: Statistics Canada
US data: Data Resources Inc. (DRI)
Note: The 1987 GDP growth for the UK is a DRI estimate.

Nominal trade balances: IMF international financial statistics

President
Ronald Reagan

United States



Ronald Wilson Reagan was born February 6, 1911 in Tampico, Illinois. He graduated from Eureka College (Illinois) in 1932 with a degree in economics and sociology.

Following a brief career as a sports broadcaster and editor, Mr. Reagan moved to California to work in motion pictures. His film career, interrupted by three years of service in the Army Air Corps during World War II, encompassed 50 feature-length motion pictures. He served six terms as President of the Screen Actors Guild and two terms as President of the Motion Picture Industry Council.

In 1966 Ronald Reagan began his public service career with his election as Governor of California and was elected to a second term in 1970. After completing his second term, Mr. Reagan began a nationally syndicated radio commentary program and newspaper column and undertook an extensive speaking schedule.

In 1975 he campaigned vigorously for the Republican ticket. After the election he renewed his radio, newspaper and speaking schedule.

On November 4, 1980, Ronald Reagan was elected and was sworn in as the 40th President of the United States on January 20, 1981. He was re-elected President in 1984.

This will be President Reagan's eighth economic summit. He will be accompanied by the Secretary of State, George Shultz and the Secretary of the Treasury, James Baker. President Reagan's Personal Representative is Allen Wallis.

Canada — US Relations

Canada and the United States are partners in the largest bilateral trading relationship in the world. They are also allies in the defence of North America and Europe. The defence policy review completed in June 1987 is premised on a continuing strong commitment by Canada to NORAD and NATO.

Canada and the United States are each other's number one customer. In 1987, total two-way merchandise trade was C$175.6 billion, with C$96.3 billion in Canadian exports and C$79.3 billion in imports from the United States. Measured on a value basis, the United States took over 76 per cent of Canadian exports during 1987 and supplied more than 68 per cent of Canadian imports. For the United States, the value of the merchandise traded represents over 23 per cent of total US exports and slightly more than 17 per cent of US imports.

The merchandise trade figures do not in themselves provide a complete picture of the full bilateral economic relationship. In 1987, the US had a surplus on non-merchandise transactions with Canada of C$11.3 billion, with Canadian non-merchandise payments worth C$26.6 billion and receipts worth C$15.3 billion.

The United States and Canada are also the principal destinations for each other's foreign investment. In 1987, the United States had an estimated C$134.7 billion investment of which C$75.2 was direct investment and C$59.5 billion was portfolio investment.

On September 26, 1985, Canada made a formal proposal to negotiate a bilateral trade agreement with the United States. President Reagan and Prime Minister Mulroney pledged their respective governments to an effort to negotiate "a new trade agreement involving the broadest possible package of mutually beneficial reductions in barriers to trade in goods and services." On October 3, 1987, following 18 months of negotiations, Canada and the United States arrived at an agreement-in-principle. The "Elements of the Agreement" were translated into a legal text, formally tabled in the House of Commons on December 11, 1987, and signed by the Prime Minister and the President on January 2, 1988.

In essence, the Free Trade Agreement (FTA) provides for the elimination of all bilateral tariffs and other border restrictions within 10 years, backed up by clearly defined rules of origin; special measures to enhance market access for each other's exporters in the areas of agriculture, energy, automotive products, and wine and distilled spirits; liberalization of the regulatory framework surrounding government procurement, investment and financial services; a precedent-setting code providing for a national treatment in future legislation in a broad range of service sectors; and a variety of institutional provisions to guarantee impartial resolution of disputes and to oversee implementation of the FTA.

The Agreement is expected to be ratified following passage of implementing legislation in the two national legislatures during 1988, and enter into force on January 1, 1989.

The visit to Washington of Prime Minister Mulroney on April 27 and 28, 1988 served to reaffirm the commitment of both countries to the implementation of the Free Trade Agreement, and to achieving a negotiated settlement on the issue of long range transport of air pollutants (acid rain). It was also a further occasion for an acknowledgement of common security concerns; the desire for the ratification of the INF (Intermediate Nuclear Force) Agreement and progress in the Strategic Arms Reduction Talks. In addition, it served to identify priority issues both countries wished to see addressed at the Toronto Economic Summit.

An Overview of the US Economy

In 1987, the US economy completed its fifth year of expansion since the 1981-1982 recession. Real GNP rose by 2.9 per cent in 1987, the third consecutive year of moderate growth, following strong growth in 1983 and 1984. Growth was propelled by consumer expenditure, investment in machinery equipment, and the build-up of inventories. Final domestic demand was moderate, despite a dramatic slowdown during the final quarter of 1987 in the wake of the October 19 stock market drop. Real net exports continued to show improvement during the year.

The US real trade deficit continues to decline, reflecting the increasing competitiveness of American industry as a result of the US dollar's depreciation since early 1985. Since the real trade deficit peaked in the third quarter of 1986, real net exports have improved dramatically. In 1987, the current account deficit reached US$160.7 billion. However, recent data suggest that the corner on the huge US nominal trade deficit has now been turned.

Real GNP expanded at an annual rate of 3.9 per cent in the first quarter of 1988, propelled by a rebound in consumer spending from its fourth quarter decline, a surge in business spending on equipment and continuing improvement in real net exports. Reflecting continued output growth, employment continued to post strong gains and the unemployment rate declined to 5.4 per cent in April — the lowest level since June 1974.

Inflation remains relatively moderate. The CPI rose 3.9 per cent in April 1988 from its previous year level. Wage rates continue to rise in the 3½ per cent range, reflecting the strong undercurrent of cost containment that pervades American industry.

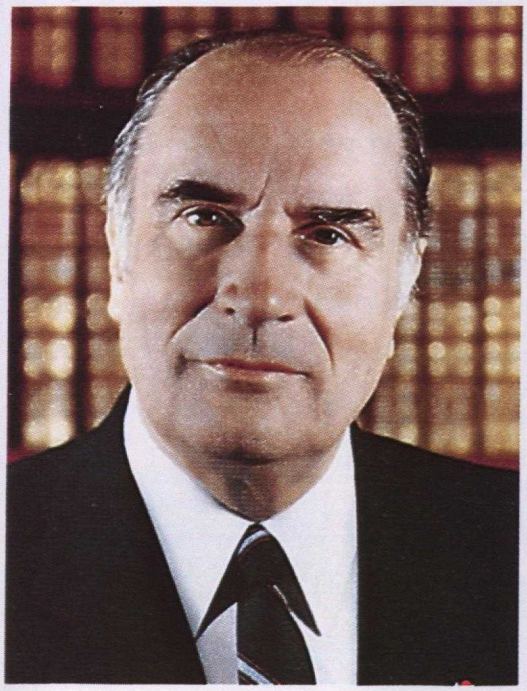
After a steady decline since 1985, the external value of the US dollar has stablized in recent months against a trade-weighted basket of foreign currency.

UNITED STATES
1987
SUMMARY OF
ECONOMIC INDICATORS

Growth of Real GDP/GNP	2.9%
Growth of Employment	2.6%
Unemployment Rate	6.2%
Growth of Consumer Price Index	3.6%
Total Merchandise Trade (exports plus imports) as a percentage of Nominal GDP/GNP	14.7%
Central Government Fiscal Deficit (as a percentage of GDP/GNP)	3.5%
Current Account Balance (billions of U.S. dollars)	−160.7
Nominal Trade Balance (billions of U.S. dollars)	−159.2
Total GDP/GNP per Capita (current U.S. dollars)	18,161
Total Trade per Capita (current U.S. dollars)	2,701

France

President
François Mitterrand



François Mitterrand was born on October 26, 1916 at Jarnac. He studied sociology and French literature, obtained a degree in law and holds advanced degrees in public law and political science.

After serving as a sergeant in the colonial infantry during World War II, Mr. Mitterrand became a member of the first government of France to follow the Liberation, with the title of Secretary General for Prisoners of War, Displaced Persons and Refugees.

In 1946, he was elected as member of Parliament for the Nièvre. In 1947, he made his cabinet debut as Minister of Veterans' Affairs. During the period of the Fourth Republic, Mr. Mitterrand was a member of 11 successive governments. He was defeated in the parliamentary elections of December 1958.

In 1962, François Mitterrand regained his seat in the National Assembly. He ran for the presidency against General de Gaulle in 1965, placing a close second.

He brought together several parties of the Left and in 1971 was elected as First Secretary of the Socialist Party. In the 1974 presidential election, he was narrowly defeated by Valéry Giscard d'Estaing.

On May 10, 1981 Mr. Mitterrand was elected President of the Republic. On May 8, 1988 he was re-elected to the Presidency for a second term.

President Mitterrand will attend his eighth economic summit. He will be accompanied by his Foreign Minister, Roland Dumas, and his Finance Minister, Pierre Bérégovoy. His Personal Representative is Jacques Attali.

Canada — France Relations

Highlighting Canada-France relations since the last Summit, was the visit to Canada by then Prime Minister Jacques Chirac in August 1987 and the visit to France by Canadian Governor General Jeanne Sauvé in January 1988.

Trade between Canada and France reached $2.5 billion in 1987. Canada's exports rose by 7 per cent, while French exports declined by 5 per cent. The strong performance of Canadian exports helped this country to reduce its trade deficit from $500 to $445 million.

Scientific exchange is also important and the two countries are focusing their efforts in the areas of space and biotechnology. Canada and France are also looking for ways to develop their cooperation in cold areas' technology, communications, advanced materials, environment and transport. The Summit of la Francophonie helped to expand cooperation in various domains, including culture and communication. France contributed to the inauguration of the new National Gallery in Ottawa with a substantial exposition of 175 works by Degas. Canadian TV viewers will soon benefit from the new international francophone network TV-5. The new network will feature production from France, Belgium, Switzerland and Canada.

FRANCE
1987
SUMMARY OF
ECONOMIC INDICATORS

Growth of Real GDP/GNP	1.9%
Growth of Employment	−0.2%
Unemployment Rate	10.6%
Growth of Consumer Price Index	3.3%
Total Merchandise Trade (exports plus imports) as a percentage of Nominal GDP/GNP	32.8%
Central Government Fiscal Deficit (as a percentage of GDP/GNP)	2.5%
Current Account Balance (billions of U.S. dollars)	−4.4
Nominal Trade Balance (billions of U.S. dollars)	−8.1
Total GDP/GND per Capita (current U.S. dollars)	15,664
Total Trade per Capita (current U.S. dollars)	5,397

United Kingdom

Prime Minister
Margaret Thatcher

Margaret Thatcher has served as Prime Minister of the United Kingdom since May 4, 1979. She is Britain's first woman Prime Minister and the first Prime Minister this century to be elected to serve three consecutive terms.

Born in October 1925, in Grantham, Mrs. Thatcher was educated at Oxford, obtaining a degree in natural science and a Master of Arts. She spent four years as a research chemist and read for the Bar during this time. She was called to the Bar by Lincoln's Inn in 1954, and practised as a barrister, specialising in taxation law.

Mrs. Thatcher contested two parliamentary elections for the Conservative Party before being elected to the House of Commons in 1959. Her first ministerial appointment was in 1961, as Parliamentary Secretary to the then Minister of Pensions and National Insurance. She was a front-bench spokesperson for the Conservative Party in opposition and became a member of the Shadow Cabinet. On her party's return to office in 1970, Mrs. Thatcher was appointed Secretary of State for Education and Science and was made a Privy Counsellor. She was elected Leader of the Conservative Party, and thus Leader of the Opposition, in February 1975.

This will be Prime Minister Thatcher's 10th economic summit. She will be accompanied by Foreign and Commonwealth Secretary Sir Geoffrey Howe and Chancellor of the Exchequer Nigel Lawson. Mrs. Thatcher's Personal Representative is Nigel Wicks.

Canada — UK Relations

Canada's relations with the UK are especially close, although they have changed considerably over the years. Two important events — the British entry into the European Common Market in 1973 and, on the Canadian side, the growing concentration of trade with the United States and the Pacific Rim countries — have influenced the relationship.

The United Kingdom remains Canada's most important trading partner in Europe, and third-largest trading partner overall after the United States and Japan. Two-way merchandise trade with the United Kingdom for 1987 grew to $7.2 billion, an increase of 14 per cent over 1986. The UK enjoyed a trade surplus of about $1.5 billion due largely to North Sea oil exports to Canada. Canadian exports to the UK rose by almost five per cent to $2.8 billion, representing about 30 per cent of all Canadian exports to the European Communities. However, this increase in total value of trade with the UK occurred despite an overall decline in the average exchange rate of the Canadian dollar against sterling during this period. In 1987, a new bilateral air agreement between the two countries was signed, promising significant improvement in air services.

UNITED KINGDOM
1987
SUMMARY OF
ECONOMIC INDICATORS

Growth of Real GDP/GNP	4.4%
Growth of Employment	1.5%
Unemployment Rate	10.3%
Growth of Consumer Price Index	4.1%
Total Merchandise Trade (exports plus imports) as a percentage of Nominal GDP/GNP	41.6%
Central Government Fiscal Deficit (as a percentage of GDP/GNP)	1.3%
Current Account Balance (billions of U.S. dollars)	−4.2
Nominal Trade Balance (billions of U.S. dollars)	−16.0
Total GDP/GNP per Capita (current U.S. dollars)	11,598
Total Trade per Capita (current U.S. dollars)	4,993

Federal Republic of Germany

Chancellor
Helmut Kohl

Helmut Kohl was born on April 3, 1930 in Ludwigshafen. He studied law, political science and history at the universities of Frankfurt and Heidelberg. He was a research fellow at the Alfred Weber Institute of the University of Heidelberg and received his doctorate in 1958.

Dr. Kohl joined the Christian Democratic Union (CDU) in 1947; and by 1955 he had become a member of the CDU Executive for the Land Rheinland-Pfalz. In 1959, Dr. Kohl was elected to the Land's State Assembly and between 1969 and 1976 he served as the Minister President (Premier) of the Land. He has been a member of the Bundestag (Federal Lower House) since 1976, the same year in which he was the CDU candidate for Chancellor and became Chairman of the CDU/CSU Bundestag caucus.

Chancellor Kohl will make an official visit to Canada June 15-18, 1988.

Toronto will be Chancellor Kohl's sixth economic summit. He will be accompanied by Foreign Minister and Vice-Chancellor, Hans-Dietrich Genscher; the Federal Minister of Finance, Dr. Gerhard Stoltenberg; and the Federal Minister of Economics, Dr. Martin Bangemann. Chancellor Kohl's Personal Representative is Dr. Hans Tietmeyer.

Canada — FRG Relations

Canada-FRG relations are close and cooperative, rooted in common membership in the Atlantic Alliance, the OECD, the Economic Summits, the United Nations and other international forums, as well as in strong trade and economic ties. Cooperation within NATO has created a unique relationship through the commitment of nearly 7,500 Canadian troops and their families to Canadian bases in the FRG, and the training of 5,500 German soldiers and airmen annually in Canada at Shilo and Goose Bay. Increasing scientific, technological, cultural and academic exchanges are broadening the partnership.

Two-way trade between Canada and the FRG has grown dramatically over the last decade to its present level of over $5 billion. The FRG has consistently enjoyed a trade surplus with Canada. In 1987, this surplus stood at $2 billion. The trade surplus decreased from previous years because of a 20 per cent growth in Canadian exports to the Federal Republic of Germany in 1987. A particularly promising sector for future market development is the high technology and manufacturing sector. The FRG continues to be an important source of foreign direct investment. Efforts are being made to expand investment through an active investment development program launched by Canada in the FRG.

FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY
1987
SUMMARY OF
ECONOMIC INDICATORS

Growth of Real GDP/GNP	1.7%
Growth of Employment	0.6%
Unemployment Rate	8.9%
Growth of Consumer Price Index	0.3%
Total Merchandise Trade (exports plus imports) as a percentage of Nominal GDP/GNP	43.3%
Central Government Fiscal Deficit (as a percentage of GDP/GNP)	1.3%
Current Account Balance (billions of U.S. dollars)	44.3
Nominal Trade Balance (billions of U.S. dollars)	70.0
Total GDP/GNP per Capita (current U.S. dollars)	18,380
Total Trade per Capita (current U.S. dollars)	8,540

Japan

Prime Minister
Noboru Takeshita

Noboru Takeshita was born on February 26, 1924, in a village in Shimane Prefecture in Western Japan. He received his higher education at Waseda University. Toward the end of World War II he was conscripted into the army as a trainee pilot; and he returned to Waseda after the war to complete his studies, graduating from the School of Commerce in 1947.

Mr. Takeshita then returned to his hometown as a teacher. In 1951 he was elected to the Shimane Prefectural Assembly. After serving for seven years, Mr. Takeshita won his first election to the House of Representatives in 1958. He has served in the Diet for 11 consecutive terms (30 years).

In 1971, Mr. Takeshita entered the Cabinet for the first time, serving as Chief Cabinet Secretary. He was again appointed Chief Cabinet Secretary in 1974, and later served as Construction Minister. He has served for a total of five terms in the post of Minister of Finance, being appointed for the first time in 1979 and keeping the post from November 1982 to July 1986.

From July 1986 to October 1987, Mr. Takeshita served as Secretary General of the Liberal Democratic Party (LDP). In July 1987, he became the Leader of the Keiseikai, the largest faction in the LDP. On November 6, 1987, Mr. Takeshita was appointed Prime Minister.

Toronto is Prime Minister Takeshita's sixth economic summit. He attended the Summit of 1980, and summits from 1983 to 1986 as Japan's Finance Minister. He will be accompanied by Sosuke Uno, Foreign Minister and Kiichi Miyazawa, Finance Minister. His Personal Representative is Hiroshi Kitamura.

Canada — Japan Relations

Japan is the Western world's second greatest economic power, and Canada's largest export market after the United States. Canadian exports to Japan in 1987 increased by $1 billion (19 per cent) to reach a total of $7 billion, concentrated in energy, minerals, agriculture, fisheries, and forest products. The economic recovery in Japan was the result of strong growth in domestic demand, combined with rapid appreciation of the yen. This recovery fueled a resurgence in Canadian exports. Currency realignments and Japan's large capital surpluses have encouraged many Japanese manufacturers to invest in foreign markets. In 1987, total Japanese direct investment in Canada reached an estimated $3.8 billion with portfolio investment in excess of $35 billion. Japanese tourism to Canada has increased by more than 30 per cent in each of the past two years. Canadians are focusing more attention and resources on cooperation with Japan in the acquisition and application of technology.

In recognition of Japan's increased international role, Canada has expanded markedly its bilateral relations in the areas of economic, cultural, political and other exchanges.

JAPAN
1987
SUMMARY OF
ECONOMIC INDICATORS

Growth of Real GDP/GNP	4.2%
Growth of Employment	0.7%
Unemployment Rate	2.8%
Growth of Consumer Price Index	−0.2%
Total Merchandise Trade (exports plus imports) as a percentage of Nominal GDP/GNP	14.8%
Central Government Fiscal Deficit (as a percentage of GDP/GNP)	3.0%
Current Account Balance (billions of U.S. dollars)	86.7
Nominal Trade Balance (billions of U.S. dollars)	96.5
Total GDP/GNP per Capita (current U.S. dollars)	19,250
Total Trade per Capita (current U.S. dollars)	3,128

Italy

Prime Minister

Ciriaco De Mita

Ciriaco De Mita was born on February 2, 1928 near Avellino in the south of Italy. Following his secondary education, Mr. De Mita was awarded a scholarship to the Catholic University of Milan where he obtained a degree in law.

Mr. De Mita joined the Christian Democratic Party (CD) in the 1950s; and he was elected national advisor of the CD in 1956. In 1962, having served in other public functions at the regional level, he became Secretary of his party for the region of Campania.

Elected deputy for the first time in 1963, Mr. De Mita has been re-elected in every subsequent election. From 1968-1969 he was Under-Secretary for Regional Affairs. From 1969-1973, Mr. De Mita was Associate Secretary General of the CD. Then, from July 1973 to January 1979 he directed, in succession, the ministries of Industry, Foreign Trade and Southern Italy in six different cabinets. In 1979, he was re-elected Associate Secretary General of the CD where he served until 1982 when he became Secretary General. He continues to occupy this position having been re-elected twice.

Toronto will be Prime Minister De Mita's first economic summit. He will be accompanied by the Italian Foreign Minister, Giulio Andreotti, and the Minister of the Treasury, Giuliano Amato. His personal representative is Mario Sarcinelli.

Canada — Italy Relations

The Canadian-Italian commmunity of nearly one million provides considerable support for Canada's vigorous relationship with Italy. The community accounts in large measure for tourism from Canada to Italy and was a dominant factor in the conclusion in 1979 of the bilateral Social Security Agreement and the Cultural Accord in 1984.

Two-way trade increased from $2.4 billion in 1986 to a little more than $2.5 billion in 1987. While imports showed little increase in 1987, exports rose nearly $145 million to $836 million. The Canadian trade imbalance therefore narrowed slightly to $850 million in 1987, from $1 billion in the previous year.

Two important trade and industrial missions to Italy have taken place in the past year. Canada signed a protocol of cooperation with the Italian National Office Of Hydrocarbons (ENI). As well, the Italian Corporation ANSALDO Transporti (IRI Group) and the Canadian UTDC Company (Lavalin Group) entered into an agreement that provides for technological exchanges in the area of transportation.

ITALY
1987
SUMMARY OF
ECONOMIC INDICATORS

Growth of Real GDP/GNP	2.9%
Growth of Employment	0.4%
Unemployment Rate	12.0%
Growth of Consumer Price Index	4.7%
Total Merchandise Trade (exports plus imports) as a percentage of Nominal GDP/GNP	29.9%
Central Government Fiscal Deficit (as a percentage of GDP/GNP)	11.7%
Current Account Balance (billions of U.S. dollars)	0.4
Nominal Trade Balance (billions of U.S. dollars)	−2.4
Total GDP/GNP per Capita (current U.S. dollars)	13,108
Total Trade per Capita (current U.S. dollars)	4,210

European Communities

President of the Commission
Jacques Delors

Jacques Delors, a French national born in 1925, has been President of the Commission of the European Communities since January 1985. He has combined a number of careers — banker, public servant, academic and politician. He was Economics and Finance Minister of France from 1982 to 1984.

As President of the Commission, Mr. Delors has been a powerful force for the reform and revitalization of the European Community (EC). His Presidency has seen initiatives such as Europe 1992 — a program to remove all remaining internal barriers to the free flow of goods, services, people and capital by 1992. Mr. Delors has also maintained a strong and direct interest in monetary affairs; he is seeking stronger central economic coordination within the Communities to complement the Europe 1992 program.

Mr. Delors will be accompanied by Willy De Clercq, Commissioner for External Relations and Trade Policy; Peter Schmidhuber, Commissioner for Economic Affairs; and Pascal Lamy, his Personal Representative and Chef de Cabinet.

The European Communities

The European Communities are a supranational entity joining 12 member states in three Communities (the European Economic Community or Common Market; the Coal and Steel Community; and the Atomic Energy Community); they are known collectively as the European Community, or EC. The current members are France, Italy, the FRG, the United Kingdom, Belgium, Denmark, the Netherlands, Greece, Ireland, Spain, Portugal and Luxembourg. These countries have yielded certain sovereign powers to the EC, notably external and internal trade, agriculture and fisheries.

The two bodies most closely involved in running the EC are the Commission of the Economic Communities — its executive branch; and the Council — made up of Ministers from the member states. The Presidency of the Council is held for six months on a rotational basis by one of the member states; as the FRG now holds the Presidency, Chancellor Kohl will attend the Summit as President of the European Council as well as head of government of the FRG. While the Commission has the

exclusive right of initiating EC policies and legislation, it can act only on authority remitted by the founding treaties or by a vote of the Council. The Council retains control of European Political Cooperation, the process of developing and implementing a European foreign policy.

Canada — EC Relations

Member nations of the European Community are, collectively, Canada's second largest trading partner. Two-way trade between Canada and the EC increased 9.7 per cent in 1987 to $C22.6 billion. While export growth remained very strong (16.7 per cent in 1987), import growth slowed to 5.5 per cent as a result of the appreciation of EC currencies, narrowing our trade deficit to $C4.4 billion. On the basis of 1985 figures (the latest available), the EC is our second largest source of investment ($C14.2 billion) and the second most popular destination for Canadian investment abroad (almost $C6.2 billion).

Canada's relationship with the EC is diverse and dynamic. We are expanding our trade and investment relationship and our successful industrial and scientific/technological cooperation programs. There are problems, of course, particularly in the areas of agricultural trade and fisheries. Canada objects to EC export subsidies that disrupt Canada's domestic and export markets for agricultural commodities (e.g. manufacturing-grade beef and wheat flour respectively), and has difficulty with certain EC veterinary and phytosanitary measures.

The EC, for its part, maintains that the practices of Canada's provincial liquor boards have cost it sales and market share. The EC has also objected to Canada's countervailing duty action on Irish and Danish beef.

In the fisheries sector, differences with the EC centre on the management of fish stocks in waters adjacent to the Canadian economic zone, the closure of Canadian ports, and other measures taken in response to overfishing.

EUROPEAN COMMUNITIES
1987
SUMMARY OF
ECONOMIC INDICATORS

Growth of Real GDP/GNP	2.4%
Growth of Employment	0.9%
Unemployment Rate	11.6%
Growth of Consumer Price Index	3.2%
Current Account Balance (billions of U.S. dollars)	40.7
Nominal Trade Balance (billions of U.S. dollars)	1.2
Total GDP/GNP per Capita (current U.S. dollars)	13,180

Glossary of Economic Terms

Balance of Payments

A tabulation of a country's credit and debit transactions with other countries and international institutions. These transactions are divided into two broad groups: Current Account and Capital Account.

Balance of Trade

A component of the balance of payments, or the surplus or deficit that results from comparing a country's expenditures on merchandise imports and receipts derived from its merchandise exports.

Capital Account

That portion of a country's balance of payments that records capital transactions including financial flows related to international direct investment, investment in government and private securities, international bank transactions, and changes in official gold holdings and foreign exchange reserves.

Common Agricultural Policy (CAP)

A set of policies and devices by which member states of the European Community (EC) seek to merge their individual agricultural programs into a unified effort to promote regional agricultural development, fair and rising standards of living for the farm population, stable agricultural markets, increased agricultural productivity, and methods of dealing with security of food supply.

Current Account

That portion of a country's balance of payments that records current transactions, including visible trade (exports and imports), invisible trade (income and expenditures for services), profits earned from foreign operations, interest and transfer payments.

Current Account Imbalances

The surplus or deficit in a country's aggregate total transactions in merchandise trade, services, private and official transfers.

Enhanced Structural Adjustment Facility (ESAF)

(See Structural Adjustment Facility)

European Currency Unit (ECU)

A "basket" of specified amounts of each EC currency (except those of Spain and Portugal, which will be added in 1989). Its value is determined by using the current market rate of each member currency. The ECU is also the EC's accounting unit. Each EC currency is included in the "basket" of currencies.

European Monetary System (EMS)

Established in 1979, it was designed to create a zone of monetary stability to minimize wild currency fluctuations. The EMS is based on a system of fixed but adjustable exchange rates, resting on a variety of intervention and credit mechanisms. Its core is the European Currency Unit (ECU), which is used to fix bilateral central rates for the eight participating EC currencies.

External Imbalances

Another term for current account or balance of payments surplus or deficit.

Functioning of the GATT System (FOGS)

A negotiating group established in the Uruguay Round to improve the operation of the GATT as a trade policy organization, including, inter alia, enhancing the role of Ministers, improving surveillance and fostering better links with the IMF and World Bank.

Louvre Accord

The agreement achieved at the Group of Seven (G-7) Finance Ministers meeting, held in Paris on February 22, 1987. The Ministers agreed that there was a need to intensify economic policy coordination efforts in order to promote more balanced global growth and to reduce existing fiscal and external imbalances. To this end, each country undertook specific commitments for policy action. The accord contained measures to stimulate domestic demand in the economies of Japan and the Federal Republic of Germany and to reduce the US fiscal deficit.

Macroeconomic Policy

Policy geared toward influencing the overall aggregates of the economy, such as employment, production, and the rate of inflation, through measures affecting the fiscal balance and the supply of money and credit.

Multilateral Trade Negotiations (MTN)

The negotiations of the Contracting Parties of the General Agreement on Tariffs and Trade. (See GATT in next section)

Multilateral Surveillance

The use of economic indicators to compare economic policies among countries and the analysis of the interaction of those economic policies.

The Group of Seven (G-7) Finance Ministers has developed and implemented strengthened arrangements for multilateral surveillance and coordination. As was noted in the Venice Summit Economic Declaration, the new process of coordination, involving the use of economic indicators, will enhance efforts to achieve more consistent and mutually compatible policies by Summit countries. (See Group of Seven in next section.)

Newly Industralizing Economics (NIEs)

Developing economies that have sustained rapid growth (over 6 per cent per annum) of their gross national product over the past 15 years, and have a high proportion of manufactured products as a percentage of total exports. Currently, the economies identified as NIEs include the Republic of Korea, Singapore, Taiwan and Hong Kong.

Plaza Agreement

The Group of Five Finance Ministers (G-5) — from France, the Federal Republic of Germany, Japan, the United States and the United Kingdom met at the Plaza Hotel in New York in September 1985. The formal communiqué prepared at the meeting was the first public statement released by the G-5.

The Ministers agreed to a coordinated exchange market intervention that would drive down the value of the US dollar as it was too strong in relation to other currencies and no longer reflected fundamental economic conditions.

Punta Del Este

A city in Uruguay that hosted the conference that launched the Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations.

Sherpas

The personal representatives of the leaders of the Summit countries, who are responsible for overseeing the preparatory process for the Summit meetings and advising their leaders on Summit matters. The sherpas, at their preparatory meetings, seek out areas of agreement which may form the elements of a Summit consensus approach on the main issues.

Prime Minister Mulroney's Personal Representative is Dr. Sylvia Ostry, who is also Canada's Ambassador for Multilateral Trade Negotiations.

Special Drawing Rights (SDRs)

These were created in 1969 by the International Monetary Fund (IMF) as a supplemental international monetary reserve asset. SDRs are available to governments through the Fund and may be used in transactions between the Fund and member governments. IMF member countries have agreed to regard SDRs as complementary to gold and reserve currencies in settling their international accounts. The SDR has become the unit of account used by the Fund and several national currencies are pegged to it.

Structural Adjustment

The adjustment of economies and institutions to microeconomic factors and to regulatory and institutional reforms. Structural features of national economies include the supply and allocation of factors of production; the market for goods and services; and the taxing, spending and regulatory functions of the public sector.

Structural Adjustment Facility (SAF) and Enhanced Structural Adjustment Facility (ESAF)

A funding facility of the International Monetary Fund, established in 1986, which provides loans to low-income member countries that are facing protracted balance of payments problems in support of medium-term macroeconomic and structural adjustment programs.

The Enhanced Structural Adjustment Facility, established in December 1987, strengthens the ability of the international financial community to support the structural adjustment growth-oriented programs of eligible countries by increasing significantly the resources available to low-income countries.

TRIMS

Trade Related Investment Measures. A Uruguay Round negotiating group established to examine the trade restrictive and distorting effects of investment measures. The group will develop, as appropriate, GATT provisions which would avoid such adverse affects.

TRIPS

Trade Related Intellectual Property. A Uruguay Round negotiating group established to pursue the objective of classifying GATT provisions and developing appropriate new rules on intellectual property.

International Economic Organizations and Institutions

Cairns Group

The Cairns Group of agricultural exporters is a group of 13 diverse countries (Argentina, Australia, Brazil, Canada, Chile, Colombia, Hungary, Indonesia, Malaysia, New Zealand, Philippines, Thailand and Uruguay) whose common goal is to promote agricultural trade reform.

The Group was named after Cairns, Australia, the site of its first ministerial level meeting, held in August 1986. Its efforts are credited with establishing far-reaching objectives for agriculture in the Uruguay Round.

The Cairns Group Ministers last met in San Carlos de Bariloche, Argentina from February 24-26, 1988. Canada hosted the previous year's Ministerial Meeting of the Cairns Group in Ottawa, May 21-23, 1987.

General Agreement on Tariffs and Trade (GATT)

The General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) is a multilateral trade agreement which came into force in 1948. The GATT is the international instrument which lays down trade rules accepted by countries responsible for most of the world's trade. The Secretariat of the GATT has its headquarters at the United Nations in Geneva. The basic aim of the GATT is to liberalize world trade; and under its auspices there have been seven rounds of trade liberalization talks (Multilateral Trade Negotiations). In September 1986, agreement was reached to launch the new round of multilateral trade negotiations known as the Uruguay Round. In December, Canada will host in Montreal a Mid-term Conference of Trade Ministers to review progress made and provide new impetus to the negotiations. The GATT has 96 member states, including Canada. The Director-General is Arthur Dunkel (Switzerland).

Group of Seven (G-7)

At the 1986 Tokyo Economic Summit, the Group of Seven Finance Ministers, with participation from all Summit countries, was created to work towards more effective surveillance, cooperation and coordination of international economic policies with a view to improving the economic performance of the major countries.

Since its formation in May 1987, the G-7 has met several times, including in Paris in February 1987, when the Louvre Accord was reached. The Managing Director of the IMF has participated in these sessions. On December 22, 1987, the Group issued a Statement reaffirming the principles of the Accord; this approach was confirmed at the Group's April 1988 meeting.

G-7 activities represent important steps in the process of multilateral surveillance of their economies pursuant to the arrangements for strengthened economic policy cooperation and coordination agreed to at Tokyo.

International Development Association (IDA)

The International Development Association (IDA) is the concessional financing arm of the World Bank. IDA loans are concentrated in the very poor developing countries and are issued at no interest, with very long grace and repayment periods. The IDA obtains its funds mainly from the contributions of its richer members. Replenishments are arranged every three years through negotiations among the IDA's donors.

To the end of 1987, Canada has paid US$2,343,800 to the IDA.

International Monetary Fund (IMF)

The International Monetary Fund (IMF) was established in December 1945. Its purpose is to promote international monetary cooperation and, through enhancing the openness and stability of the international payments system, to promote international trade. The Fund makes financing available to member countries in balance-of-payments difficulties and assists them in improving their economic management. It also oversees the functioning of the international monetary system.

The Interim Committee of the Board of Governors, established in 1974, usually meets twice a year. It comprises 22 members, representing the same countries or groups of countries as those on the Board of Executive Directors. The Development Committee (the Joint Ministerial Committee of the Board of Governors of the World Bank and the IMF on the Transfer of Real Resources to Developing Countries) was also set up in 1974 with a structure similar to that of the Interim Committee. It reviews development policy issues and financing requirements. There are 151 member nations of the IMF, including Canada. Its Managing Director is Michel Camdessus (France). The Governor for Canada is Finance Minister Michael Wilson.

Organization for Economic Co-operation and Development (OECD)

The Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) was founded in 1961 and replaced the Organization for European Economic Cooperation (OEEC) which was established in 1948 in connection with the Marshall Plan. The OECD, which has its headquarters in Paris, is the forum where representatives of the governments of the industralized democracies share information on their domestic economies and consult on approaches to international economic issues. It also discusses social policy. The OECD Council, comprising all 24 member states, including Canada, usually meets once a year at the ministerial level. The last meeting took place May 18-19, 1988. The Secretary-General is Jean-Claude Paye (France).

Paris Club

The Paris Club is an informal group of representatives of official creditors who meet under the chairmanship of the French Treasury. They meet in order to reschedule direct government credits and government guaranteed commercial credits which have been provided to other countries. While the club has been in existence since the 1950s, its meetings were irregular until the onset of widespread debt-servicing difficulties among developing countries in the 1980s. Since then, its meetings have been monthly. Standard Paris Club procedures involve stretching out a country's payment of principal—and in many cases, of interest—over a period of 10 years; although for the poorest countries this period has been extended to 15-20 years. In return, the debtor country is required to adopt a program of economic reform, generally in the form of an IMF standby arrangement, which will improve its economic and financial situation so that the debt can eventually be paid.

United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD)

The United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) meets every four years at the ministerial level to consider international economic questions that affect the development plans and prospects of the developing countries. It has a permanent secretariat and a number of bodies and committees that meet on a regular basis in Geneva. UNCTAD VII, held last year, produced for the first time an agreed assessment of the world economic situation along with some practical policy and work orientations for the international community.

Canada supports UNCTAD financially through an annual assessed contribution to the UN budget. In addition, Canada provides approximately $1.2 million per year for trade development and promotion training projects implemented by the UNCTAD/GATT International Trade Centre.

World Bank

The World Bank is a group of three institutions: the International Bank for Reconstruction and Development (IBRD), which was established in 1945; the International Development Association (IDA); and the International Finance Corporation (IFC). (A fourth institution, the Multilateral Investment Guarantee Agency (MIGA), will be launched officially on June 8, 1988.) The common objective of the three institutions is to help raise standards of living in developing countries by channelling financial resources to those countries from developed countries. There are 151 member nations of the IBRD, including Canada. The President is Barber Conable (USA). Tradition has it that the President of the IBRD comes from the USA while the Managing Director of the IMF comes from Europe.

The Governor for Canada is Michael Wilson, Minister of Finance. Canada is the Bank's ninth largest contributor, providing about $285 million to the World Bank Group in 1986-87.

Venice Economic Summit Declaration, June 10, 1987

Introduction

1. We, the Heads of State or Government of the seven major industrialized countries and the representatives of the European Community, have met in Venice from 8 to 10 June 1987, to review the progress that our countries have made, individually and collectively, in carrying out the policies to which we committed ourselves at earlier summits. We remain determined to pursue these policies for growth, stability, employment, and prosperity for our own countries and for the world economy.

2. We can look back on a number of positive developments since we met a year ago. Growth is continuing into its fifth consecutive year, albeit at lower rates. Average inflation rates have come down. Interest rates have generally declined. Changes have occurred in relationships among leading currencies which over time will contribute to a more sustainable pattern of current account positions, and have brought exchange rates within ranges broadly consistent with economic fundamentals. In volume terms, the adjustment of trade flows is under way; although in nominal terms, imbalances so far remain too large.

Macroeconomic policies and exchange rates

3. Since Tokyo, the summit countries have intensified their economic policy coordination with a view to ensuring internal consistency of domestic policies and their international compatibility. This is essential to achieving stronger and sustained global growth, reduced external imbalances and more stable exchange rate relationships. Given the policy agreements reached at the Louvre and in Washington, further substantial shifts in exchange rates could prove counterproductive to efforts to increase growth and facilitate adjustment. We reaffirm our commitment to the swift and full implementation of those agreements.

4. We now need to overcome the problems that nevertheless remain in some of our countries: external imbalances that are still large; persistently high unemployment; large public sector deficits; and high levels of real interest rates. There are also continuing trade restrictions and increased protectionist pressures; persistent weakness of many primary commodity markets; and reduced prospects for developing countries to grow, find the markets they need and service their foreign debt.

5. The correction of external imbalances will be a long and difficult process. Exchange rate changes alone will not solve the problem of correcting these imbalances while sustaining growth. Surplus countries will design their policies to strengthen domestic demand and reduce external surpluses while maintaining price stability. Deficit countries, while following policies designed to encourage steady low-inflation growth, will reduce their fiscal and external imbalances.

6. We call on other industrial countries to participate in the effort to sustain economic activity worldwide. We also call on newly industrialized economies with rapid growth and large external surpluses to assume greater responsibility for preserving an open world trading system by reducing trade barriers and pursuing policies that allow their currencies more fully to reflect underlying fundamentals.

7. Among the summit countries, budgetary discipline remains an important medium-term objective and the reduction of existing public sector imbalances a necessity for a number of them. Those summit countries which have made significant progress in fiscal consolidation and have large external surpluses remain committed to following fiscal and monetary policies designed to strengthen domestic growth, within a framework of medium-term fiscal objectives. Monetary policy should also support non-inflationary growth and foster stability of exchange rates. In view of the outlook for low inflation in many countries, a further market-led decline of interest rates would be helpful.

Structural policies

8. We also agree on the need for effective structural policies especially for creating jobs. To this end we shall:

- promote competition in order to speed up industrial adjustment;
- reduce major imbalances between agricultural supply and demand;
- facilitate job-creating investment;
- improve the functioning of labour markets;
- promote the further opening of internal markets; and
- encourage the elimination of capital market imperfections and restrictions and the improvement of the functioning of international financial markets.

Multilateral surveillance and policy coordination

9. We warmly welcome the progress achieved by the Group of Seven Finance Ministers (G-7) in developing and implementing strengthened arrangements for multilateral surveillance and economic coordination as called for in Tokyo last year. The new process of coordination, involving the use of economic indicators, will enhance efforts to achieve more consistent and mutually compatible policies by our countries.

10. The Heads of State or Government reaffirm the important policy commitments and undertakings adopted at the Louvre and Washington meetings of the Group of Seven, including those relating to exchange rates. They agree that if, in the future, world economic growth is insufficient, additional actions will be required to achieve their common objectives. Accordingly, they call on their Finance Ministers to develop, if necessary, additional appropriate policy measures for this purpose and to continue to cooperate closely to foster stability of exchange rates.

11. The coordination of economic policies is an ongoing process which will evolve and become more effective over time. The Heads of State or Government endorse the understandings reached by the Group of Seven Finance Ministers to strengthen, with the assistance of the International Monetary Fund (IMF), the surveillance of their economies using economic indicators including exchange rates, in particular by:

- the commitment by each country to develop medium-term objectives and projections for its economy, and for the group to develop objectives and projections that are mutually consistent both individually and collectively; and
- the use of performance indicators to review and assess current economic trends and to determine whether there are significant deviations from an intended course that require consideration of remedial actions.

12. The Heads of State or Government consider these measures important steps towards promoting sustained non-inflationary global growth and greater currency stability. They call upon the Group of Seven Finance Ministers and Central Bank Governors to:

- intensify their coordination efforts with a view to achieving prompt and effective implementation of the agreed policy undertakings and commitments;
- monitor economic developments closely in cooperation with the Managing Director of the IMF: and
- consider further improvements as appropriate to make the coordination process more effective.

Trade

13. We note rising protectionist pressures with grave concern. The Uruguay Round can play an important role in maintaining and strengthening the multilateral trading system, and achieving increased liberalization of trade for the benefit of all countries. Recognizing the interrelationship among growth, trade and development, it is essential to improve the multilateral system based on the principles and rules of the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) and bring about a wider coverage of world trade under agreed, effective and enforceable multilateral discipline. Protectionist actions would be counterproductive, would increase the risk of further exchange rate instability and would exacerbate the problems of development and indebtedness.

14. We endorse fully the commitment to adopt appropriate measures in compliance with the principles of standstill and rollback which have been reaffirmed in the Ministerial Declaration on the Uruguay Round. It is important to establish in the GATT a multilateral framework of principles and rules for trade in services, trade-related investment measures and intellectual property rights. This extension of the multilateral trading system would also be beneficial to developing countries in fostering growth and enhancing trade, investment and technology transfers.

15. Basing ourselves on the Ministerial Declaration on the Uruguay Round and on the principles of the GATT, we call on all Contracting Parties to negotiate comprehensively, in good faith and with all due dispatch, with a view to ensuring mutual advantage and increased benefits to all participants. Canada, Japan, the United States and the European Community will table a wide range of substantive proposals in Geneva over the coming months. Progress in the Uruguay Round will be kept under close political review. In this context the launching, the conduct and the implementation of the outcome of the negotiations should be treated as parts of a single undertaking; however, agreements reached at an early stage might be implemented on a provisional or definitive basis by agreement prior to the formal conclusion of the negotiations, and should be taken into account in assessing the overall balance of the negotiations.

16. A strong, credible, working GATT is essential to the well-being of all trading countries and is the best bulwark against mounting bilateral protectionist pressures. The functioning of the GATT should be improved through enhancing its role in maintaining an open multilateral system and its ability to manage disputes; and through ensuring better coordination between the GATT and the IMF and the World Bank. We consider that it would be useful to have, as appropriate, in the course of the negotiations, a meeting of the Trade Negotiating Committee at the ministerial level.

Agriculture

17. At Tokyo, we recognized the serious nature of the agricultural problem. We agreed that the structure of agricultural production needed to be adjusted in the light of world demand, and expressed our determination to give full support to the work of the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) in this field. In doing so, we all recognized the importance of agriculture to the well-being of our rural communities. In the past year, we have actively pursued the approach outlined at Tokyo; and we take satisfaction from the agreement in the Ministerial Declaration adopted in Punta del Este on the objectives for the negotiations on agriculture in the Uruguay Round.

18. We reaffirm our commitment to the important agreement on agriculture set out in the OECD ministerial communique of May 13, 1987; in particular, the statement of the scope and urgency of the problem which require that a concerted reform of agricultural policies be implemented in a balanced and flexible manner; the assessment of the grave implications, for developed and developing countries alike, of the growing imbalances in supply of and demand for the main agricultural products; the acknowledgment of shared responsibility for the problems as well as for their equitable, effective and durable resolution; the principles of reform and the action required. The long-term objective is to allow market signals to influence the orientation of agricultural production, by way of a progressive and concerted reduction of agricultural support, as well as by all other appropriate means, giving consideration to social and other concerns, such as food, security, environmental protection and overall employment.

19. We underscore our commitment to work in concert to achieve the necessary adjustments of agricultural policies, both at home and through comprehensive negotiations in the Uruguay Round. In this, as in other fields, we will table comprehensive proposals for negotiations in the coming months to be conducted in accordance with the mandate in the Ministerial Declaration, and we intend to review at our next meeting the progress achieved and the tasks that remain.

20. In the meantime, in order to create a climate of greater confidence which would enhance the prospect for rapid progress in the Uruguay Round as a whole, and as a step towards the long-term result to be expected from those negotiations, we have agreed, and call upon other countries to agree, to refrain from actions which, by further stimulating production of agricultural commodities in surplus, increasing protection or destabilizing world markets, would worsen the negotiating climate and, more generally, damage trade relations.

Developing countries and debt

21. We attach particular importance to fostering stable economic progress in developing countries, with all their diverse situations and needs. The problems of many heavily indebted developing countries are a cause of economic and political concern and can be a threat to political stability in countries with democratic regimes. We salute the courageous efforts of many of these countries to achieve economic growth and stability.

22. We underline the continuing importance of official development assistance and welcome the increased efforts of some of our countries in this respect. We recall the target already established by international organizations (0.7%) for the future level of official development assistance; and we take note that overall financial flows are important to development. We strongly support the activities of international financial institutions, including those regional development banks which foster policy reforms by borrowers and finance their programmes of structural adjustment. In particular:

- we support the central role of the IMF through its advice and financing, and encourage closer cooperation between the IMF and the World Bank, especially in their structural adjustment lending;
- we note with satisfaction the contribution made by the Eighth replenishment of the International Development Association (IDA);
- we support a general capital increase of the World Bank when justified by increased demand for quality lending, by its expanded role in the debt strategy and by the necessity to maintain the financial stability of the institution; and
- in light of the different contributions of our countries to official development assistance, we welcome the recent initiative of the Japanese government in bringing forward a new scheme which will increase the provision of resources from Japan to developing countries.

23. For the major middle-income debtors, we continue to support the present growth-oriented case-by-case strategy. Three elements are needed to strengthen the growth prospects of debtor countries: the adoption of comprehensive macroeconomic and structural reforms by debtor countries themselves; the enhancement of lending by international financial institutions, in particular the World Bank; and adequate commercial bank lending in support of debtor country reforms. We shall play our part by helping to sustain growth and expand trade. A number of debt agreements have allowed some resumption of growth, correction of imbalances, and significant progress in restoring the creditworthiness of some countries. But some still lack adequate policies for structural adjustment and growth designed to encourage the efficient use of domestic savings, the repatriation of flight capital, increased flows of foreign direct investment, and, in particular, reforms of financial markets.

24. There is equally a need for timely and effective mobilization of lending by commercial banks. In this context, we support efforts by commercial banks and debtor countries to develop a "menu" of alternative negotiating procedures and financing techniques for providing continuing support to debtor countries.

25. Measures should be taken, particularly by debtor countries, to facilitate non-debt-creating capital flows, especially direct investment. In this connection, the Multilateral Investment Guarantee Agency (MIGA) should begin to serve its objectives as soon as possible. It is important to maintain flexibility on the part of export credit agencies in promptly resuming or increasing cover for countries that are implementing comprehensive adjustment programmes.

26. We recognize the problem of developing countries whose economies are solely or predominantly dependent on exports of primary commodities, the prices of which are persistently depressed. It is important that the functioning of commodity markets should be improved: for example, through better information and greater transparency. Further diversification of these economies should be encouraged, with the help of the international financial institutions, through policies to support their efforts for improved processing of their products; to expand opportunities through market access liberalization; and to strengthen the international environment for structural change.

27. We recognize that the problems of some of the poorest countries, primarily in Sub-Saharan Africa, are uniquely difficult and need special treatment. These countries are characterized by such features as acute poverty, limited resources to invest in their own development, unmanageable debt burdens, heavy reliance on one or two commodities, and the fact that their debt is owed for the most part to governments of industrialized countries themselves or to international financial institutions. For those of the poorest countries that are undertaking adjustment effort, consideration should be given to the possibility of applying lower interest rates to their existing debt; and agreement should be reached, especially in the Paris Club, on longer repayment and grace periods to ease the debt service burden. We welcome the various proposals made in this area by some of us, and also the proposal by the Managing Director of the IMF for a significant increase in the resources of the Structural Adjustment Facility over the three years from January 1, 1988. We urge a conclusion on discussions on these proposals within this year.

28. We note that UNCTAD VII provides an opportunity for a discussion with developing countries with a view to arriving at a common perception of the major problems and policy issues in the world economy.

Environment

29. Further to our previous commitment to preserve a healthy environment and to pass it on to future generations, we welcome the report by the environmental experts on the improvement and harmonization of techniques and practices of environmental measurement. Accordingly, we encourage the United Nations Environment Programme (UNEP) to institute a forum for information exchange and consultation in cooperation with the International Organization for Standardization (ISO) and the International Council of Scientific Union (ICSU), assisted by other interested international organizations and countries, so that continuing progress in this important field can be ensured. The priority environmental problems identified by the environmental experts in their report should receive full attention.

30. We underline our own responsibility to encourage efforts to tackle effectively environmental problems of worldwide impact such as stratospheric ozone depletion, climate change, acid rain, endangered species, hazardous substances, air and water pollution, and destruction of tropical forests. We also intend to examine further environmental issues such as stringent environmental standards as an incentive for innovation and for the development of clean, cost-effective and low-resource technology; as well as promotion of low-polluting industrial plants and other environmental protection technologies.

31. We welcome the important progress achieved since Tokyo, particularly in the International Atomic Energy Agency (IAEA) in enhancing effective international cooperation with regard to safety in the management of nuclear energy.

Other issues

32. We welcome the initiative of the Human Frontier Science Programme (HFSP) presented by Japan, which is aimed at promoting, through international cooperation, basic research on biological functions. We are grateful for the informal opportunities our scientists have had to take part in some of the discussions of the feasibility study undertaken by Japan. We note that this study will be continued and we would be pleased to be kept informed about its progress.

33. We welcome the positive contribution made by the Conference of High Level Experts on the future role of education in our society, held in Kyoto in January 1987.

34. We shall continue to review the ethical implications of developments in the life sciences. Following the conferences sponsored by summit governments — by Japan in 1984, by France in 1985, by the Federal Republic of Germany in 1986 and by Canada in 1987 — we welcome the Italian government's offer to host the next bioethics conference in Italy in April 1988.

Next Economic Summit

35. We have agreed to meet again next year and have accepted the invitation of the Canadian Prime Minister to meet in Canada.

Chairman's Statement on AIDS

On the basis of the concern already shown in the past for health problems (London Chairman's oral statement on cancer and Bonn chairman's oral statement on drugs), the Heads of State or Government and the representatives of the European Community affirm that AIDS is one of the biggest potential health problems in the world. National efforts need to be intensified and made more effective by international cooperation and concerted campaigns to prevent AIDS from spreading further, and will have to ensure that the measures taken are in accordance with the principles of human rights. In this connection, they agree that:

- international cooperation will not be improved by duplication of effort. Priority will have to be given to strengthening existing organizations by giving them full political support and by providing them with the necessary financial, personnel and administrative resources. The World Health Organization (WHO) is the best forum for drawing together international efforts on a worldwide level to combat AIDS; and all countries should be encouraged to cooperate fully with the WHO and support its special programme of AIDS-related activities;
- in the absence of a vaccine or cure, the best hope for the combat and prevention of AIDS rests on a strategy based on educating the public about the seriousness of the AIDS epidemic, the ways the AIDS virus is transmitted and the practical steps each person can take to avoid acquiring or spreading it. Appropriate opportunities should be used for exchanging information about national education campaigns an domestic policies. The Heads of State or Government and the representatives of the European Community welcome the proposal by the United Kingdom government to co-sponsor, with the WHO, an international conference at the ministerial level on public education about AIDS; and
- further cooperation should be promoted for basic and clinical studies on prevention, treatment and the exchange of information (as in the case of the EC programme). The Heads of State or Government and the representatives of the European Community welcome and support joint action by researchers in the seven countries (as in the case of the joint programme of French and American researchers, which is being enlarged, and similar programmes) and all over the world for the cure of the disease, clinical testing on components of the virus, and the development of a successful vaccine. The Heads of State or Government and the representatives of the European Community welcome the proposal by the President of the French Republic aiming at the creation of an international committee on the ethical issues raised by AIDS.

Chairman's Statement on Drugs

The Heads of State or Government have examined the drug abuse problem — which causes a tragic loss of human life and now affects people all over the world, especially the young and their families. They emphasize the importance of undertaking a strategy in support of national, regional and multilateral campaigns in order to overcome this problem. They intend to continue their fight against illegal production and distribution of drugs and to create all necessary conditions for more effective international cooperation. They will also work for the eradication of illegal cultivation of natural drugs and for its replacement with other types of production which will further the aims of social and economic development. The leaders welcome the agreements already reached on bilateral and multilateral bases, and look forward with confidence to a successful international Conference on Drug Abuse and Illicit Trafficking, which the United Nations is convening next week in Vienna.

Statement on East-West Relations

1. We, the Heads of State or Government of seven major industrial nations and the representatives of the European Community, have discussed East-West relations. We reaffirm our shared principles and objectives, and our common dedication to preserving and strengthening peace.

2. We recognize with pride that our shared values of freedom, democracy and respect for human rights are the source of the dynamism and prosperity of our societies. We renew our commitment to the search for a freer, more democratic and more humane world.

3. Within existing alliances, each of us is resolved to maintain a strong and credible defence which threatens the security of no-one, protects freedom, deters aggression and maintains peace. We shall continue to consult closely on all matters affecting our common interest. We will not be separated from the principles that guide us all.

4. Since we last met, new opportunities have opened for progress in East-West relations. We are encouraged by these developments. They confirm the soundness of the policies we have each pursued in our determination to achieve a freer and safer world.

5. We are following with close interest recent developments in the internal and external policies of the Soviet Union. It is our hope that they will prove to be of great significance for the improvement of political, economic and security relations between the countries of East and West. At the same time, profound differences persist; each of us must remain vigilantly alert in responding to all aspects of Soviet policy.

6. We reaffirm our commitment to peace and increased security at lower levels of arms. We seek a comprehensive effort to lower tensions and to achieve verifiable arms reductions. While reaffirming the continuing importance of nuclear deterrence in preserving peace, we note with satisfaction that dialogue on arms control has intensified and that more favourable prospects have emerged for the reduction of nuclear forces. We appreciate US efforts to negotiate balanced, substantial and verifiable reductions in nuclear weapons. We emphasize our determination to enhance conventional stability at a lower level of forces and achieve the total elimination of chemical weapons. We believe that these goals should be actively pursued and translated into concrete agreements. We urge the Soviet Union to negotiate in a positive and constructive manner. An effective resolution of these issues is an essential requirement for real and enduring stability in the world.

7. We will be paying close attention not only to Soviet statements but also to Soviet actions on issues of common concern to us. In particular:

- we call for significant and lasting progress in human rights, which is essential to building trust between our societies. Much still remains to be done to meet the principles agreed and commitments undertaken in the Helsinki Final Act and confirmed since;
- we look for an early and peaceful resolution of regional conflicts, and especially for a rapid and total withdrawal of Soviet forces from Afghanistan so that the people of Afghanistan may freely determine their own future; and
- we encourage greater contracts, freer interchange of ideas and more extensive dialogue between our people and the people of the Soviet Union and Eastern Europe.

8. Thus, we each seek to stabilize military competition between East and West at lower levels of arms; to encourage stable political solutions to regional conflicts; to secure lasting improvements in human rights; and to build contacts, confidence and trust between governments and people in a more humane world. Progress across the board is necessary to establish a durable foundation for stable and constructive relationships between the countries of East and West.

Statement on Terrorism

We, the Heads of State or Government of seven major democracies and the representatives of the European Community assembled here in Venice, profoundly aware of our peoples' concern at the threat posed by terrorism:

- reaffirm our commitment to the statements on terrorism made at previous summits in Bonn, Venice, Ottawa, London and Tokyo;
- resolutely condemn all forms of terrorism, including aircraft hijackings and hostage taking, and reiterate our belief that whatever its motives, terrorism has no justification;
- confirm the commitment of each of us to the principle of making no concessions to terrorists or their sponsors;
- remain resolved to apply, in respect of any state clearly involved in sponsoring or supporting international terrorism, effective measures within the framework of international law and in our own jurisdictions;
- welcome the progress made in international cooperation against terrorism since we last met in Tokyo in May 1986, and in particular the initiative taken by France and the Federal Republic of Germany to convene in May in Paris a meeting of Ministers of nine countries who are responsible for counter-terrorism;
- reaffirm our determination to combat terrorism both through national measures and through international cooperation among ourselves and with others, when appropriate; and therefore renew our appeal to all like-minded countries to consolidate and extend international cooperation in all appropriate forums;
- will continue our efforts to improve the safety of travellers. We welcome improvements in airport and maritime security, and encourage the work of ICAO and IMO in this regard. Each of us will continue to monitor closely the activities of airlines which raise security problems. The Heads of State or Government have decided on measures, annexed to this statement, to make the 1978 Bonn Declaration more effective in dealing with all forms of terrorism affecting civil aviation;
- commit ourselves to support the rule of law in bringing terrorists to justice. Each of us pledges increased cooperation in the relevant forums and within the framework of domestic and international law on the investigation, apprehension and prosecution of terrorists. In particular, we reaffirm the principle established by relevant international conventions of trying or extraditing, according to national laws and those international conventions, those who have perpetrated acts of terrorism.

Annex

The Heads of State or Government recall that in their Tokyo Statement on international terrorism they agreed to make the 1978 Bonn Declaration more effective in dealing with all forms of terrorism affecting civil aviation. To this end, in cases where a country refuses extradition or prosecution of those who have committed offences described in the Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation and/or does not return the aircraft involved, the Heads of State or Government are jointly resolved that their governments shall take immediate action to cease flights to that country as stated in the Bonn Declaration.

At the same time, their governments will initiate action to halt incoming flights from that country or from any country by the airlines of the country concerned as stated in the Bonn Declaration.

The Heads of State or Government intend also to extend the Bonn Declaration in due time to cover any future relevant amendment to the above Convention or any other aviation conventions relating to the extradition or prosecution of the offenders.

The Heads of State or Government urge other governments to join them in this commitment.

Statement on Iraq-Iran War and Freedom of Navigation in the Gulf

We agree that new and concerted international efforts are urgently required to help bring the Iraq-Iran war to an end. We favour the earliest possible negotiated end to the war with the territorial integrity and independence of both Iraq and Iran intact. Both countries have suffered grievously from this long and tragic war. Neighbouring countries are threatened with the possible spread of the conflict. We call once more upon both parties to negotiate an immediate end of the war. We strongly support the mediation efforts of the United Nations (UN) Secretary-General and urge the adoption of just and effective measures by the UN Security Council. With these objectives in mind, we reaffirm that the principle of freedom of navigation in the Gulf is of paramount importance for us and for others; and must be upheld. The free flow of oil and other traffic through the Strait of Hormuz must continue unimpeded.

We pledge to continue to consult on ways to pursue these important goals effectively.

Canada

	Real GDP % Change	Employment % Change	Unemployment Rates %	Current Account US$B	CPI % Change	Nominal Trade Balance US$B	U.S. Dollar Exchange Rate Index 1975 = 1
1975	2.6	1.7	6.9	−4.677	10.8	−0.379	1.000
1976	6.2	2.1	7.1	−4.168	7.5	1.884	0.969
1977	3.6	1.8	8.1	−4.075	8.0	3.137	1.046
1978	4.6	3.5	8.3	−4.298	8.9	4.180	1.122
1979	3.9	4.1	7.4	−4.154	9.1	4.178	1.151
1980	1.5	3.0	7.4	−0.966	10.2	8.001	1.150
1981	3.7	2.8	7.5	−5.113	12.5	6.578	1.179
1982	−3.2	−3.3	11.1	2.356	10.8	14.991	1.213
1983	3.2	0.8	11.8	2.489	5.8	14.972	1.212
1984	6.3	2.5	11.3	2.654	4.3	16.555	1.273
1985	4.3	2.8	10.5	−0.867	3.9	13.173	1.343
1986	3.3	2.9	9.6	−6.669	4.1	8.078	1.366
1987	3.9	2.8	8.9	−7.241	4.4	8.755	1.304

United States

	Real GDP % Change	Employment % Change	Unemployment Rates %	Current Account US$B	CPI % Change	Nominal Trade Balance US$B	Cdn. Dollar Exchange Rate Index 1975 = 1
1975	−1.3	−1.1	8.5	18.130	9.1	8.910	1.000
1976	4.9	3.4	7.7	4.170	5.7	−9.490	1.032
1977	4.7	3.7	7.0	−14.490	6.5	−31.100	0.957
1978	5.3	4.4	6.0	−15.450	7.6	−33.950	0.892
1979	2.5	2.9	5.9	−0.970	11.2	−27.540	0.869
1980	−0.2	0.5	7.2	1.840	13.5	−25.500	0.870
1981	1.9	1.1	7.6	6.870	10.3	−27.970	0.848
1982	−2.5	−0.9	9.7	−8.640	6.1	−36.450	0.825
1983	3.6	1.3	9.6	−46.280	3.2	−67.080	0.825
1984	6.8	4.1	7.5	−107.090	4.3	−112.510	0.786
1985	3.0	2.0	7.2	−116.430	3.5	−122.150	0.744
1986	2.9	2.3	7.0	−141.460	1.9	−144.340	0.732
1987	2.9	2.6	6.2	−160.670	3.6	−159.210	0.767

France

	Real GDP % Change	Employ-ment % Change	Unemploy-ment Rates %	Current Account US$B	CPI % Change	Nominal Trade Balance US$B	U.S. Dollar Exchange Rate Index 1975 = 1	Cdn. Dollar Exchange Rate Index 1975 = 1
1975	0.2	−0.4	4.3	2.671	11.7	1.129	1.000	1.000
1976	5.2	0.7	4.5	−3.423	9.7	−4.993	1.115	1.150
1977	4.4	0.9	5.0	−0.431	9.5	−3.289	1.146	1.097
1978	3.4	0.2	5.4	6.999	9.3	0.101	1.052	0.939
1979	3.2	0.2	6.0	5.187	10.6	−3.220	0.992	0.862
1980	1.6	0.0	6.4	−4.169	13.5	−13.419	0.986	0.857
1981	1.2	−0.5	7.6	−4.742	13.3	−9.970	1.267	1.075
1982	2.5	0.1	8.2	−12.070	12.0	−15.785	1.533	1.264
1983	0.7	−0.4	8.4	−4.690	9.5	−8.754	1.778	1.467
1984	1.4	−1.0	9.9	−0.833	7.7	−4.651	2.038	1.600
1985	1.7	−0.2	10.2	−0.165	5.8	−5.276	2.096	1.561
1986	2.1	−0.1	10.4	2.914	2.5	−2.354	1.616	1.182
1987	1.9	−0.2	10.6	−4.394	3.3	−8.143	1.401	1.075

United Kingdom

	Real GDP % Change	Employ-ment % Change	Unemploy-ment Rates %	Current Account US$B	CPI % Change	Nominal Trade Balance US$B	U.S. Dollar Exchange Rate Index 1975 = 1	Cdn. Dollar Exchange Rate Index 1975 = 1
1975	−0.6	−0.6	3.3	−3.504	24.2	−7.459	1.000	1.000
1976	3.8	−0.7	4.5	−1.641	16.6	−7.013	1.233	1.272
1977	1.1	0.1	4.8	−0.223	15.8	−3.937	1.270	1.215
1978	3.6	0.8	4.6	1.865	8.3	−2.965	1.154	1.030
1979	2.1	1.3	4.3	−1.559	13.4	−7.207	1.045	0.908
1980	−2.5	−1.0	5.4	6.808	17.9	3.362	0.953	0.829
1981	−1.1	−3.4	8.5	12.406	11.9	7.170	1.102	0.935
1982	1.6	−1.9	9.8	7.096	8.6	3.906	1.268	1.046
1983	3.2	−0.6	10.7	5.023	4.6	−1.312	1.461	1.206
1984	2.6	1.8	11.1	1.960	5.0	−5.851	1.664	1.306
1985	3.5	1.4	11.3	3.707	6.1	−2.440	1.725	1.285
1986	3.3	0.5	11.4	−1.384	3.4	−12.449	1.510	1.105
1987	4.4	1.5	10.3	−4.226	4.1	−16.063	1.355	1.039

Federal Republic of Germany

	Real GDP % Change	Employ-ment % Change	Unemploy-ment Rates %	Current Account US$B	CPI % Change	Nominal Trade Balance US$B	U.S. Dollar Exchange Rate Index 1975 = 1	Cdn. Dollar Exchange Rate Index 1975 = 1
1975	−1.4	−2.8	4.8	4.074	5.9	16.900	1.000	1.000
1976	5.6	−0.8	4.6	3.914	4.6	15.990	1.024	1.056
1977	2.7	−0.2	4.5	4.081	3.7	19.450	0.944	0.904
1978	3.3	0.6	4.3	8.963	2.7	24.150	0.816	0.729
1979	4.0	1.4	3.8	−6.018	4.1	16.470	0.745	0.647
1980	1.5	1.1	3.9	−15.673	5.6	8.780	0.738	0.642
1981	0.0	−0.7	5.6	−5.196	6.3	16.090	0.918	0.779
1982	−1.0	−1.7	7.7	4.065	5.3	24.720	0.986	0.813
1983	1.9	−1.5	9.2	4.149	3.3	21.420	1.038	0.856
1984	3.3	0.1	9.1	9.714	2.4	22.190	1.157	0.908
1985	2.0	0.7	9.3	16.178	2.2	28.530	1.196	0.891
1986	2.5	1.0	8.9	37.923	−0.2	55.480	0.883	0.646
1987	1.7	0.6	8.9	44.284	0.3	69.980	0.730	0.560

Japan

	Real GDP % Change	Employ-ment % Change	Unemploy-ment Rates %	Current Account US$B	CPI % Change	Nominal Trade Balance US$B	U.S. Dollar Exchange Rate Index 1975 = 1	Cdn. Dollar Exchange Rate Index 1975 = 1
1975	2.7	−0.3	1.9	−0.682	11.8	4.940	1.000	1.000
1976	4.8	0.9	2.0	3.680	9.2	9.800	0.999	1.031
1977	5.3	1.3	2.0	10.918	8.1	17.160	0.904	0.867
1978	5.2	1.3	2.2	16.534	3.9	24.300	0.709	0.633
1979	5.2	1.3	2.1	−8.754	3.6	1.740	0.738	0.641
1980	4.3	1.0	2.0	−10.746	8.0	2.130	0.764	0.664
1981	3.7	0.8	2.2	4.770	4.9	19.960	0.743	0.630
1982	3.1	1.0	2.4	6.850	2.6	18.080	0.839	0.692
1983	3.3	1.7	2.6	20.799	1.8	31.460	0.800	0.660
1984	5.0	0.5	2.7	35.003	2.3	44.260	0.800	0.628
1985	4.8	0.7	2.6	49.169	2.0	55.990	0.804	0.599
1986	2.5	0.8	2.8	85.845	0.4	92.820	0.568	0.415
1987	4.2	0.7	2.8	86.688	−0.2	96.470	0.487	0.374

Italy

	Real GDP % Change	Employ-ment % Change	Unemploy-ment Rates %	Current Account US$B	CPI % Change	Nominal Trade Balance US$B	U.S. Dollar Exchange Rate Index 1975 = 1	Cdn. Dollar Exchange Rate Index 1975 = 1
1975	−3.6	0.2	5.9	−0.578	16.9	−1.149	1.000	1.000
1976	5.9	0.8	6.7	−2.817	16.8	−4.241	1.275	1.316
1977	1.9	0.5	7.1	2.457	17.0	−0.132	1.352	1.294
1978	2.7	0.7	7.2	6.197	12.2	2.912	1.300	1.160
1979	4.9	1.0	7.7	5.479	14.8	−0.989	1.273	1.106
1980	3.9	0.8	7.6	−10.267	21.2	−16.943	1.312	1.141
1981	1.1	0.5	8.4	−9.195	17.8	−11.991	1.741	1.477
1982	0.2	0.6	9.1	−6.382	16.5	−8.952	2.072	1.709
1983	0.5	0.5	9.9	1.417	14.6	−2.574	2.327	1.920
1984	3.5	0.8	10.1	−2.598	10.8	−5.690	2.691	2.113
1985	2.7	1.4	10.1	−3.599	9.2	−6.164	2.925	2.179
1986	2.7	0.8	11.1	4.183	5.8	4.767	2.284	1.671
1987	2.9	0.4	12.0	0.388	4.7	−2.424	1.987	1.524

Sources: OECD Main Economic Indicators and Outlook Databases and March 1988 estimates; Data Resources Incorporated; International Financial Statistics, IMF.

Notes

Affaires extérieures Canada
External Affairs Canada

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E
3 5036 20024982 2

DOCS
CA1 EA77 88T52 EXF
Toronto Economic Summit : June
19-21, 1988. --
43249639

60984 81800